

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
DROIT DE COALITION

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

*Le vendredi 10 juillet 1903, à 1 heure 1/2 de l'après-midi*

PAR

Achille VILLEY

---

CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU, 7 ET 9

---

1903







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

---

LE  
DROIT DE COALITION

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

*Le vendredi 10 juillet 1903, à 1 heure 1/2 de l'après-midi*

PAR

Achille VILLEY



CAEN

Imprimerie Charles VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU, 7 ET 9

—  
1903



# UNIVERSITÉ DE CAEN

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

**Année scolaire 1902-1903**

---

### DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

### PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES (✱, A. ✱), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱, L. ✱), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

MM. BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

**AGRÉGÉS :**

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GENESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), et d'*Histoire des doctrines économiques*.

**SECRÉTAIRE**

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

---

## JURY D'EXAMEN

---

MM. JULES CABOUAT, *professeur*, PRÉSIDENT DE LA  
THÈSE.

RAOUL BIVILLE, *professeur*.

EDGARD ALLIX, *agrégé*.



## INTRODUCTION

---

On entend par *coalition* (du mot *coalescere*) une union existant momentanément entre plusieurs personnes en vue d'un but déterminé. — La coalition se distingue de l'association en ce que celle-ci est un groupement permanent. Elle peut exister indépendamment de toute association. Il est possible d'autre part qu'au sein de l'association une entente momentanée se produise sur une question particulière, en vue de poursuivre un but déterminé : il existe alors entre les mêmes individus une association et une coalition. Les associés peuvent d'ailleurs s'assurer, dans ce cas, le concours d'individus non associés afin d'atteindre plus sûrement le but poursuivi par la coalition.

La coalition s'organise surtout entre ouvriers ou entre patrons. Elle peut se former entre consommateurs.

Elle se propose les fins les plus diverses. Elle tend à entraver la concurrence et à produire ainsi la hausse ou la baisse des salaires ou des marchandises. On conçoit qu'elle puisse se proposer d'empêcher l'embauchage d'un ouvrier, de contraindre un commerçant ou un industriel à accomplir un acte.

Elle s'efforce de réaliser le but poursuivi par plusieurs moyens, notamment par la grève, s'il s'agit

d'une coalition ouvrière, par le *lock out*, ou fermeture concertée des ateliers, s'il s'agit d'une association patronale. (Il ne faut pas confondre la grève ou le *lock out* avec la coalition : on voit que ce sont là des moyens dont dispose une coalition).

Nous nous proposons d'étudier le droit de coalition, dans la législation française plus particulièrement.

On peut distinguer, semble-t-il, trois phases dans l'histoire des divers pays industriels. Le droit de coalition a été nié jusqu'à une époque assez rapprochée.—Puis il a été reconnu, la liberté des coalitions a été proclamée et a pu être exercée dans les limites imposées par la liberté d'autrui.— Enfin on constate une tendance dans les législations contemporaines à organiser l'exercice du droit de coalition.

Nous étudierons :

I. — *L'histoire du droit de coalition en France, les étapes que la législation a traversées, passant du régime de la prohibition au régime de la liberté.*

II. — *Le droit de coalition dans le régime actuel de liberté.*

III. — *Les réformes législatives proposées et notamment les projets de loi tendant à organiser l'exercice du droit de coalition.*

IV. — *L'évolution du droit de coalition dans les législations étrangères.*

---

# PREMIÈRE PARTIE

---

Histoire de la législation. -- De la prohibition à la liberté  
des coalitions

---

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### Prohibition des coalitions

#### I

#### AVANT LA RÉVOLUTION.

Le droit de coalition n'existait pas dans l'ancien régime, non plus que le droit de travailler. Ces droits étaient concédés par le seigneur dans l'intérêt public; l'exercice en était réglementé par lui <sup>1</sup>. Et, en

1. Turgot a proclamé le droit de travailler dans l'édit de février 1776. Il déclarait : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sainte, la plus imprescriptible de toutes. » Mais il est remarquable que Turgot lui-même demeure dominé par l'idée ancienne qui nie le droit de l'ouvrier et ne déduit pas les conséquences du principe ainsi posé. En effet il n'affirme pas que les rapports entre patrons et ouvriers doivent être régis par des règles juridiques. Il ne donne pas non plus compétence aux tribunaux de droit commun pour connaître des difficultés s'élevant entre employeurs et employés. Tout au contraire, il affirme l'inégalité de condition des maîtres et des

vertu de son pouvoir de police le roi prohibait les coalitions.

Les corporations, qui sont des formes de coalitions permanentes, étaient autorisées, organisées même souvent par le pouvoir royal. Toutes autres coalitions de maîtres étaient interdites parce que l'autorité redoutait des tentatives d'accaparement ou parce qu'elle voulait sauvegarder les intérêts des corporations constituées.

Les coalitions ouvrières étaient prohibées d'une façon particulièrement stricte, parce que les ouvriers se trouvaient et devaient être maintenus dans une condition subordonnée.

En effet, dans les métiers de la petite industrie, les compagnons étaient astreints à une demi-servitude : dans cette société, qui ne connaissait pas le droit individuel, ils faisaient partie de la « famille industrielle »<sup>1</sup> que constituait la corporation ; ils étaient *in potestate*. Ils ne devenaient compagnons qu'après avoir versé un droit d'entrée et subi un examen d'admission. Ils demeuraient soumis, toute leur vie quelquefois, à l'autorité des maîtres ; car l'entrée de la maîtrise fut rendue toujours plus difficile pour ceux qui n'étaient pas fils de maîtres. Ils subissaient des règlements souvent préjudiciables à leurs intérêts ; l'obligation

ouvriers : en vertu de l'art. 5 de l'Edit, les simples ouvriers ne sont pas inscrits sur un registre de police comme les maîtres ; leurs patrons tiennent un état mentionnant le nom, le domicile et le genre d'industrie de chacun d'eux, et ils doivent le présenter à toute réquisition du lieutenant général de police.

1. MARC SAUZET. Essai historique sur la législation industrielle de la France. (*Revue d'économie politique* 1892, p. 401).

leur était imposée, par exemple, de verser des cotisations périodiques à la caisse de la corporation. — Notons que, si les statuts corporatifs entravaient la concurrence des ouvriers, limitaient le nombre des compagnons, c'était surtout, semble-t-il, dans l'intérêt des maîtres, parce que l'affluence des ouvriers eût pu constituer pour le monopole patronal un grave danger <sup>1</sup>.

L'ouvrier de la grande industrie se trouvait dans la même situation inférieure que le compagnon : c'était un domestique.

Les rapports entre patrons et ouvriers avaient un caractère non pas juridique, mais de police. Les juristes n'étudiaient pas ces rapports ; Pothier n'en traite point, et M. Sauzet croit pouvoir affirmer qu'ils apparaissent à Pothier « comme en dehors du droit ». <sup>2 3</sup>

C'est encore un fait significatif que le contentieux

1. DEMOLINS, Les corporations ouvrières, (*Science sociale* 1890, t. x, p. 124).

2. MARC SAUZET op. cit. (*Revue d'Économie politique* 1892, p. 406.)

3. Linguet écrivait dans sa *Théorie des lois civiles* publiée en 1767 : « Les manouvriers gémissent sous les haillons dégoûtants qui sont la livrée de l'indigence. Ils n'ont jamais part à l'abondance dont leur travail est la source. La richesse semble leur faire grâce quand elle veut bien agréer les présents qu'ils lui font. Elle leur prodigue le mépris le plus outrageant. Ce sont les *domestiques* qui ont remplacé les serfs parmi nous : c'est sans contredit une très nombreuse et la plus nombreuse portion de chaque nation. — Il s'agit d'examiner quel est le gain effectif que leur a procuré la suppression de l'esclavage. Je le dis avec autant de douleur que de franchise : tout ce qu'ils ont gagné, c'est d'être à chaque instant tourmentés par la crainte de mourir de faim, malheur dont étaient du moins exempts leurs prédécesseurs dans le dernier rang de l'humanité ». (V. *Histoire socialiste*, J. JAURÈS, p. 153.)

des manufactures était de la compétence du lieutenant de police par exclusion du lieutenant civil. L'article 12 du fameux édit de février 1776, qui supprima les maîtrises, déférait au lieutenant de police « pour être par lui jugées sommairement, et sans frais, et en dernier ressort. jusqu'à concurrence de cent livres, les contestations qui pourraient s'élever sur l'exécution des engagements à temps, contrats d'apprentissage et autres conventions faites entre les maîtres et les ouvriers travaillant pour eux, relativement à ce travail. »

Les ordonnances royales se préoccupaient des « précautions capables d'entretenir la *police* et la *subordination* parmi les ouvriers ». A cet effet, les lettres patentes du 2 janvier 1749 et du 12 septembre 1781 posèrent l'exigence du certificat de police. Elles édictèrent l'obligation pour l'ouvrier d'obtenir, avant de quitter un atelier, un congé exprès et par écrit. Ajoutons que la dépendance du compagnon était rendue plus étroite par les défenses faites « à tous fabricants et entrepreneurs de fabriques et manufactures de prendre à leur service aucuns compagnons et ouvriers ayant travaillé chez d'autres de leur état et profession dans notre royaume, sans qu'il leur soit apparu d'un congé par écrit ».

Sans doute, le sentiment de patronage était souvent très développé; il l'était surtout parmi les patrons de la petite industrie. En outre, c'était une règle morale très répandue pendant tout l'ancien régime que l'ouvrier avait droit à un « juste salaire », c'est-à-dire que la conscience publique assignait une limite à la baisse

des salaires, que le travail devait être rémunéré convenablement. La condition de l'ouvrier se trouvait par là même améliorée. Néanmoins, il demeurait dans une condition subordonnée : le premier président du Parlement de Paris affirmera encore, dans le lit de justice du 12 mars 1776, la nécessité de maintenir « l'autorité domestique du maître sur les compagnons <sup>1</sup> ».

Et le droit de coalition fut dénié à l'ouvrier, comme le droit de travailler, en raison de cet état de quasi-servilité. Les coalitions temporaires ou permanentes des compagnons furent interdites parce qu'elles lésaient les intérêts des maîtres, tandis que les intérêts des ouvriers étaient oubliés et méconnus.

Ainsi s'explique la prohibition de toute association patronale autre que les corporations et de toute association ou coalition ouvrière dans l'ancien régime : le roi les interdit en vertu de son pouvoir de police ou de réglementation, parce qu'il lui appartient de régler toute activité dans le royaume. Et ce pouvoir de police est dévolu au roi dans l'*intérêt public*, doit être exercé par lui pour le « commun profit », de telle sorte que l'intérêt public est invoqué dans toutes les ordonnances : « C'est lui qui veut que les métiers soient érigés en monopoles exploités par les maîtres, et c'est lui aussi qui exige que les compagnons ne puissent former des corporations, des ligues, prononcer des mises à l'index ou damnations, paralyser la production par des grèves. Dès lors, on tiendra pour

1. FLAMMERMONT, *Remontrances du Parlement de Paris*, t. III, p. 353.

dangereuse toute association, même toute confrérie entre compagnons; car elle n'apparaissent que comme un acheminement, une préparation à des grèves éventuelles<sup>1</sup>. »

On trouve pour la première fois mention de la coalition dans les *Coutumes* de Beaumanoir écrites vers 1280. Elle est désignée par le mot *alliance*; mais déjà la définition proposée est très exacte : « Alliance qui est faite contre le commun profit, c'est quand aucunes manières de gens s'accordent qu'ils ne travailleront plus à si bas prix comme devant, mais croissent le prix de leur autorité et accordent qu'ils ne travailleront pour moins et mettent entre eux peines et menaces contre les compagnons qui ne tiendront leur alliance...<sup>2</sup> » Et déjà Beaumanoir affirme le caractère illicite des alliances.

En 1305, Philippe le Bel, par un mandement, défend les assemblées de plus de cinq personnes à Paris. Et il édicte cette sanction sévère : « *Quod si secus facere et obedire contempserint, quoscumque congregationes ipsas facere et contra preconisationem nostram fecisse noveris, et qui eos congregatos, ultra numerum predictum viderunt et relevare pretermiserunt capi facias et in castelleto nostro parisiensi intrusos teneas alisque liberatione vel recredientia; donec a nobis super hoc aliud receperis in mandatis...*<sup>3</sup> »

Une nouvelle ordonnance du 27 janvier 1383 défend aux membres des corporations parisiennes de s'as-

1. SAUZET, *op. cit.* (*Revue d'économie politique*, 1892, p. 576.)

2. BEAUMANOIR, *Coutumes du Beauvoisis*, ch. . xxx

3. ISAMBERT, II, p. 850.

sembler autrement que dans un but religieux « sous peine d'être réputés rebelles et désobéissants à nous et à la couronne de France et de perdre corps et avoir »<sup>1</sup>.

Puis ce sont les ordonnances de 1401 et 1466 qui interdisent les monopoles.

L'ordonnance de Villers-Cotterets (art. 119) réitère la même prohibition : « Nous défendons à tous lesdits maîtres, ensemble aux compagnons et serviteurs de tous mestiers, de faire aucunes congrégacions ou assemblées, grandes ou petites, et pour quelque cause ou occasion que ce soit, ni faire aucuns monopoles et n'avoir ou prendre aucune intelligence les uns avec les autres du fait de leur mestier, sur peine de confiscation de corps et de bien »<sup>2</sup>. Ces textes visent à la fois les maîtres et les ouvriers ; mais les interdictions n'atteignaient que les ouvriers, parce que les maîtres pouvaient toujours se réunir dans la corporation, qui était un corps permanent.

En outre, les rois formulaient les mêmes défenses dans des textes ayant une portée moins étendue que les ordonnances : *l'édit*, *la déclaration*, *les lettres patentes*. Tandis qu'on réservait généralement le nom d'ordonnance à une loi qui embrassait des matières diverses, *l'édit* réglait une profession déterminée. La *déclaration* rappelait les dispositions d'une ordonnance antérieure ou contenait une règle moins solennelle. Les *lettres patentes* avaient un caractère marqué de particularité<sup>3</sup>.

1. ISAMBERT, VI, p. 569.

2. ISAMBERT, XII, p. 600.

3. GERMAIN MARTIN, *op. cit.* p. 44, M. Germain Martin fait remarquer que ces distinctions n'offrent aucun intérêt juridique.

Au moment où était promulguée l'ordonnance de Villers-Cotterets les ouvriers lyonnais se mettaient en grève, faisaient le « tric »<sup>1</sup>. Le sénéchal intervient, il en appelle au Conseil privé du roi. Des *lettres royaux* signés le 21 août 1539 édictent alors contre les délinquants les peines de prison, de bannissement, de torture et même la peine capitale. — Puis une grève éclate parmi les imprimeurs parisiens et le roi rend en 1541 un édit par lequel il confirme l'interdiction des coalitions et des assemblées de plus de cinq personnes<sup>2</sup>. — Cependant une nouvelle grève se forme à Lyon; les ouvriers font entendre les mêmes doléances : à cette occasion la Déclaration royale du 10 septembre 1572 intervient, qui interdit les coalitions ouvrières, mais règle le nombre des apprentis et fixe un taux maximum des salaires.

De nouvelles ordonnances répètent la prohibition des coalitions sous sa forme la plus générale. L'article 74 de l'ordonnance de Moulins (1566) est ainsi conçu : « Enjoignons aussi faire exécuter réellement et de fait les ordonnances faites pour oster et interdire les confrairies, assemblées et banquets accoutumés pour bâtons et autres choses semblables et les deniers d'icelles être employez suivant le contenu esdites ordonnances<sup>3</sup>. »

L'article 37 de l'ordonnance de Blois (1579) rappelle encore les nombreuses dispositions prises antérieu-

1. L'histoire de cette grève est longuement exposée par HAUSER : *Ouvriers du temps passé*, p. 178-234.

2. ISAMBERT, XII, p. 765.

3. ISAMBERT, t. XIV, p. 210.

rement : « Suivant les anciennes ordonnances des rois, nos prédécesseurs, nous avons défendu et défendons toutes confrairies de gens de mestier et artisans, assemblées et banquets, et sera le revenu desdites confrairies employé, tant à la célébration du service divin, selon l'ordonnance qui en sera faite par l'évêque diocésain, qu'à la nourriture des pauvres du mestier et autres œuvres pitoyables <sup>1</sup>. » Le prétexte invoqué pour prohiber ainsi les banquets est le désir d'éviter des dépenses inutiles aux membres des corporations, mais en réalité l'autorité craint et prétend éviter les réunions des maîtres et des ouvriers.

Au XVII<sup>e</sup> siècle les grèves seront moins nombreuses. Néanmoins, les ouvriers, qui n'ont pas le droit de se réunir ouvertement, s'assemblent en secret. En conséquence le code Michaud (1629) interdit (art. 177) de « faire assemblées convoquées et assignées publiquement ou en secret sans notre permission par lettres en la forme susdite, esquelles les causes desdites assemblées soient exprimées... » <sup>2</sup>.

Colbert prévoyait les coalitions dans ses règlements généraux sur les manufactures. Il faisait défense, par exemple, aux saycteurs, tant maîtres que compagnons, « de faire aucune dépense par ensemble, ni s'assembler, ni aller au cabaret à peine de 20 livres d'amende, moitié à la ville et l'autre aux accusateurs » <sup>3</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les coalitions redeviennent nombreuses, en dépit des prohibitions si souvent

1. ISAMBERT, t. XIV, p. 391.

2. *Ibid*, t. XVI, p. 273.

3. GERMAIN MARTIN, *op. cit.*, p. 47.

réitérées et qui sont de nouveau reproduites. Un fait est remarquable : les nouvelles défenses ne visent plus, comme le faisaient les anciennes ordonnances, les coalitions d'employeurs ou d'employés indistinctement, mais seulement les associations ouvrières. L'article 3 des lettres patentes du 2 janvier 1749 est ainsi conçu : « Faisons pareillement défense à tous compagnons et ouvriers de s'assembler en corps sous prétexte de confrérie ou autrement, de cabaler entre eux pour se placer les uns les autres chez des maîtres ou pour en sortir, ni d'empêcher, de quelque manière que ce soit, lesdits maîtres de choisir eux-mêmes leurs ouvriers, soit Français ou étrangers, sous pareille peine de cent livres contre lesdits compagnons et ouvriers, payables comme dessus <sup>1</sup>. »

Turgot prit une mesure plus générale et plus radicale dans l'édit de février 1776 <sup>2</sup> lorsqu'il interdit toute coalition, toute association, et même supprima les jurandes. Mais au mois d'août 1776, après la chute de Turgot, Louis XVI rétablit à Paris 6 corps de marchands et 44 communautés d'arts et métiers <sup>3</sup>.

Les défenses édictées dans les lettres patentes de 1749 furent encore renouvelées dans les lettres patentes du 12 septembre 1781 <sup>4</sup> et dans l'ordonnance du 19 mars 1786, « qui défend aux garçons et compagnons de quelque profession art et métier que ce soit, notam-

1. *Ibid*, t. XXII p. 221. — MARC SAUZET, *op. cit.* (Revue d'économie politique 1892, p. 389.)

2. ISAMBERT, XXIII p. 570.

3. *Ibid*, XXIV, p. 74.

4. *Ibid*, t. XXVII, p. 78.

ment aux garçons maréchaux de s'attrouper, cabaler contre les maîtres et quitter leur travail, à peine de prison et même de punition corporelle <sup>1</sup>.»

Des prohibitions contre les coalitions étaient également formulées par la législation urbaine et par les statuts corporatifs.

Ainsi, en 1320, un règlement du corps de ville de Rouen interdit les réunions d'ouvriers, qui donnent lieu à des « compilacions, mauvaises montées et enchérissement de leurs œuvres <sup>2</sup>. » De même à Saint-Omer il est défendu aux gens de « faire assemblée ou accord entre eux <sup>3</sup>. »

Les statuts donnés aux corporations prévoient souvent les coalitions. Par exemple, ceux des tailleurs de Paris, qui datent de 1583, « défendent très expressément à tous serviteurs et valets dudit métier de faire aucunes assemblées devant le logis du clerc dudit métier ni ailleurs, ni porter aucunes épées, dagues, ni autres armes dedans ladite ville et faubourgs <sup>4</sup>. »

Notons encore que les coalitions sont prohibées par de nombreux arrêts des parlements de Paris ou de province. Ceux-ci avaient tout à la fois, en effet, l'exercice d'une justice contentieuse et le droit de rédiger des arrêts de règlement. Les arrêts de règle-

1. ISAMBERT, t. XXVIII, p. 156.

2. CHERUEL, *Histoire de Rouen*.

3. JOURDAIN, *La législation française sur les coalitions ouvrières*. (Paris 1898 p. 49.)

4. DE LESPINASSE, *Les métiers et corporations de la Ville de Paris* (dans la collection de l'Histoire générale de Paris), t. III p. 190.

ment n'avaient des arrêts que la forme, et statuaient pour l'avenir par des dispositions générales. — Citons, par exemple, l'arrêt du parlement de Paris du 7 septembre 1778 : « Défendons particulièrement à tous ouvriers de former, avoir ni entretenir aucune association sous le nom de Sans-Gêne, Bons-enfants, Gavots, Droguins, du Devoir, Devorants, Passés, Gorets et autres, sous prétexte de se reconnaître, de se placer et de s'aider ; comme aussi leurs défendons de s'assembler et de s'attrouper, même sous prétexte de faire une conduite dans cette ville, faubourgs et banlieue, non seulement dans les cafés, auberges, cabarets, maisons particulières, mais encore dans les rues, places, carrefours, quais, ponts, jardins, prés, terres, vignes, promenades, lieux vagues, et autres endroits quelconques, à peine d'être sur-le-champ arrêtés, emprisonnés, et leur procès être fait et parfait, conformément et suivant la rigueur des ordonnances qui défendent les assemblées illicites <sup>1</sup>. » Un arrêt du 20 décembre 1780 concerne plus particulièrement les « ouvriers employés aux forges et à l'exploitation des bois et charbons dans la province de Berry <sup>2</sup>. » L'arrêt du 21 février 1785 du même parlement vise les ouvriers de Moulins : il interdit aux aubergistes et cabaretiers de cette ville de « les recevoir en plus grand nombre de quatre <sup>3</sup>. » Les parlements de province édictent de semblables prohibitions <sup>4</sup>.

1. ISAMBERT, t. XXV, p. 410.

2. *Ibid*, t. XXVII p. 25.

3. GERMAIN MARTIN, *op. cit.*, p. 62.

4. M. GERMAIN MARTIN (*op. cit.* p. 65) cite le texte particulièrement

Enfin, dans les diverses parties du royaume, différents officiers représentent le roi. En vertu d'une délégation de son autorité, ils édictent, eux aussi, des défenses semblables. Ainsi les officiers de police de Lyon avaient rédigé un texte dont le Parlement de Paris a fait l'arrêt du 7 septembre 1778 et qu'il a déclaré applicable dans tout le ressort de Paris.

## II

### LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

L'Assemblée constituante a détruit les jurandes et proclamé la liberté du travail.

Néanmoins, on ne saurait dire que les hommes de la Révolution se soient dégagés complètement des

curieux d'un arrêt rendu le 3 novembre 1779 par la cour de Toulouse. Cet arrêt fut rendu contre Michel Despars dit Parisien, garçon menuisier accusé d'attroupement. La Cour prescrit de lui mettre un cartel devant et derrière avec ces mots: Compagnon Gavot, Tapageur, et « le conduira le lundi à la place Saint-Georges, où, le marché tenant, il l'attachera au carcan et l'y fera rester deux heures, ensuite le ramènera dans les prisons. Le mercredi suivant, le conduira à la place de la Pierre, où, le marché tenant, il l'attachera au carcan et l'y fera aussi rester pendant deux heures, après quoi il le bannira de la présente ville et banlieue, et de la sénéchaussée de Nîmes, pendant le temps et terme de cinq années, lui faisant défenses de rompre son ban, à peine de la vie, et le condamne aux dépens envers ceux qui les ont exposés, la taxe réservée ; et, pour faire mettre le présent arrêt en exécution renvoie devant les Capitouls de Toulouse, les commettant quant à ce. A fait et fait ladite Cour, inhibitions et défenses tant au garçons de métier appelés Gavots, qu'aux garçons de métier appelés du Devoir, de s'attrouper sous quelque prétexte que ce soit, à peine d'une punition corporelle.

conceptions de l'ancien régime. Ils n'ont pas prévu le rapide développement du machinisme et de la grande industrie; ils sont demeurés imbus des vieilles conceptions. Et ce fait explique qu'ils aient maintenu la prohibition des coalitions.

Ils étaient encore convaincus, par exemple, de la nécessité de la réglementation des industries. Pendant la discussion du décret des 2-17 mars 1791, qui supprima les jurandes, un député déclarait : « Votre intention a été de favoriser l'agriculture; mais il n'a jamais été dans votre intention de favoriser la cupidité ou le discrédit de nos fabriques. *Le maintien de la confiance publique nécessite des règlements et des surveillants*, destinés à garantir le public des surprises auxquelles il n'est que trop souvent exposé, afin que la cupidité ou l'ignorance ne fassent point perdre aux fabriques nationales *le haut degré de perfection qu'elles ont acquis par la sagesse de leurs règlements*.<sup>1</sup> » En conséquence l'art. 7 du projet de décret fut modifié, puis la rédaction suivante fut votée :

ART. 7. — A compter du 1<sup>er</sup> avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente et d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés *et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits*.

« Ce texte, dit M. Marc Sauzet, a pu servir d'excuse à une série de mesures du pouvoir exécutif, faisant retour aux errements de l'ancien régime. Nous en

1. *Arch. parlementaires*, XXIII, p. 217.

trouverons la trace dans les arrêtés du Directoire s'immisçant, sous prétexte de police, dans les rapports d'ouvriers à patrons... Elle explique d'autres actes plus caractéristiques encore : par exemple, cet arrêté du 22 messidor an II, non publié, croyons-nous, qui, « pour empêcher les fraudes sur la qualité » dans la fabrication des toiles, prescrit, conformément à d'anciens règlements « qui n'ont pas été abrogés », une empreinte ineffaçable indiquant le nombre des fils et la nature du tissu, « à peine d'être puni suivant la rigueur de ces règlements <sup>1</sup> ». — Et plus tard, sous le Consulat, l'initiative de quelques préfets faisant « revivre » dans leurs départements « pour garantir la confiance qui est toujours l'âme du commerce... les anciens règlements <sup>2</sup> », quelquefois les plus contraires à toute liberté du travail. <sup>3</sup> »

Les hommes de la Révolution conservèrent l'ancienne conception de l'industrie et des rapports entre patrons et ouvriers. Ils se représentaient l'industrie organisée en petits ateliers dans lesquels l'ouvrier est un membre de la famille, un domestique. Ils pensaient que cette forme de l'économie familiale survivrait. Sans doute, d'énormes manufactures s'étaient constituées et groupaient autour d'elles des masses importantes d'ouvriers ; elles étaient nombreuses et connues : à la séance de l'Assemblée constituante du 17 février 1791 un orateur prévoyait le cas où 2.000 ouvriers

1. *Arch. nationales*, A. F., II, 78, n° 306, signé : Lindet.

2. Préfet de l'Orne, Rapport au ministre du 4 thermidor an XI. *Arch. nat.*, F., 12, 1590.

3. MARC SAUZET, *op. cit.*, *Revue d'économie politique*, 1892, p 906.

travailleraient pour un « manufacturier », et un autre parlait des « maîtres de forges, maîtres faïenciers, maîtres de papeteries et de tuileries, en un mot de tous les commerçants qui ont des ateliers considérables... gens qui s'occupent des ouvriers immensément. <sup>1</sup> » Cependant, Mirabeau écrit dans son *Essai sur la monarchie prussienne* : « La fabrique réunie enrichira prodigieusement un ou deux entrepreneurs, mais les onvriers ne seront que des journaliers plus ou moins payés et ne participeront en rien au bien de l'entreprise. Dans la fabrique séparée, au contraire, personne ne deviendra riche, mais beaucoup d'ouvriers seront à leur aise; les économes et les industriels pourront amasser un petit capital, se ménager quelque ressource pour la naissance d'un enfant, pour une maladie, pour eux-mêmes ou pour quelqu'un des leurs. Le nombre des ouvriers économes et industriels augmentera, parce qu'ils verront dans la bonne conduite, dans l'activité, un moyen d'améliorer leur situation et non d'obtenir un petit rehaussement de gages, qui ne peut jamais être un objet important pour l'avenir, et dont le seul produit est de mettre les hommes en état de vivre un peu mieux, mais seulement au jour le jour... Les manufactures réunies, les entreprises de quelques particuliers qui soldent les ouvriers au jour la journée, pour travailler à leur compte, peuvent mettre ces particuliers à leur aise ; mais elles ne feront jamais un objet digne de l'attention des gouvernements. <sup>2</sup> » Et Marat exposait ainsi sa

1. MARC SAUZET, *op. cit.*, p. 922.

2. MIRABEAU, *Essai sur la monarchie prussienne*, t. III, p. 20 et 21,

conception écononmique, ses désirs; il voulait: « 1° Assujettir les élèves à un apprentissage rigoureux de six ou sept ans; 2° mettre un prix honnête au travail de l'ouvrier, de manière à ce qu'aucun d'eux ne pût tomber en indigence que par sa faute; 3° exciter à une bonne conduite en donnant, au bout de trois ans, les moyens de s'établir pour leur compte à tous ceux qui se seraient distingués par leur habileté ou leur sagesse, avec la simple réserve que celui qui ne prendrait pas femme serait tenu, au bout de dix ans, de remettre à la Caisse publique les avances qu'elle lui aurait faites. <sup>1</sup> »

Les constituants n'acceptent plus que les salaires soient fixés par des statuts corporatifs; ils affirment, avec le député Le Chapelier, que « c'est aux conventions libres d'individu à individu, à fixer la journée pour chaque ouvrier » <sup>2</sup>. Mais l'ancienne notion du « juste salaire » leur apparaît comme devant survivre dans ce régime de petite industrie qu'ils rêvent. En effet, nous avons vu que Mirabeau et Marat demeurent attachés à cette idée. Le Chapelier ajoute cette phrase caractéristique: « Sans examiner *quel doit être raisonnablement le salaire de la journée*, et avouant seulement qu'il devrait être un peu plus considérable qu'il ne l'est à présent (murmures),... et ce que je dis là

cité par HUBERT LAGARDELLE, *L'évolution des Syndicats ouvriers ne France*, p. 56.

1. DUCARRE, Rapport fait au nom de la Commission d'enquête parlementaire sur les conditions du travail en France (Assemblée nationale. Séance du 2 août 1875), p. 59 (Versailles 1875).

2. OFFICE DU TRAVAIL : *Les Associations professionnelles ouvrières*, (Paris, 1899) p. 12.

est extrêmement vrai, car, dans une nation libre, les salaires doivent être assez considérables pour que celui qui les reçoit soit hors de cette dépendance absolue que produit la privation du besoin de première nécessité, et qui est presque celle de l'esclavage... » . Et nous verrons le décret du 23 messidor an V affirmer « les droits des ouvriers à leur juste salaire ».<sup>1</sup> (Art. 15.)

Cette survivance des conceptions anciennes explique la prohibition des coalitions formulée à maintes reprises pendant la période révolutionnaire.

Les coalitions patronales furent interdites par le législateur en vertu de son pouvoir de réglementation, de même qu'elles avaient été interdites par le roi.

Les coalitions ouvrières furent fréquemment et tout particulièrement prohibées dans un intérêt de police, de même qu'elles l'étaient antérieurement.

Beaucoup d'auteurs ont cru voir dans les décrets des 14-17 juin 1791 l'exposé de règles juridiques nouvelles, inspirées par des principes abstraits d'économie politique. En réalité, ce texte qui prohibe toutes associations professionnelles et toutes coalitions n'est qu'une réédition des anciennes ordonnances relatives aux compagnonnages et aux grèves.

Il importe de rappeler quelles étaient, à l'époque du vote, les préoccupations du législateur afin d'établir que cette loi ne fût vraiment qu'une loi de circons-

1. SAUZET, *op. cit.* (*Revue d'Economie politique*, 1892, p. 1128.)

tances <sup>1</sup> et qu'elle s'explique par des considérations de police.

Elle fut votée sur la demande de la municipalité de Paris, afin que celle-ci pût exercer efficacement sa surveillance et sa police, entraver des séditions fréquentes, et dans le but d'arrêter des émeutes ouvrières en province. En effet, dans l'année 1791, une lutte âpre s'engage entre patrons et ouvriers. Le décret des 2-17 mars 1791 supprime les maîtrises et jurandes. Or, huit jours après, 2.000 tailleurs se réunissent sur la place de la Colonnade du Louvre et envoient une députation à l'Hôtel de ville afin d'obtenir une augmentation de trente sous par jour : les maîtres pressés de confectionner 2.000 uniformes pour la troupe accordent vingt sous. Le 26 avril la municipalité de Paris, en réponse à une demande de son intervention pour augmenter les salaires, adresse un « Avis aux ouvriers », publié le 29 avril dans le *Moniteur*, et se plaint de ce que « des ouvriers de quelques professions se réunissent journellement en très grand nombre, se coalisent au lieu d'employer leur temps au travail, délibèrent et font des arrêtés par lesquels ils taxent arbitrairement le prix de leur journée ; que plusieurs d'entre eux se répandent dans les divers ateliers, y communiquent leurs prétendus arrêtés à ceux qui n'y ont pas concouru, et emploient les menaces et la violence pour les entraîner dans leur parti et leur faire quitter le travail ». <sup>2</sup> Néanmoins, les

1. GERMAIN-MARTIN, *op. cit.* ; JAURÈS, *Histoire socialiste*.

2. *Les Associations professionnelles ouvrières*, p. 8.

coalitions se multiplient et de nombreuses pétitions sont adressées tant à l'Hôtel de ville qu'à l'Assemblée Constituante. Les ouvriers du bâtiment, dont l'industrie est en pleine activité, manifestent une agitation violente. « Ce n'est point, dit M. Jaurès, parce qu'il y avait chômage ou réduction des salaires, ou souffrance des ouvriers, c'est au contraire parce qu'ils voulurent profiter des circonstances favorables, de l'activité *du bâtiment* et du besoin où étaient les entrepreneurs d'une main-d'œuvre abondante pour demander une plus large rémunération. <sup>1</sup> » Le 30 avril les maîtres charpentiers adressent une pétition à la municipalité. Ils dénoncent une assemblée d'ouvriers charpentiers et une de ses délibérations « aussi extraordinaire qu'illégale » <sup>2</sup>. Puis ils adressent une nouvelle pétition « à M. le Président du Comité de constitution de l'Assemblée nationale » ; et les patrons maréchaux joignent leurs doléances à celles des patrons charpentiers, ils font craindre à l'Assemblée « la coalition générale de 80.000 ouvriers dans la capitale » <sup>3</sup>. Cependant les ouvriers maréchaux répondent en exposant la tristesse de leur sort <sup>4</sup>. Les ouvriers charpentiers rédigent également un « précis » et affirment que, « dans cet état de choses, les ouvriers charpentiers et tous les vrais patriotes ont droit d'attendre de l'Assemblée Nationale qu'elle ne protégera pas la coalition des entrepreneurs, laquelle ne tend

1. J. JAURÈS, *op. cit.*, p. 695.

2. J. JAURÈS, *op. cit.*, p. 619.

3. GERMAIN-MARTIN, *op. cit.*, p. 232.

4. MARC SAUZET, *op. cit.*, p. 915.

uniquement qu'à l'oppression » <sup>1</sup>. Et les ouvriers de Ste-Geneviève écrivent à Marat une lettre que celui-ci publie en gros caractères en tête de son journal, le 12 juin ; ils dénoncent les patrons « gorgés de richesses », qui « sont d'une avarice, d'une rapacité sordide » <sup>2</sup>.

Le décret du 14 juin 1791 fut voté afin de mettre un terme à toutes les tentatives faites par les ouvriers pour exercer une pression sur les entrepreneurs. Il fut « une loi de circonstances, un expédient, expédient maladroit, pour faire cesser l'état de guerre. Il s'agit pour ses auteurs de mettre fin à une situation dangereuse pour la sécurité publique, surtout à Paris, d'assurer le fonctionnement de certains services indispensables. Seulement, suivant la tendance de l'époque, on décore cette œuvre de circonstance d'un frontispice philosophique : on place ces mesures de simple police municipale sous l'égide des principes. Il ne faut pas que ces belles déclarations nous en imposent. La loi de 1791 se compose en réalité de clauses qu'on alla puiser dans l'arsenal répressif de l'ancien régime. Elle a été une codification nouvelle des nombreuses ordonnances de Philippe le Bel, de Charles VI, de François I<sup>er</sup>, etc., contre le droit de coalition, une édition revue et corrigée de l'édit de Villers-Cotterets de 1539. Elle n'ouvre pas une révolution, elle vient presque fermer une évolution. » <sup>3</sup>

1. J. JAURÈS, *op. cit.*, p. 621

2. BATBIE, *Journal de la Coopération*, avril 1867; — E. LEVASSEUR, I, p. 140; — J. JAURÈS, *op. cit.*, p. 612. *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours.*

3. HAUSER, *Les origines du capitalisme moderne en France* (*Revue d'économie politique*, avril 1902, p. 332).

Les moyens de répression employés afin d'assurer le respect de la loi, d'empêcher l'organisation des coalitions sont indiqués dans les art. 4 et suivants :

Art. 4. — Si, contre les principes de la liberté et de la Constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations ou faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie ou de leurs travaux, lesdites délibérations et conventions, accompagnées ou non du serment, sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme et de nul effet : ses corps administratifs et municipaux sont tenus de les déclarer telles. Les auteurs, chefs et instigateurs qui les auront provoquées, rédigées ou présidées, seront cités devant le tribunal de police à la requête du procureur de la commune, condamnés chacun à 500 livres d'amende et suspendus pendant un an de leurs droits de citoyens actifs et de l'entrée dans les assemblées primaires.

Art. 5. — Il est défendu à tous les corps administratifs et municipaux, à peine pour leurs membres d'en répondre en leur propre nom, d'employer, admettre ou souffrir qu'on admette aux ouvrages de leurs professions, dans aucuns travaux publics, ceux des entrepreneurs, ouvriers et compagnons qui provoqueraient ou signeraient lesdites délibérations ou conventions, si ce n'est dans le cas où, de leur propre mouvement, ils se seraient présentés au greffe du tribunal de police pour les rétracter ou les désavouer.

Art. 6. — Si lesdites délibérations ou conventions, affichées, apposées, lettres circulaires contenaient quelques menaces contre les entrepreneurs, artisans, ouvriers ou journaliers étrangers qui viennent travailler dans le lieu, ou contre ceux qui se contenteraient d'un salaire inférieur, tous auteurs, instigateurs et signataires des actes ou écrits seront punis d'une amende de 1.000 livres chacun et de trois mois de prison.

Art. 7. — Ceux qui useraient de menaces ou de violences contre les ouvriers usant de la liberté accordée par les lois consti-

tutionnelles au travail et à l'industrie seront poursuivis par la voie criminelle et punis selon la rigueur des lois, comme perturbateurs du repos public.

Art. 8. — Tous attroupements composés d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers, ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie ou du travail appartenant à toutes sortes de personnes, et sous toutes espèces de conditions convenues de gré à gré ou contre l'action de la police et l'exécution des jugements rendus en cette matière, ainsi que contre les enchères et adjudications publiques des diverses entreprises, seront tenus pour attroupements séditieux, et comme tels, ils seront dissipés par les dépositaires de la force publique, sur les réquisitions légales qui leur en seront faites, et, punis selon toute la rigueur des lois, sur les auteurs, instigateurs et chefs desdits attroupements et sur tous ceux qui auront commis des voies de fait et des actes de violence.

De même les décrets prohibant les coalitions des ouvriers papetiers apparaissent comme des mesures de police. Ils s'expliquent par le désir d'assurer le bon ordre dans les manufactures d'assignats.

A cet effet, les Constituants votent le décret du 26 juillet 1791 sur « les règlements concernant les ouvriers qui travaillent aux papeteries <sup>1</sup> ».

Le rapporteur faisait observer qu'il y avait lieu de redouter, « pour les manufactures de papier du royaume, une suspension forcée *qui pourrait s'étendre jusqu'à la manufacture de vos assignats* ». En conséquence, deux obligations sont imposées aux ouvriers et aux maîtres, tendant à entraver toute coalition : 1° les ouvriers devront avertir les maîtres de leur

1. *Archives parlem.* XXVIII, p. 655,

départ six semaines à l'avance, et réciproquement, les maîtres devront signifier leur congé aux ouvriers dans le même délai ; 2° les maîtres fabricants qui embaucheront des ouvriers devront se faire représenter le congé par écrit du dernier maître, à peine de 300 livres payables par corps. — Ces dispositions sont copiées sur celles des lettres patentes du 2 janvier 1749 et du 12 septembre 1781.

Les ouvriers papetiers avaient toujours été enclins à se coaliser et avaient créé dans l'ancien régime des associations puissantes. L'organisation de l'industrie favorisait la constitution de ces associations ; en effet, les moulins à papier étaient établis sur le cours d'une rivière, à peu de distance les uns des autres. Les ouvriers n'avaient rien perdu de leurs habitudes depuis la loi des 14-17 juin 1791 et le décret du 26 juillet 1791.

A la date du 14 janvier 1794, la Convention adopta un décret qui ordonne et organise la réquisition de toutes les manufactures de papier et des ouvriers nécessaires à ces manufactures, et qui prohibe à nouveau les coalitions des ouvriers papetiers.

Le rapporteur Thibault se plaignait du « grand vice » existant dans le régime des papeteries : « Quand l'entrepreneur ou fabricant se brouille avec les ouvriers, disait-il, sa manufacture est mise en interdit, les ouvriers l'abandonnent, et celui qui serait assez hardi pour travailler dans une manufacture interdite se proscrit lui-même et ne peut obtenir d'ouvrage sans payer une forte taxe. On a vu des manufactures ainsi condamnées rester deux et trois

ans sans ouvriers et les entrepreneurs obligés de payer 12 et 15.000 livres pour en obtenir...<sup>1</sup> ».

En conséquence, les art. 5 et 6 du décret furent votés. Ils sont ainsi conçus :

Art. 5. — Les coalitions entre ouvriers des différentes manufactures par écrits ou par émissaires pour provoquer la cessation du travail seront regardées comme des atteintes à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers. Chaque ouvrier pourra individuellement dresser ses plaintes et former ses demandes, mais il ne pourra en aucun cas cesser le travail sinon pour cause de maladie ou infirmité dûment constatée.

Art. 6. — Les amendes entre ouvriers, celles mises par eux sur les entrepreneurs seront considérés et punis comme simple vol. Les prescriptions, défenses et interdictions connues sous le nom de damnations seront regardées comme des atteintes portées à la propriété des entrepreneurs.

Plus particulièrement remarquable est l'arrêté du 16 fructidor an IV, « contenant règlement pour la police des papeteries. » Il prouve que les hommes de la Révolution étaient demeurés profondément attachés aux anciennes conceptions et aux habitudes réglementaires de l'ancien régime.

Le Directoire intervient par voie d'arrêté, parce qu'il prétend assurer l'exécution de l'article 360 de l'acte constitutionnel qui interdit toute corporation et des décrets précités des 14-17 juin 1791 et du 24 nivôse an II. En outre, il justifie son arrêté par le désir d'assurer l'observation du règlement du 29 janvier 1739, qui, affirme-t-il, est toujours en vigueur<sup>2</sup>. Ainsi, la liberté

1. *Moniteur*, réimpressions XIX, p. 201.

2. « Considérant que l'article 360 de l'acte constitutionnel interdit

du travail, telle qu'elle était comprise à cette époque, était compatible avec « l'attrail réglementaire »<sup>1</sup> de l'ancien régime. Et le Directoire frappe les grévistes en vertu du règlement du 29 janvier 1739, il déclare « qu'il est urgent de réprimer ces désordres en faisant exécuter les lois qui en punissent les auteurs ». Comme les rois, il prohibe les coalitions dans un intérêt de police.

Nous devons rapprocher de cet arrêté un autre arrêté pris par le Directoire à la date du 23 messidor an V (17 juillet 1797) en vue d'assurer la réglementation de l'industrie de la chapellerie<sup>2</sup>.

Il est motivé par cette considération que « les lois qui n'ont pas été nommément abrogées par la Constitution doivent avoir leur pleine et entière exécution, et que c'est de ces lois dont les fabricants et ouvriers chapeliers n'auraient jamais dû s'écarter, que dépend la conservation d'une branche d'industrie précieuse et la propriété des ateliers de chapeliers situés dans toute l'étendue de la République ».

De même que l'arrêté concernant les papeteries, l'arrêté relatif aux chapelleries apporte des restrictions

toute corporation ; que le décret de la Convention nationale du 21 septembre 1792 veut que jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, les lois non abrogées continuent d'être provisoirement exécutées ; qu'ainsi il maintient celles des dispositions du règlement du 29 janvier 1739 concernant les ouvriers papetiers auxquelles il n'a pas été dérogé postérieurement : que cependant, au mépris de ces dispositions et de celles des 17 juin 1791 et 25 nivôse an II, les ouvriers papetiers continuent... »

<sup>1</sup> MARC SAUZET, *op. cit.* (*Revue d'Économie politique*, 1992, p. 4120.)

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 1119 et s.

importantes à la liberté, entrave la concurrence entre les patrons. On retiendra que, dans un intérêt de police, les articles 17 - 22 renouvellent les prohibitions mainte fois formulées relativement aux coalitions, tandis que l'article 15 « pour assurer les droits de l'ouvrier à un juste salaire », organise un système de contrat collectif, débattu entre les maîtres fabricants et les chefs ouvriers des fabriques en présence des municipalités.

### III

DE 1799 A 1848

Sous le Consulat, une réglementation particulièrement sévère fut à nouveau édictée pour une série de professions. Non seulement les membres de certaines professions libérales, avocats, notaires, huissiers, etc., mais encore les boulangers et les bouchers de Paris furent constitués en corps d'Etat, jouissant d'un monopole et formellement reconnus par l'autorité. Le gouvernement fixait, en outre, le prix du pain à Paris et dans 165 autres grandes villes de France. Ces mesures s'expliquent de la même façon que les réglementations édictées dans l'ancien régime. Notamment la crainte de l'accaparement, si fréquente dans l'ancienne France, explique l'organisation de la corporation des bouchers de Paris, qui ne disparaîtra qu'en 1858, et de celle des boulangers de Paris, qui durera jusqu'en 1863 <sup>1</sup>. Et c'est en vertu de ce pouvoir réglementaire

1. HUBERT-VALLEROUX, *Corporations d'arts et métiers*.

que le Consulat et l'Empire maintiennent la prohibition des coalitions patronales.

De même la prohibition des coalitions ouvrières est une mesure de police, qui est maintenue et renouvelée <sup>1</sup>. La prohibition faite aux ouvriers est plus stricte et plus sévèrement assurée que celle qui concerne les patrons, parce que les ouvriers demeurent pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans une condition subordonnée et que l'effort des gouvernements tend, comme celui des rois sous l'ancien régime, à maintenir l'ouvrier dans cette condition.

En effet, la subordination des ouvriers est affirmée et aggravée par diverses mesures législatives.

Elle explique certaines dispositions de la loi des 22 germinal-2 floréal an XI, qui assura « la police des manufactures, fabriques et ateliers. »

Avant 1789 l'ouvrier ne pouvait quitter son patron pour se replacer qu'après s'être muni d'un congé par écrit. La loi de l'an XI s'inspira de ces précédents. Elle obligea tout ouvrier à réclamer aux autorités municipales un livret. Le livret devait rester entre les mains du maître. Celui-ci ne pouvait être obligé de s'en dessaisir tant que l'ouvrier n'avait pas rempli ses engagements ; l'ouvrier ne pouvait assurer sa libération par le paiement de dommages-intérêts, si le patron exigeait qu'il rentrât

1. Un fait marque bien la continuité de l'œuvre législative de l'ancien régime, de la Révolution et des gouvernements monarchiques qui suivirent. En 1841 on discutait encore la question de savoir si, en dépit des textes de la Révolution et du Consulat, le règlement de 1759 relatif aux papeteries n'était pas demeuré en vigueur. Et l'affirmative était soutenue. (V. *Revue de législation et de jurisprudence*, 1841, t. XIII. p. 450.)

à l'usine. Et ainsi il était contraint d'exécuter le travail : l'employeur avait indirectement une sorte de pouvoir sur la personne de l'ouvrier.

De plus, si des avances avaient été faites à l'ouvrier, le patron qui remettait le congé pouvait indiquer sur le livret le montant des avances ; le nouveau maître devait alors faire subir à l'ouvrier une retenue des deux dixièmes sur son salaire quotidien. Et par là, les ouvriers pouvaient se trouver plongés dans une véritable servitude. En 1845, le comte Beugnot dénonça en ces termes les abus d'un semblable système : « La Chambre comprendra l'étendue du mal quand elle saura que, dans plusieurs villes manufacturières, les avances montent à la somme de 3 à 400.000 francs par an. Il en est une où les ouvrières en dentelles gagnent 0 fr. 40 par jour et reçoivent des avances de 300 francs ; que d'années ne leur faudra-t-il pas pour reconquérir leur liberté !<sup>1</sup> »

Les difficultés relatives aux salaires demeuraient comme en dehors du droit : elles étaient soumises au lieutenant de police.

L'art. 1781 du Code civil affirma encore l'état de dépendance de l'ouvrier.

Art. 1781. — Le maître est cru sur son affirmation pour la quotité des gages ; pour le paiement du salaire de l'année échue ; et pour les acomptes donnés pour l'année courante.

La loi du 18 mars 1806 et le décret du 11 juin 1809 créèrent les conseils de prud'hommes. Ils décidèrent

1. V. LEFEBVRE, *Évolution historique des associations professionnelles*, p. 240.

que les patrons seraient toujours représentés par un membre de plus que les chefs d'atelier, contremaîtres et ouvriers patentés. Ils exclurent les simples ouvriers.

Cette condition des ouvriers explique la prohibition des coalitions. Et même c'est par les textes qui interdisent les coalitions, établissant dans la répression un régime inégal entre patrons et ouvriers, que se trouve affirmée avec le plus de netteté et aggravée le plus profondément la condition subordonnée des ouvriers.

La loi des 22 germinal-2 floréal an XI établit ce régime d'inégalité. Elle ne réprime les coalitions patronales que sous certaines conditions, tandis qu'elle interdit toute coalition ouvrière. Elle édicte des pénalités différentes contre les patrons et les ouvriers :

ART. 6. — Toute coalition entre ceux qui font travailler les ouvriers tendant à forcer *injustement et abusivement* l'abaissement des salaires et suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution sera punie d'une amende de cent francs au moins, de trois mille francs au plus et, *s'il y a lieu*, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un mois.

ART. 7. — Toute coalition de la part des ouvriers pour cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans certains ateliers, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux sera punie, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois mois.

ART. 8. — Si les actes prévus dans l'article précédent ont été accompagnés de violences, voies de fait, attroupements, les auteurs et complices seront punis des peines portées au Code de police correctionnelle ou au Code pénal, suivant la nature des délits.

Lorsque Napoléon codifia les diverses lois qui régissaient l'Empire français, les dispositions précédentes de la loi de l'an XI trouvèrent place dans le Code pénal. Mais il est remarquable que les articles 414, 415, 416 du nouveau Code, promulgué en février 1810, accrurent l'inégalité existant déjà entre les patrons et les ouvriers dans la répression du délit de coalition. Et une disposition nouvelle punit les chefs ou promoteurs d'une coalition ouvrière d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

ART. 414. — Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer *injustement et abusivement* l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie *d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 francs à 3.000 francs.*

ART. 415. — Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant et après certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie *d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus.* — *Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.*

ART. 416. — Seront aussi punis de la peine portée par l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, *les ouvriers* qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions, sous le nom de damnations et sous quelque qualification que ce puisse être, soit contre les directeurs d'atelier et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. — Dans le cas du présent article et dans celui du précédent, les chefs ou moteurs du délit pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

Sous la seconde Restauration et le gouvernement de Louis-Philippe, les progrès de la grande industrie furent plus particulièrement marqués; en même temps le sentiment du patronage disparaissait et la concurrence de la main-d'œuvre devenait toujours plus intense. La situation de l'ouvrier devint particulièrement précaire, comme en font foi notamment les travaux de Villermé <sup>1</sup>.

Les grèves furent nombreuses pendant cette période, et des associations permanentes s'efforcèrent de se constituer, des sociétés de résistance se constituèrent au sein des sociétés professionnelles de secours mutuels.

Mais une loi du 10 avril 1831 sur les attroupements édicta des peines d'emprisonnement contre les personnes qui ne se seraient point dispersées après la première sommation, contre les chefs et provocateurs de l'attroupement, contre tous individus porteurs d'armes apparentes ou cachées.

Puis une loi du 10 avril 1834 sur les associations aggrava les pénalités à infliger aux membres des associations non autorisées, et permit d'atteindre les associations qui, comme celle des tisseurs (Mutuellistes) de Lyon, se sectionnaient en groupes de vingt membres.

La prohibition des coalitions ouvrières était d'autant plus injuste que les coalitions patronales n'étaient point toujours réprimées, qu'il était aisé aux patrons de se coaliser secrètement et que le grand industriel,

1. VILLERMÉ, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* (1840).

qui faisait travailler plusieurs dizaines ou même plusieurs centaines d'ouvriers, constituait à lui seul, en face de chacun de ceux-ci, une sorte de coalition. Cependant cette prohibition fut strictement entendue. Ainsi, un entrepreneur de peinture de Paris, Leclaire, se voyait refuser par la préfecture de police, le 2 mars 1842 et le 12 octobre 1843, l'autorisation de réunir ses ouvriers dans son magasin pour leur expliquer un projet de statuts de participation aux bénéfices, parce que « c'est là une question de règlement de salaires d'ouvriers. <sup>1</sup> »

#### IV

##### LA LOI DU 27 NOVEMBRE 1849

Il semblait qu'après la Révolution de 1848, une réforme dût être introduite dans la législation relativement au droit de coalition.

Plusieurs propositions de loi furent successivement déposées à l'Assemblée constituante.

Le 10 juillet 1848, le citoyen Morin déposait une proposition tendant à modifier les articles 414, 415 et 416 du Code pénal. Il voulait substituer aux anciens textes de nouvelles dispositions qui lui paraissaient « les corollaires du respect dû à la liberté de l'industrie et au droit d'association », autoriser les coalitions, ne réprimer que les actes de violence ou d'intimidation <sup>2</sup>.

1. Charles ROBERT, *Biographie d'un homme utile* (Paris 1878).

2. *Moniteur universel*, 10 juillet 1848.

Cette proposition fut soumise au Comité du travail. Celui-ci fut amené par ses travaux à des conclusions moins favorables aux ouvriers, exposées par Rouher, dans un rapport déposé le 8 août. Le rapporteur constatait l'inégalité existant entre patrons et ouvriers, et affirmait la nécessité d'une égalité parfaite. Puis il déterminait les moyens propres à réaliser cette égalité, proposait de ne réprimer les coalitions patronales ou ouvrières qu'à condition qu'elles fussent « injustes » et « abusives », d'édicter contre les patrons une peine aussi élevée que contre les ouvriers, de menacer les chefs ou meneurs des coalitions patronales de peines semblables à celles qui étaient portées contre les meneurs ouvriers. Ainsi les conclusions du rapport différaient essentiellement de la proposition de loi en ce qu'elles prétendaient réprimer les coalitions, non seulement si elles étaient accompagnées de violences et de tentatives d'intimidation, mais encore si elles se proposaient un fin réputée injuste.

Cependant, après une séance assez confuse (14 août), la proposition fut renvoyée à une seconde commission <sup>1</sup>, devant le Comité de législation. Au nom de celui-ci, le citoyen Béranger déposa un rapport à la date du 16 décembre 1848 <sup>2</sup>. D'après ce nouveau rapport il ne devait pas être permis aux magistrats de « subordonner la culpabilité du fait incriminé à l'appréciation de ce qu'il pourrait y avoir d'injuste et d'abusif dans les prétentions des prévenus ». Et

1. Compte rendu des séances de l'Assemblée nationale, t. III, p. 3, Paris, Imp. de l'Assemblée.

2. *Moniteur universel*, 22 déc. 1848, p. 3647.

constatant que, « même dans les conditions les plus modestes, le maître concentre toujours en lui seul la force d'une association véritable envers les ouvriers qu'il emploie », le rapporteur concluait, conformément à la proposition Morin, qu'il convient de « borner l'action directe de l'État à empêcher qu'aucun moyen frauduleux ou violent ne vienne entraver la liberté des individus qui contractent au point de vue du salaire. »

La discussion eut lieu le 3 janvier 1849. Mais l'Assemblée renvoya de nouveau la question à la discussion des bureaux. Une commission spéciale fut nommée. Le citoyen Leblond déposa un rapport à la séance du 28 mars 1849<sup>1</sup>. Il affirmait le droit des patrons et des ouvriers de se réunir et de prendre les résolutions que leur suggèrent les besoins de leur industrie. En conséquence les membres de la coalition n'étaient déclarés passibles de peines que s'ils avaient recours à des menaces, violences, intimidations, calomnies ou manœuvres frauduleuses. — Il convient de noter que ce projet émettait une idée toute nouvelle : il proposait que le conseil des prud'hommes fût appelé par le tribunal correctionnel à donner son avis sur le caractère de la coalition. Nous verrons que cette idée a été reprise de nos jours dans la proposition Beauregard, qui préconise l'intervention des prud'hommes pour la solution des conflits collectifs.

Mais la Constituante se sépara sans avoir statué définitivement : « son œuvre demeurerait incomplète

1. *Moniteur universel*, 4 avril 1849, p. 1248.

faute de temps et imparfaite faute de principes arrêtés » <sup>1</sup>.

La question fut soulevée à nouveau devant l'Assemblée législative. Les représentants Doutre, Benoît, Greppo et quelques autres déposèrent, le 25 juin 1849, une proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 414, 415, 416 du Code pénal. La prise en considération fut votée le 12 juillet sur le rapport d'Arago, qui concluait que « la matière est grave, qu'elle doit être étudiée par une commission spéciale et qu'il est nécessaire de la renvoyer dans les bureaux » <sup>2</sup>.

Mais les conclusions du rapport déposé par M. de Vatimesnil, à la séance du 2 octobre <sup>3</sup>, au nom de la nouvelle commission diffèrent essentiellement de celles du rapport Leblond. En effet, le rapport se prononce en faveur de la prohibition des coalitions en raison des mêmes considérations d'intérêt public et de police, qui avaient toujours été invoquées antérieurement : « Les ouvriers qui se coalisent, dit le rapporteur, se nuisent à eux-mêmes ; la misère est le seul fruit qu'ils recueillent. Il nuisent encore à ceux d'entre eux dont l'ouvrage est lié au leur et qui voudraient continuer de travailler. Les coalitions diminuent le revenu général du pays, en interrompant la production ; elles font souvent passer à l'étranger des commandes faites à

1. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières depuis 1789 jusqu'à nos jours* t. II, p. 272.

2 *Moniteur universel*, 17 juillet 1849, p. 2571.

3 *Moniteur universel*, 7 oct. 1849, p. 2998.

l'industrie nationale; enfin elles menacent gravement la paix publique, étant sujettes à dégénérer en violences et même en émeutes. » La Commission déclarait vouloir seulement créer un régime d'égalité entre les patrons et les ouvriers. Elle proposait à cet effet de modifier la définition du délit et la pénalité, c'est-à-dire de supprimer dans le texte de l'article 414 les mots « abusivement et injustement », et d'abaisser le minimum de l'amende à 16 francs « afin que la peine pécuniaire pût être appliquée aux ouvriers sans présenter rien d'excessif. »

Les débats se poursuivirent pendant les séances des 11 octobre, 16, 17, 19 novembre, 24, 26 et 27 du même mois. En vain les auteurs de la proposition réclamèrent l'abrogation pure et simple des articles relatifs aux coalitions, faisant valoir l'inégalité des conditions du patron et de l'ouvrier. « Qui niera, disait M. Doutre le 11 octobre, que le maître n'est pas à l'état continuel, incessant, de coalition par le fait même de sa situation, de sa liberté absolue de fixer à son gré les conditions du travail ? Qui niera que les chefs d'industrie, que les manufacturiers ne sont pas en état de coalition flagrante lorsque, par des motifs dont ils n'ont pas à rendre compte, ils renvoient brusquement leurs ouvriers et ferment leurs ateliers » <sup>1</sup> ? En vain, Bastrat et Sainte-Beuve intervinrent et parlèrent au nom de la liberté. « Je suis en face d'un patron, disait Bastiat ; nous débattons le prix ; celui qu'il m'offre ne me convient pas, je me retire, et

1. *Moniteur universel*, 12 oct. 1849.

vous dites que c'est moi qui porte atteinte à la liberté du patron, parce que je nuis à son industrie. Faites attention que ce que vous proclamez n'est pas autre chose que l'esclavage. Vous voulez que la loi intervienne parce que c'est moi qui viole la propriété du patron ; ne voyez-vous pas, au contraire, que c'est le patron qui viole la mienne ? » <sup>1</sup> La prohibition des coalitions fut maintenue, et les articles 414 à 416 furent rédigés comme suit :

Art. 414. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 3.000 francs : 1<sup>o</sup> toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendent à forcer l'abaissement des salaires, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution ; 2<sup>o</sup> toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après certaines heures et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents les chefs ou moteurs sont punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Art. 415. — Seront aussi punis des peines portées dans l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les directeurs d'atelier ou entrepreneurs d'ouvrage et les ouvriers qui, de concert, auront prononcé des amendes autres que celles qui ont pour objet la discipline intérieure de l'atelier, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions sous le nom de damnation ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit de la part des directeurs d'ateliers ou entrepreneurs contre les ouvriers, soit de la part de ceux-ci contre les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs, soit les uns contre les autres.

Art. 416. — Dans les cas prévus par les deux articles précédents les chefs ou moteurs pourront, après l'expiration de leur

1. *Moniteur universel*, 18 nov. 1848.

peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Cette loi affirmait l'égalité des patrons et des ouvriers en droit. Mais l'inégalité devait se perpétuer en fait pour pour les motifs mêmes qui l'avaient fait naître et qui avaient été exposés au cours des débats.

---

## CHAPITRE II

### Liberté des coalitions

#### I

LOI DU 25 MAI 1864

Au début de l'Empire, « la coalition était punissable dans tous les cas, quelle que fût l'intention des personnes entrées dans la coalition, quelque légitime que pût être leur prétention, quelque exempts de blâme et d'immoralité que pussent être les moyens employés pour former ou maintenir la coalition <sup>1</sup>. » La Cour de cassation faisait une application stricte des dispositions du Code pénal, affirmait « qu'il importe peu que les causes de cette réclamation puissent paraître en elles-mêmes légitimes » <sup>2</sup>, déclarait les grévistes toujours punissables.

Napoléon avait le désir sincère d'améliorer la condition des ouvriers. A cet effet, il décida, par le décret du 22 janvier 1852, qu'une dotation de 10 millions à prendre sur les biens de la famille royale déchue serait affectée aux sociétés de secours mutuels. Puis, le 26 avril 1856, fut rendu un décret relatif à la constitution d'un fonds de retraites dans les

1. Rapport de M. Cornudet, *Moniteur universel*, 6 mars 1864, p. 315 et s.

2. Cass., 24 février 1859 (S. 59, 1.630).

sociétés de secours mutuels approuvées et affectant une somme de 200.000 francs à cette destination.

Cette politique favorable aux ouvriers s'affirma surtout à partir de 1860. Le gouvernement impérial voulait sincèrement entrer dans la voie des réformes, améliorer le sort des salariés par des mesures administratives et législatives. Il espérait satisfaire par là les aspirations humanitaires de l'empereur et s'attirer les sympathies de la classe ouvrière. Il opposerait celle-ci à la bourgeoisie, qui manifestait moins d'attachement à la personne de l'empereur. En même temps, il parviendrait peut-être à enrayer les progrès du socialisme démocratique <sup>1</sup>.

En conséquence, le gouvernement favorisa l'envoi de délégations ouvrières à l'exposition universelle de Londres de 1862, fit voter la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés de production et la loi des 6-10 juin 1868 sur les réunions, toléra la chambre syndicale.

L'acte le plus remarquable de cette politique est l'élaboration d'un projet garantissant la liberté de coalition, qui devint la loi du 25 mai 1864.

Dès 1858, le gouvernement impérial se préoccupait des conséquences de la loi de 1849 sur la condition des ouvriers. Une enquête était ordonnée par le ministre du commerce, mais les résultats en sont demeurés secrets.

Une pétition fut adressée au Sénat vers la fin de l'année 1862 par des citoyens réclamant la liberté des coalitions. Mais le rapporteur, M. de Forcade-Laro-

1. V. LAMY, *Le second Empire et les ouvriers* (Revue de Paris, 1894, t. III).

quette, conclut au rejet<sup>1</sup> : il affirmait que les coalitions ne pouvaient influencer sur le taux des salaires, et il exposait que le régime de la liberté des coalitions avait fait naître en Angleterre de nombreux abus.

Cependant, les délégations ouvrières à l'exposition universelle de Londres rédigeaient des rapports dans lesquels ils affirmaient la nécessité pour les ouvriers de la grande industrie de se coaliser<sup>2</sup>. Cette nécessité leur paraissait d'autant plus évidente, que les patrons avaient en fait le pouvoir de contracter des ententes, grâce à la tolérance de l'administration. « Qu'est-ce donc l'ouvrier dans tout cela ? Un atome perdu dans un tourbillon de poussière, qu'on retrouve quand le vent est apaisé, sous la pression du patron. »<sup>3</sup>

Le ministère public se montra moins sévère dans les poursuites contre les grévistes. Ce fait est constaté dans un rapport adressé à l'Empereur par les ministres de la Justice et des Travaux publics : « Tantôt, affirment-ils, des entrepreneurs déclinaient l'appui de la loi, et, au lieu d'invoquer une répression prompte et énergique, s'en fiaient aux conseils que le temps seul pouvait donner aux ouvriers et aux bons effets de la patience et de la conciliation. Tantôt les magistrats eux-mêmes, dans la crainte d'augmenter l'irritation et de rendre les rapprochements plus difficiles, retenaient dans leurs mains les armes que la loi leur avait données et s'abstenaient de toute inter-

1. *Moniteur universel*, 20 février 1863, p. 257.

2. Rapport des délégués des ouvriers parisiens à l'exposition de Londres de 1862 (Paris, 1862-64).

3. Rapport des carrossiers, p. 102.

vention répressive. Puis, dans les rares cas où les tribunaux étaient saisis, on voyait maintes fois, après une longue procédure, les magistrats prononcer de très légères condamnations qui semblaient presque protester contre l'existence du délit qu'ils avaient dû réprimer pour obéir à la loi. Et enfin, à peine ces condamnations étaient-elles prononcées, que la clémence de l'Empereur, d'accord avec la conscience publique, s'étendait aussitôt sur les condamnations<sup>1</sup>.»

Une réforme fut annoncée par Napoléon III le 5 novembre 1863, à l'ouverture de la session législative<sup>2</sup>. Et le 19 février 1864, le ministre Rouher déposa sur le bureau du Corps législatif le projet élaboré par le Conseil d'Etat, avec un rapport de M. Cornudet.

Ce projet fut soutenu, le 22 avril 1864, par M. Emile Ollivier. Le rapporteur réfuta les arguments présentés par Le Chapelier en 1791, par M. de Vatimesnil en 1849, et par les économistes adversaires de la liberté des coalitions. La prohibition ne s'explique que dans un régime de réglementation et d'intervention, lorsque le gouvernement se donne pour mission d'assurer la subsistance de ses sujets, de fixer des tarifs, de déterminer un juste prix et un juste salaire : « Les travailleurs, dit M. Emile Ollivier, ont toujours considéré la prohibition de se coaliser comme impliquant pour le gouvernement le devoir d'intervenir dans la fixation des salaires. » Le rappor-

1. *Moniteur universel*, 1864, p. 375.

2. *Moniteur universel*, 6 novembre 1863, p. 1131.

teur écarte l'idée que les ouvriers doivent être maintenus, comme précédemment, dans un état de subordination et de tutelle. « L'incapacité des ouvriers à exercer un droit redoutable pour eux et pour la société, leur ignorance encore trop grande, la nécessité de prolonger une tutelle salutaire, sont les seuls motifs que l'économie politique laisse aux gouvernements qui veulent refuser la liberté des coalitions. En d'autres pays, ils ont peut-être leur valeur. Ils ne sauraient être invoqués chez un peuple dont toutes les institutions reposent sur le suffrage universel. » Le droit de coalition est la conséquence nécessaire du droit de travailler, de la liberté, une des formes de la concurrence. « Donc, liberté absolue de la coalition à tous ses degrés et répression rigoureuse de la violence et de la fraude : telles sont les données organiques que fournit la science ; tels sont aussi les deux principes de la loi proposée <sup>1</sup> ».

En conséquence, la loi du 25 mai 1864 autorise les coalitions.

En même temps, et afin d'assurer le respect de la liberté individuelle, elle réprime toute violence et édicte des pénalités sévères.

Le texte de la loi est ainsi conçu :

ART. I.— Les art. 414, 415 et 416 du Code pénal sont abrogés par les suivants :

ART. 414. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une

1. *Moniteur universel*, 29 mai 1864 (Annexe n° 292).

de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, et de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

ART. 415. — Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

ART. 416. — Seront punis par un emprisonnement de six jours à trois mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, les ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

ART. II. — Les art. 414, 415 et 416 ci-dessus sont applicables aux propriétaires et fermiers, ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne.

Les art. 19 et 20 de la loi des 26 septembre et 6 octobre 1791 sont abrogés.

Le droit de cesser simultanément de travailler en vue d'obtenir un meilleur salaire est proclamé pour la première fois comme une conséquence nécessaire de la liberté. En même temps, l'inégalité existant entre patrons et ouvriers a disparu. Enfin, les pénalités édictées ont été adoucies par suite de la disparition des peines aggravées contre les meneurs.

Cependant la liberté ainsi accordée avait paru insuffisante à plusieurs membres du Corps législatif.

De vives attaques avaient été formulées au sein même de l'Assemblée par les députés de la gauche <sup>1</sup>, notamment par J. Simon et J. Favre, contre le projet. Ils déclaraient que celui-ci n'était libéral qu'en apparence<sup>2</sup>.

En effet, le droit commun semblait suffisant à certains députés pour la répression des délits qui peuvent accompagner les coalitions. « Les voies de fait, disait J. Simon, sont punies par les art. 210 à 221, 309, 311, 313 et 315 du Code pénal et par la loi du 7 juin 1848. — Les paroles sont punies également comme suit : menaces de mort, art. 305 du code pénal ; menaces écrites, art. 306 du code pénal ; menaces verbales, art. 307 du code pénal ; menaces de coups, art. 308 du code pénal ; diffamation, loi du 17 mai 1819 ; dénonciation, art. 373 du code pénal ; fausses nouvelles, art. 417 du code pénal ; fausses théories, décret du 11 août 1848. — Les procédés (quarantaine) ne peuvent être punis parce que le droit de se détourner du prochain, lorsqu'il déplaît, constitue le premier droit de l'homme ». Les art. 412 à 416 leur paraissaient même dangereux : les termes de l'art. 414 « menaces ou manœuvres frauduleuses » semblent trop vagues.

Les critiques présentées visaient surtout l'art. 416. J. Favre fit remarquer qu'il n'y a pas de coalition où l'on ne trouve les délits prévus par ce texte. « S'il n'y a pas de proscriptions, dit-il, s'il n'y a pas d'interdictions, s'il n'y a pas de défenses, il n'y a pas de coalitions. Ce

1. CONS. Emile OLLIVIER, *l'Empire libéral*, t. VI, p. 509 et s.

2. *Moniteur Universel*, 29 avril, 30 avril, 2 mai 1864.

que vous saisissez ainsi surtout, c'est précisément la coalition en exercice, et il faut avoir le courage d'aller jusqu'au bout, et dire que de semblables faits, quand ils se rattachent à la coalition, précisément parce qu'ils en sont une nécessité, ne sauraient être coupables; ou bien il faut renoncer à cette déclaration pompeuse que les coalitions sont permises, quand, en réalité, elles sont défendues par la loi. »

En outre, les députés de la gauche de l'Assemblée reprochaient à la loi de ne pas accorder le droit de réunion, en sorte que le droit de coalition, disaient-ils, devenait illusoire.

Sur ce point, les faits leur donnèrent nettement raison. Le procès célèbre des veloutiers de Saint-Étienne prouve combien d'obstacles les ouvriers rencontraient dans l'exercice du droit de coalition. Une grève, commencée le 25 septembre 1865, dans deux établissements, s'était peu à peu étendue et était devenue générale le 7 octobre; un comité central de six membres avait été nommé pour servir d'intermédiaire entre les patrons et les grévistes, puis la ville avait été divisée en quatre sections et chaque section en groupes de moins de vingt personnes, parce que les associations de plus de vingt personnes étaient prohibées, ou du moins devaient être préalablement autorisées par le gouvernement. Or, le 19 octobre, à la suite de perquisitions opérées chez le président du comité central, les six membres du comité furent traduits en police correctionnelle et condamnés, le 21 novembre, pour association illicite <sup>1</sup>.

1. Cass. 23 février 1866, (S 66, I, 129).

Ailleurs l'Administration refusait aux ouvriers l'autorisation de se réunir. Ainsi fit-elle lors de la grève des tailleurs de Paris en 1867.

Enfin, la coalition ne pouvait produire tout l'effet qu'en attendaient les esprits libéraux parce que la législation ne garantissait pas le droit d'association. Il faut, en effet, que des syndicats professionnels puissent se constituer et fonctionnent régulièrement, que les individus, ouvriers ou patrons, discutent habituellement les conditions de la production industrielle pour exercer le droit de coalition en connaissance de cause. Il faut tout au moins que des organismes permanents puissent se créer pour la durée d'une grève, si celle-ci se prolongeait.

Or, le gouvernement impérial appliqua un régime de tolérance aux chambres syndicales de patrons et d'ouvriers. Les chambres des patrons étaient tolérées depuis longtemps. Les ouvriers de Paris délégués à l'exposition universelle de 1867 adressèrent, le 2 février 1868, au ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics un mémoire dans lequel ils demandaient l'organisation de chambres syndicales semblables à celles des patrons. Le ministre, M. Forcade de la Roquette, adressa à ce sujet à l'Empereur, le 30 mars 1868, un rapport revêtu de l'approbation du chef de l'État. Il déclarait : « Les raisons de justice et d'égalité invoquées par les délégations ouvrières pour former à leur tour des réunions analogues à celles des patrons, ont paru dignes d'être prises en considération, et, conformément aux intentions de

Votre Majesté, les ouvriers de plusieurs professions ont pu se réunir librement et discuter les conditions de leurs syndicats. »

Mais, pour bénéficier de la tolérance administrative, les chambres syndicales devaient s'astreindre à certaines formalités : déposer leurs statuts, les noms et adresses de leurs administrateurs, soumettre l'ordre du jour de leurs réunions et accepter, dans ces réunions, la présence d'un agent de police. D'ailleurs, cette tolérance pouvait cesser subitement : ainsi, une simple décision du préfet du Rhône prononça, au mois de juillet 1877, la dissolution de toutes les chambres syndicales de Lyon. Enfin, l'accomplissement des formalités ne mettait pas toujours les chambres syndicales à l'abri de poursuites correctionnelles : la cour de Lyon affirmait « qu'en admettant que l'Administration ait été toujours exactement au courant de la situation réelle de la société, cette circonstance, jointe au silence plus ou moins prolongé de l'Administration, ne pourrait être considérée que comme une simple tolérance, mais qu'il est de jurisprudence constante, constatée par les arrêts de la Cour de cassation des 22 juillet 1837 et 12 novembre 1838, que la tolérance de l'autorité à l'égard d'une association illicite ne saurait équivaloir à une autorisation. »

## II

LES RÉFORMES ET LES COMPLÉMENTS DE LA LOI DU 25 MAI 1864

La liberté ne cessa de grandir dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Toute réglementation industrielle disparaissait. La corporation des bouchers de Paris fut supprimée en 1858 et celle des boulangers en 1863.

Les ouvriers s'émancipaient en même temps. Qu'il nous soit permis de rappeler brièvement les principales mesures qui affirmèrent leur émancipation. Après la Révolution de 1848, un des premiers actes du gouvernement provisoire avait été l'établissement du suffrage universel. Puis la loi du 2 août 1878 abrogea l'article 1781 du Code civil : ce texte déclarait que le maître devait être cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante, dérogeait par conséquent aux règles de droit commun relatives aux preuves dans la matière des salaires, et affirmait implicitement la subordination de l'ouvrier. Plus particulièrement importante fut la loi du 2 juillet 1890, qui supprima le livret obligatoire ; nous savons que la législation relative au livret, l'interdiction faite à l'ouvrier de demander du travail sans présenter ce livret régulier, mettaient le salarié hors du droit commun <sup>1</sup>.

A mesure que disparaissaient les pouvoirs de police et de réglementation du pouvoir central, que grandissait la liberté, le droit de coalition, qui est le corollaire de la liberté, devait s'affermir.

Diverses lois ont en effet réformé ou complété la loi du 25 mai 1864. Le législateur s'est efforcé surtout de faciliter l'exercice du droit de coalition, qui demeura

1. V. *Supra*, ch. I, § III.

rait entravé par un grand nombre de mesures restrictives.

Le gouvernement impérial entreprit la première réforme. Au cours des débats au Corps législatif, en 1864, J. Simon affirmait déjà : « La loi est en outre illusoire, si elle n'accorde pas le droit de réunion. » Le gouvernement présenta un projet de loi sur les réunions qui devint la loi des 6-10 juin 1868 <sup>1</sup>. Les deux premiers articles sont ainsi conçus :

Article premier. — Les réunions publiques peuvent avoir lieu, sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants. Toutefois, les réunions publiques ayant pour objet de traiter de matières politiques ou religieuses continuent à être soumises à cette autorisation.

Art. 2. — Chaque réunion doit être précédée d'une déclaration signée par sept personnes domiciliées dans la commune où elle doit avoir lieu et jouissant de leurs droits civils et politiques. Cette déclaration indique les noms, qualités et domiciles des déclarants, le local, le jour et l'heure de la séance, ainsi que l'objet spécial et déterminé de la réunion. — Elle est remise, à Paris au préfet de police ; dans les départements au préfet et au sous-préfet. Il en est donné immédiatement un récépissé qui doit être représenté à toute réquisition des agents de l'autorité. La réunion ne doit avoir lieu que trois jours francs après la délivrance du récépissé.

1. La loi qui nous régit actuellement est celle du 30 juin 1881. L'article premier de cette loi déclare : les réunions publiques sont libres, elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable. Certaines conditions cependant doivent être remplies : une déclaration doit être faite, indiquant le lieu, le jour et l'heure de la réunion, signée par deux personnes au moins jouissant de leurs droits civils et politiques, dont l'une domiciliée dans la commune, elle doit être faite à la mairie ou à la préfecture, vingt-quatre heures à l'avance.

Moins libérale est la loi du 14 mars 1872, qui s'explique par des considérations historiques.

L'Association internationale des Travailleurs que Marx et Engels avaient fondée à Londres en 1864 avait fait de rapides progrès. Elle soutenait de ses conseils et de son argent les grévistes des principaux États européens. Dans le Congrès de Bruxelles de 1868, elle affirmait « que la grève n'est pas un moyen d'affranchir complètement le travailleur, mais qu'elle est souvent une nécessité dans la situation actuelle de lutte entre le travail et le capital » <sup>1</sup>. Le journal *L'Internationale* <sup>2</sup>, du 27 mars 1867 marquait en ces termes le but à atteindre : « L'anarchie économique devient chaque jour plus profonde ; nous marchons à grands pas vers le terme fatal qui est au bout de cette anarchie : la Révolution sociale. » Puis l'Internationale semble avoir pris une part active à l'insurrection de la Commune en 1871.

L'Assemblée nationale vit dans cette association un danger public, et, le 14 mars 1872, elle vota une loi dont l'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu :

Art. 1. — Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit, et notamment sous celle d'*Association internationale des Travailleurs*, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes constituera par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.

1. Compte rendu officiel, publié par l'administration du journal *Le Peuple Belge* (Bruxelles. 1869).

2. Cité par LEFERT, *l'Internationale*, (*Journal des Économistes*, 1872, t. XXVI).

La même loi édictait en conséquence des peines contre les affiliés à l'Association internationale des Travailleurs.— D'ailleurs, il semble que cette Association fût déjà réduite à l'impuissance <sup>1</sup>. Le 5 janvier 1871, dans la séance du « Conseil fédéral », le délégué Varlin déclarait : « Ce qui fait notre embarras, c'est que, depuis le 4 septembre, nous manquons d'argent. Les cotisations des sections ne se recouvrent plus, et, chose grave, il nous reste encore quelques dettes du temps de l'Empire <sup>2</sup>. »

Une loi particulièrement importante est celle du 21 mars 1884 sur les « syndicats professionnels », qui a réalisé plusieurs réformes tendant à faciliter l'exercice du droit de coalition. En effet, elle abroge la loi des 14-17 juin 1791, elle abroge l'article 416 du Code pénal, et elle permet la création d'associations syndicales permanentes.

Nous n'insisterons pas sur l'abrogation de la loi des 14-17 juin 1791. Cette disposition intéresse uniquement les associations professionnelles, car la partie relative aux coalitions avait été en fait abrogée par les lois diverses qui avaient été promulguées sur ce sujet depuis 1791.

Dans le projet déposé par le gouvernement en 1880 sur la liberté des associations, l'abrogation des articles 414-416 du Code pénal avait été proposée. Le rapport présenté à la Chambre le 15 mars 1881

1. HUBERT LAGARDELLE, *op. cit.*, p. 225 et ss.

2. Séances officielles de l'Internationale à Paris, pendant le siège et pendant la Commune (Paris, Lachaud, 1872), p. 12.

concluait également à l'abrogation : il expliquait la sévérité du législateur pour les violences et menaces parce qu'elles sont le résultat d'un concert si l'entente est licite, et déclarait que les pénalités doivent être celles de droit commun. M. Ribot demanda l'abolition du seul article 416 <sup>1</sup> et la Chambre se prononça en ce sens. La commission sénatoriale se montra hostile à toute abrogation et obtint du Sénat que l'article 416 fût conservé. Après un nouveau vote de la Chambre, le Sénat ratifiait, le 23 février 1884, l'abrogation de l'article 416. Nous verrons les conséquences juridiques de ce vote.

Enfin, la loi du 21 mars 1884 assurait, disions-nous, la liberté de fonder des syndicats professionnels et accordait la personnalité morale aux syndicats patronaux et ouvriers. Quelle était l'importance de cette réforme au point de vue du droit de coalition ?

En fait, c'était là une innovation considérable : la constitution d'associations permanentes, l'organisation des patrons et des ouvriers, devaient modifier profondément les rapports entre le capital et le travail. Surtout, le législateur espérait que, grâce à l'association, les ouvriers se disciplineraient et que chez eux « la réflexion et l'action prévoyante » se substitueraient aux emportements soudains.

Nous rechercherons si cette réforme n'entraînait pas également en droit de graves conséquences. Les syndicats, qui ont la personnalité morale, dirigent

1. *J. off.* Chambre, Déb. parl. 18 mai 1881,

aujourd'hui les grèves. Ne sont-ils pas depuis la loi de 1884 responsables civilement en raison des délits qui sont commis par les grévistes ? Et n'y a-t-il pas là un moyen d'assurer une réparation effective du tort injustement causé ?

La loi du 27 décembre 1892 n'est pas l'objet de nos études : il importe cependant de la signaler. En effet, elle a été votée afin de favoriser la conciliation et l'arbitrage en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés. Elle tend donc à mettre fin aux grèves ou *lock-out* par l'arbitrage.

Elle prévoit deux cas.

Si le conflit est latent, la procédure peut être mise en mouvement par le patron ou les ouvriers, quel que soit le nombre de ceux-ci. Le juge de paix répond à l'appel qui lui est adressé. Il essaie de concilier les parties.

Si le conflit est déclaré, il appartient au juge de paix de prendre lui-même l'initiative de la conciliation. Les parties, d'ailleurs, peuvent toujours refuser de répondre à sa proposition, ou, au contraire, elles peuvent l'accepter et procèdent alors à la constitution d'un tribunal arbitral placé sous la présidence consultative du président du tribunal civil de l'arrondissement et composé d'un nombre égal de délégués patrons et ouvriers.

En fait, cette loi n'a pas donné les résultats qui étaient espérés : les recours à la conciliation ont été rares et l'arbitrage aboutit difficilement.

Ajoutons que les décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1902, qui ont créé et organisé les conseils

du travail, ont opéré une réforme heureuse relativement à l'arbitrage et complété la loi du 27 décembre 1892. En vertu de l'article 7 de cette loi, si le juge de paix ne parvient pas à rétablir l'accord entre patrons et ouvriers, il devra inviter les parties à désigner un arbitre. Or, parmi les attributions du Conseil de travail, on compte des attributions arbitrales : une mission conciliatrice est dévolue à la section du Conseil correspondant à l'industrie intéressée dans le conflit. Et le Ministre du commerce, M. Millerand, dans l'exposé des motifs dont il a fait précéder le texte du premier décret, exprime l'espoir que la création dans chaque région d'un organe permanent, auquel sa composition et sa permanence assureront l'autorité nécessaire pour être agréé des patrons et des ouvriers et même pour s'imposer moralement à eux, d'un conseil du travail, facilitera la solution amiable des conflits. « En dépit des progrès accomplis dans l'esprit public, depuis la promulgation de la loi de 1892, par les idées d'arbitrage et de conciliation, lit-on dans cet exposé, elles n'ont pas fait dans la pratique les progrès qu'on attendait. Il n'est dès lors pas indifférent d'habituer les patrons et les ouvriers à se rencontrer périodiquement, à discuter ensemble, avec courtoisie, et en dehors de toute subordination hiérarchique, dans les réunions où leurs intérêts personnels et immédiats ne se choquent pas directement. Il n'est pas inutile de former aussi des conciliateurs et des arbitres désignés d'avance par le suffrage de leurs pairs. »<sup>1</sup>

1. *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, octobre 1900, p. 334.

## DEUXIÈME PARTIE

---

### Du droit de coalition dans le régime actuel de liberté

---

Le droit de coalition est reconnu par la législation française, et nous avons vu que l'exercice en a été facilité grâce à diverses réformes législatives, qui ont été opérées dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais quelle est l'étendue de ce droit, quelles restrictions lui imposent les autres droits reconnus par la loi ? Et comment est réprimé l'abus du droit de coalition ?

Pour répondre à ces questions nous devons étudier le droit de coalition,

1<sup>o</sup> au point de vue du droit pénal,

2<sup>o</sup> au point de vue du droit civil.

Dans cette seconde partie des subdivisions s'imposent, parce que des rapports complexes apparaissent, qu'il est difficile d'analyser, et des règles juridiques multiples doivent être dégagées.

Il n'existe aucun rapport juridique entre les ouvriers considérés individuellement et la coalition. En effet, la coalition n'est pas une personne morale qui puisse avoir des droits, de telle sorte qu'elle n'a pas d'action pour exiger le paiement des cotisations

promises<sup>1</sup>. (On remarquera que si les membres de la coalition étaient syndiqués, le syndicat aurait qualité pour recouvrer ses cotisations, en vertu de la loi du 21 mars 1884.)

Mais des difficultés s'élèvent entre patrons et ouvriers parce que les membres d'une coalition cessent d'exécuter les obligations nées du contrat de travail.

En outre, des contestations naissent entre membres d'une coalition et individus atteints dans leur liberté d'exercer une industrie, un commerce ou un travail.

L'intervention d'un syndicat soulève des questions délicates de responsabilité.

Enfin il importe de déterminer les droits et obligations des tiers qui s'ingèrent dans une coalition.

Nous étudierons :

*Le droit de coalition et les obligations contractuelles.*

*Le droit de coalition et la liberté individuelle.*

*Les droits et obligations du syndicat.*

*Les droits et obligations des tiers.*

---

1. BRV, *Cours élémentaire de législation industrielle*, p. 216.

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### De la coalition au point de vue du droit pénal

Les textes du Code pénal relatifs à l'exercice du droit de coalition sont les articles 414, 415 et 419. L'art. 416 a été abrogé. Nous étudierons :

Les articles 414 et 415.

Les conséquences de l'abrogation de l'art. 416.

L'article 419.

### I

#### DES ARTICLES 414 ET 415

L'article 414 punit d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de seize francs à trois mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, « quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ».

En vertu de l'art. 415, lorsque les faits incriminés par l'article précédent auront été accomplis avec cette circonstance aggravante que plusieurs personnes se sont concertées pour agir ainsi, les juges pourront

prononcer contre les coupables une interdiction de séjour de deux ans au moins et cinq ans au plus.

Il importe de déterminer avec exactitude quels sont les éléments du délit prévu par l'art. 414.

Ces éléments sont au nombre de deux. Pour que l'art. 414 soit applicable, il faut :

1° qu'il y ait eu des violences ou des voies de fait, ou des menaces ou des manœuvres frauduleuses;

2° que ces actes aient pour but d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail à l'effet de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

1° Que faut-il entendre par des « violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses » ?

M. Emile Ollivier expliquait ainsi l'emploi de ces expressions dans l'art. 414 : « Nous avons cherché, dit-il, les termes les plus précis, mais nous n'en avons pas trouvé dans la langue du droit pénal qui le fussent davantage. Nous avons choisi des expressions dont la signification fût séculièrement fixée dans la langue juridique et sur la portée desquelles le sens commun parlât comme le législateur. Qu'est-ce qu'une violence ? qu'est-ce qu'une fraude ? tout le monde le sait. Si nous avions mis à la place une définition, elle eût été fausse, incomplète, dangereuse, et la plus grande partie du public n'eût pas su de quoi nous lui parlions. »

Il faut donner au mot « violences » toute son extension pour l'interpréter exactement. M. Émile

Ollivier ajoutait en effet : « La violence doit en général se manifester par des coups et blessures ; elle peut aussi exister sans cela. Ainsi, on se rend coupable de violence, lorsque, sans frapper, on saisit au corps, on jette à terre, on arrache les cheveux, on crache au visage... Les termes généraux de notre article embrassent les violences légères aussi bien que les violences graves et qualifiées. »

L'art. 414 punit donc d'une peine particulièrement sévère un certain nombre de faits à propos desquels les art. 311 § 1 et 313 du Code pénal, qui posent la règle générale, édictent un emprisonnement de six jours à deux ans et une amende de 16 francs à 200 francs ou l'une de ces deux peines seulement. — Mais l'article 311 § 2 prévoit une circonstance aggravante, celle de préméditation ou guet-apens, et il édicte contre les auteurs de violences ou voies de fait accompagnées de cette circonstance aggravante des peines plus fortes que celles portées par l'art. 414. Quelles seront donc les peines applicables si les violences et voies de fait qui se produisent en temps de coalition et dans le but prévu par les dispositions de l'art. 414 sont en outre accompagnées de préméditation ? Dira-t-on que ces actes de violences doivent être réprimés par l'art. 414 ou par l'art. 311 § 2 ? Le droit commun doit reprendre son empire ; car le législateur de 1804 n'a voulu déroger aux règles générales, au cas où les violences exercées tendent à entraver le libre exercice de la liberté du travail, que dans le but d'aggraver les sanctions, et cette circonstance d'une gêne apportée à la liberté du travail ne peut motiver une atténuation de la répression.

— De même il faudra toujours appliquer les peines portées par les art. 309 et 310, s'il s'agit de réprimer des violences ayant occasionné « une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours. »

L'art. 414 réprime encore les « menaces ». Que faut-il entendre par ce terme ? Le rapporteur déclarait que la « menace peut être verbale ou écrite, être faite avec ordre ou sans ordre, avec ou sans conditions, avec l'ordre de faire ou avec l'ordre de ne pas faire. » L'art. 414 ne se réfère pas aux art. 305 et suiv., qui posent les règles de droit commun relatives au délit de menaces : il faut admettre que l'art. 414 vise et réprime toutes menaces sérieuses, lors même que ne se rencontrent pas les conditions réclamées par l'art. 305.

— Une première condition, posée par l'art. 305, est la suivante : en règle générale, les menaces ne tombent sous le coup de la loi pénale que lorsqu'elles sont formulées par écrit ou lorsqu'elles sont accompagnées d'un ordre ou d'une condition. Mais en temps de coalition ces circonstances ne sont plus nécessaires ; et par exemple, la Cour de Metz a décidé qu'il y a atteinte à la liberté du travail, et conséquemment délit punissable, de la part de celui qui, pour intimider des ouvriers et les empêcher de reprendre leurs travaux, profère des menaces ou lance des pierres contre un atelier, même alors inoccupé <sup>1</sup>. — Une seconde condition est posée par les articles 305 et suivants : en principe l'individu qui a pro-

1. Trib. corr. de Saint-Etienne, 25 nov. 1893, (*Gaz. des Trib.*, 28 décembre 1893).

féré des menaces n'est punissable que s'il a menacé d'exercer des violences ou voies de fait. Mais, de la part des membres d'une coalition, peu importe l'objet des menaces ; une condamnation sera prononcée lors même que la volonté de blesser ou frapper une personne n'aura point été affirmée. Ainsi est passible des peines prononcées par l'art. 414 le secrétaire d'une chambre syndicale qui, en cette qualité, adresse à plusieurs ouvriers une lettre circulaire par laquelle il leur reproche d'avoir commis une félonie en ne s'associant pas à une grève, les somme, au nom de la chambre syndicale, de lui faire connaître dans les deux jours leur décision, qui sera réputée négative en cas de silence, et leur signifie que le syndicat les laissera responsables de ce qui pourra arriver <sup>1</sup>. Est passible des mêmes peines l'ouvrier qui, dans une grève, déclare que, si un four est rallumé et s'il y a des fainéants et des lâches qui veulent y travailler, on saura les en empêcher coûte que coûte, malgré les baïonnettes, et on les descendra de leurs place, quoique l'orateur ne précise pas les moyens auxquels ses camarades pourront avoir recours <sup>2</sup>. De même, avant la loi de 1884, la mise en interdit prononcée contre des ouvriers qui refusaient de se mettre en grève par leurs camarades, tombait sous le coup de l'article 414 <sup>3</sup> ; nous examinerons la question de savoir si cette solution doit être maintenue aujourd'hui malgré l'abrogation de l'art. 416.

1. Caen, 22 oct. 1897 (S. 99, 11, 507).

2. Trib. corr. Albi, 5 octobre 1895. Lois nouvelles, 1895, II<sup>e</sup> partie, p. 253.

3. Cour de Cassation, 5 avril 1867 (S. 67, 4, 228).

Enfin l'article 414 vise les « manœuvres frauduleuses ». Pour qu'il y ait manœuvres frauduleuses, le rapporteur établit quatre conditions : 1° la mauvaise foi ; 2° des actes combinés artificieusement pour surprendre la conscience ; 3° des actes de nature à faire impression, c'est-à-dire qui ne soient pas invraisemblables ; 4° des actes qui aient déterminé l'atteinte à la liberté. L'emploi de ce terme se justifie parce que le législateur a voulu « frapper, suivant l'expression de M. Ollivier, tous ceux qui provoquent la grève en trompant déloyalement et sciemment ceux qui ont confiance en eux ». Le secrétaire d'un syndicat qui, dans les réunions, répand des nouvelles fausses de façon à entretenir la grève, commet une manœuvre frauduleuse, et est passible des peines édictées par l'art. 414. Il faut, croyons-nous, faire application de ces peines aux auteurs des actes prévus par la législation anglaise d'une façon spéciale : le « rattening », la « poursuite persistante » et le « picketing ». Le « rattening » est le fait de cacher les outils ou les vêtements d'une personne. La « poursuite persistante » consiste à suivre une personne partout où elle va. Le « picketing » est le fait de bloquer la maison d'une personne. Ces actes engagent certainement la responsabilité de leurs auteurs, constituent des délits civils ; il faut donc voir en eux des manœuvres frauduleuses<sup>1</sup>. Nous ferons remarquer cependant que ces actes peuvent être licites, qu'il en est ainsi du picketing lorsqu'il est pratiqué dans un simple but d'information.

1. V. en sens contraire Crouzel, *Les coalitions et les grèves*, p. 496.

2° Une seconde condition est nécessaire pour l'existence du délit prévu par l'art. 414 : il faut que les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses aient pour but d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail à l'effet de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Il faut donc la volonté « d'amener ou de maintenir » une grève ou un lock-out. L'art. 414 ne serait pas applicable au cas où des violences auraient été exercées, même collectivement, sur le patron ou des menaces proférées contre lui par des ouvriers non grévistes, à l'effet de l'amener à élever les salaires ; il ne pourrait pas être invoqué contre des ouvriers qui, en dehors du temps de grève, auraient par des menaces réitérées contraint un de leurs camarades à quitter l'atelier : dans ces hypothèses, les articles 309, 311, 305-308 et 436 du Code pénal pourraient seuls être appliqués aux délinquants.

Il suffit d'ailleurs, pour que l'article 414 soit applicable, que les auteurs du délit aient *tenté d'organiser* une grève ou un lock-out. Il n'est pas nécessaire que leurs efforts aient réussi, que la grève se soit prolongée, encore moins que le résultat désiré, la hausse ou la baisse de salaires, ait été obtenu.

Le législateur de 1864 n'a posé nulle autre condition.

N'existe-t-il pas cependant une condition relative à la personne du délinquant ? N'est-il pas nécessaire que l'auteur du fait soit un membre de la coalition

pour qu'apparaisse le délit prévu par l'art. 414 ? Ce texte est-il applicable aux tiers, journalistes ou députés, qui s'ingèrent dans les différends existant entre patrons et ouvriers ?

Cette question s'est posée lors de la grève de Carmaux en 1895. Les grévistes eurent pour principaux appuis le député qui, dans les réunions publiques, dans la presse, au parlement, soutint éloquemment leur cause, et deux journaux. Il est indéniable, a dit le tribunal de Toulouse, que, pendant toute la durée de la grève, le directeur de la verrerie a eu à subir de la part du député et des journalistes les attaques les plus véhémentes ; il était dénoncé à l'opinion, tant dans leurs discours que dans leurs écrits, en termes flétrissants, comme ayant édifié une fortune considérable par des moyens que l'honneur éprouve. On lui prodiguait journellement les plus violentes invectives, ainsi que les menaces. Enfin, les nouvelles les plus fausses étaient mises en circulation sur son compte, et notamment au sujet des embauchages des ouvriers du dehors qu'il s'efforçait de réaliser.

Après la cessation de la grève, le directeur des verreries assigna devant le tribunal de Toulouse le député et les gérants des deux journaux. Il voyait dans les faits relevés contre eux les éléments constitutifs de l'art. 414, et réclamait en conséquence des dommages intérêts.

Nous devons dissocier ces deux questions. Nous rechercherons de suite si l'article 414 était applicable à un tiers qui s'ingérait dans une grève ; nous étudierons plus tard la question de la responsabilité civile.

La Cour de cassation, appelée à statuer après le tribunal et la Cour d'appel de Toulouse, déclara que l'art. 414 était applicable, « attendu que, si toute personne a le droit d'intervenir dans une grève, elle ne peut le faire que dans les conditions permises aux parties intéressées elles-mêmes, c'est-à-dire en s'abstenant de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses interdites par l'art 414 du Code pénal<sup>1</sup> ».

Nous nous rangeons à l'opinion de la Cour de cassation. Mais il nous semble que le motif invoqué par elle n'est pas à l'abri de toute critique : M. Esmein fait remarquer en effet que les tiers ne pouvaient être assimilés aux grévistes ; que les ouvriers seuls étaient des grévistes, puisque seuls ils refusaient de travailler, que les défenseurs avaient usé d'un droit tout autre que le droit de grève, de la liberté de la presse ou de la liberté de réunion.

L'art. 414 leur était applicable parce qu'il vise, croyons-nous, non seulement les grévistes, les membres de la coalition, mais encore tout individu. — Pour produire cette affirmation, nous nous fondons sur les termes très généraux du texte. Nous nous appuyons en outre sur les déclarations faites au cours des travaux préparatoires au Corps législatif par M. Emile Ollivier. « Ainsi, disait-il, une coalition a lieu ; les coalisés se cotisent entre eux ; les ouvriers d'un autre état, des étrangers même, dans une pensée de commisération, ou parce qu'ils sont convaincus du

1. Cass. 29 juin 1897, S. 98, I. 17. Note de M. Esmein.

bon droit de ceux qui font grève, fournissent des sommes d'argent à la coalition ; cette assistance ne constitue pas une manœuvre frauduleuse. L'institution des caisses de chômage n'a pas davantage ce caractère... Au contraire, un chef d'industrie, voulant ruiner un concurrent, ou des agitateurs politiques, désireux de jeter dans la rue, à un jour donné, une quantité considérable de peuple, s'osoient des ouvriers, afin qu'ils fassent cesser simultanément le travail dans un ou plusieurs ateliers ; les organisateurs d'une grève, pour triompher des résistances, affirment des faits qu'ils savent mensongers ; ils attribuent aux patrons des résolutions qui n'ont pas été prises ; ils annoncent le succès dans une ville voisine de prétentions analogues aux leurs, alors qu'il n'en est rien : ces divers cas constituent des manœuvres frauduleuses ».

Ainsi l'art. 414 vise les actes, non seulement des membres d'une coalition, mais encore des tiers qui s'intéressent à la coalition.

— Plus particulièrement, les menaces proférées par des journalistes par la voie de la presse, les manœuvres frauduleuses dont ils se sont rendus coupables en imprimant dans les feuilles publiques des affirmations mensongères, en vue d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail, et de forcer par là même la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, sont-elles réprimées par l'art. 414 ?

La qualité de journaliste de l'auteur de ces menaces ou manœuvres pourrait en faire douter. En effet, les

délits de presse sont réprimés par des textes spéciaux, par la loi du 29 juillet 1881.

Cependant, l'art. 414 demeure applicable même aux journalistes qui ont ainsi abusé de la liberté de la presse. On n'en saurait douter, car l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 a limité l'abrogation des textes antérieurs intéressant les journalistes aux délits prévus par les lois de presse proprement dites, et à, par suite, intégralement maintenu les dispositions du Code pénal ou des lois spéciales, relatives aux autres infractions qui peuvent être commises par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.

La question a été soulevée devant les tribunaux à propos du rôle joué par deux journalistes dans la grève de Decazeville en 1886. Les prévenus avaient été traduits devant la juridiction correctionnelle sous l'inculpation du délit prévu par l'article 414 : ils prétendaient être renvoyés devant la Cour d'assises, en vertu des articles 27 et 45 de la loi sur la presse. Le Tribunal et la Cour déclarèrent applicables les dispositions du Code pénal. Les juges invoquèrent l'argument ci-dessus présenté ; ils firent remarquer en outre qu'aucun texte de la loi de 1881 ne pourrait être appliqué aux faits rapportés, que ceux-ci ne sont pas réprimés par l'article 27, lequel suppose un trouble apporté par la fausse nouvelle à la paix publique <sup>1</sup>.

1. Montpellier, 20 mai 1886 (S. 86, II, 460.)

## II

### CONSÉQUENCES DE L'ABROGATION DE L'ARTICLE 416

Outre les délits prévus par les articles 414 et 415 la loi de 1864 avait réprimé certains faits. L'article 416 punissait d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à trois cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages, qui « à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ».

Ce texte complétait l'ensemble des mesures prises par le législateur en vue d'empêcher toute atteinte à la liberté du travail. Tandis que les articles 414 et 415 réprimaient les atteintes graves, l'article 416 visait les atteintes légères. La pensée du législateur a été clairement exposée, en effet, dans le rapport de M. Emile Ollivier. « L'atteinte à la liberté du travail peut être grave, dit-il, elle peut être légère ; punie dans les deux cas, elle le sera plus dans le premier que dans le second. C'est ce qui explique la différence entre la pénalité prononcée dans les articles 414 et 415, qui s'appliquent aux atteintes graves et celle établie dans l'article 416, qui n'a trait qu'aux atteintes légères. Les deux hypothèses doivent être examinées isolément. »

Le système de répression organisé par la loi du 25 mai 1864 s'analysait donc ainsi : la loi prévoyait

des atteintes graves et des atteintes légères à la liberté d'autrui, et, dans cette classification, elle s'était surtout préoccupée des conséquences de l'acte incriminé, non de la nature de cet acte. Les moyens employés, quels qu'ils fussent (violences, manœuvres frauduleuses, menaces), tendaient-ils à entraîner une cessation concertée de travail, une coalition ? L'atteinte est grave, la paix publique est compromise : les peines particulièrement graves édictées par l'article 414 sont applicables et peut-être même, s'il y a eu concert entre les auteurs du délit, l'article 415 devra-t-il être appliqué. Les mêmes moyens n'ont-ils eu pour effet que de porter atteinte à la liberté d'un ou de plusieurs individus, sans les obliger à participer à une coalition, l'atteinte est considérée comme légère et constitue le délit de l'article 416 <sup>1</sup>.

La loi du 21 mars 1884 a abrogé l'article 416 : quelles sont les conséquences de cette abrogation ?

Une conséquence est indéniable et incontestée.

La loi ne réprime plus le fait d'ouvriers ou de patrons qui se coalisent et conviennent entre eux d'observer certains règlements, s'imposent des amendes pour réprimer les infractions à ces règlements, décident l'exclusion de la société d'un d'entre eux.

Ces hypothèses étaient celles prévues par le législateur de 1884. M. Ribot les visait à l'exclusion de toutes autres, lorsqu'il proposait à la Chambre des députés et obtenait d'elle qu'elle votât le maintien des

1. Conclusions de M. l'avocat général Bedarrides au recueil de Sirey (Cass., 5 avril 1867 S. 68, I, 250).

articles 414 et 415 du Code pénal et l'abrogation de l'article 416. Il déclarait en effet : « En ce qui concerne l'article 416, il faut l'abroger, non seulement pour les syndicats professionnels, mais d'une façon générale, parce qu'il punit le concert pour amener la cessation du travail, lorsque ce concert se traduit par des amendes ou interdictions ; or, il est incontestable que, si vous donnez la liberté aux syndicats de s'organiser à l'état de lutte, il faut leur permettre de procéder, *au moins vis-à-vis de leurs membres*, par certaines sanctions, certaines amendes et interdictions, dont nous n'admettrons point la validité au point de vue du droit civil, mais qui, au point de vue du droit pénal, ne peuvent être l'objet d'aucune incrimination<sup>1</sup> ».

Et M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, lorsqu'il demandait au Sénat de voter l'abrogation de l'article 416, ne réclamait pas autre chose que la reconnaissance du droit des syndiqués de « tenir ce langage : Si tu n'acceptes pas la loi du syndicat, tu es condamné à en sortir ; tu es condamné à en perdre le bénéfice, tu es condamné à perdre tes cotisations »<sup>2</sup>.

Un acte plus grave est la mise en interdit d'un patron ou d'un ouvrier. C'est la mesure par laquelle le comité exécutif d'une grève ou le bureau d'un syndicat ouvrier interdit aux ouvriers d'un métier déterminé de travailler chez tel patron ou de travailler avec tel ouvrier. C'est encore la mesure par laquelle le

1. Chambre des députés, 18 mai 1881, *J. off.*, Déb. parl., p. 926, col. 5.

2. Sénat, 29 janvier 1884, *J. off.*, Déb. parl., p. 190, col. 2.

bureau d'un syndicat patronal fait défense à ses membres d'embaucher tel ouvrier.

Depuis la loi du 21 mars 1884, la mise en interdit n'est plus réprimée par l'article 416 du Code pénal, qui a été abrogé.

Mais ne sera-t-elle jamais considérée comme un délit ? Il faut faire, croyons-nous, plusieurs distinctions.

Au lendemain du vote de la loi sur les syndicats professionnels, M. Thaller écrivait : « Si l'art. 416 a disparu, l'art. 414 qui punit dans la grève les violences et menaces n'est pas touché par la loi nouvelle. Or, ce qui caractérise la mise à l'index, c'est qu'elle est accompagnée de sous-entendus sur le sens desquels l'intimé ne saurait se méprendre : il sait qu'à ne pas obéir il expose sa vie. La menace n'est pas expresse, mais elle existe <sup>1</sup>. » Nous devons immédiatement reconnaître la valeur de cette observation. Il se pourra qu'une mise en interdit soit accompagnée de menaces. Dans ce cas, la loi pénale sera applicable : celui qui a prononcé la mise en interdit sera frappé des peines édictées par l'art. 414, s'il a agi en vue d'« amener ou de maintenir une cessation concertée de travail » ; autrement, les peines édictées par les art. 305 et 307 du Code pénal pourront lui être infligées.

Mais M. Thaller semble trop pessimiste ; il paraît croire que la vie de l'individu mis en interdit est toujours exposée. Au contraire, les groupements ouvriers, à mesure qu'ils s'organisent,

1. THALLER, *Revue critique de législation*, 1884, p. 390 et 391

prennent toujours mieux conscience de leurs droits et conservent plus scrupuleusement le respect des droits d'autrui. Nous devons donc considérer maintenant les cas où la mise à l'index est prononcée sans être accompagnée d'aucune menace expresse ou sous-entendue.

En 1892, devant la Cour de cassation, M. le procureur général Ronjat affirma que l'arrêt de la chambre criminelle du 5 avril 1867 voyait dans la mise à l'index le délit prévu par l'art. 414, lequel n'avait pas été abrogé <sup>1</sup>. En 1896, M. l'avocat général Desjardins reprenait et développait la même théorie : « Aux termes d'un arrêt rendu le 5 avril 1867 par votre chambre criminelle, disait-il, les menaces, dont l'emploi, pour amener ou maintenir une cessation concertée du travail en vue d'une hausse ou d'une baisse de salaires ou d'une atteinte au libre exercice du travail ou de l'industrie, est réprimé par l'art. 414 du Code pénal, ne sont pas seulement les menaces de voies de fait caractérisées par les articles 305 et suivants du même Code, mais toutes celles qui peuvent aboutir à l'un de ces résultats ; par suite, les ouvriers qui, par la menace d'une désertion de l'atelier adressée au patron et suivie en effet d'une grève, obtiennent le congédiement d'un de leurs camarades mis en interdit par un comité directeur commettent le délit prévu par cet art. 414. Or, il n'est pas inutile de remarquer que la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels,

<sup>1</sup>1. Conclusions de M. le procureur général Ronjat, au recueil de Sirey. (V. Cass., 22 juin 1892 S. 95, 4 47, 3<sup>e</sup> col.).

en abrogeant l'art. 416 du Code pénal, a laissé subsister l'art. 414<sup>1</sup> ». Ni en 1892 ni en 1896, la Cour de cassation n'était appelée à statuer sur l'application de ce texte : elle n'avait à examiner que la légitimité d'une demande en dommages-intérêts. Il résulte cependant des déclarations produites par le ministère public que la mise à l'interdit pourrait être réprimée aujourd'hui sinon en vertu de l'art. 416, du moins en vertu de l'art. 414. Et cette théorie a été adoptée dans un considérant d'un jugement du tribunal de Paris<sup>2</sup>.

Au contraire, les auteurs admettent que la mise en interdit ne constitue jamais un délit pénal. Les motifs qu'ils en donnent sont les suivants : Le législateur de 1884, disent-ils, n'a certainement pas entendu faire œuvre vaine lorsqu'il a abrogé l'article 416 du Code pénal, lequel seul vise expressément les « amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté », et c'est réduire outre mesure l'intérêt de cette abrogation que de ne pas admettre la licéité de la mise à l'index. Ils ajoutent que la théorie précédente aboutit à une solution inadmissible : non seulement la mise à l'index constituerait un délit depuis l'abrogation de l'article 414, mais encore elle serait réprimée par une peine plus grave ! En effet, l'article 416 édictait un emprisonnement de six jours à trois mois et une amende de 16 francs à 300 francs, ou l'une de ces deux peines seulement, tandis que, si

1. Conclusions de M. l'avocat général Desjardins rapportées au recueil de Sirey. (V. Cass., 9 juin 1896, S. 1, 97, 28, 1<sup>er</sup> col.)

2. Trib. Paris, 3 févr. 1901 (D. 1901, 11, p. 427).

l'article 414 était reconnu applicable aujourd'hui, le délinquant pourrait se voir infliger jusqu'à trois ans de prison et 3.000 francs d'amende <sup>1</sup>.

En réalité, l'arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 1867 nous paraît avoir été inexactement interprété par les partisans de l'application de l'article 414 ; d'autre part, leurs adversaires, ont tort, croyons-nous, de s'appuyer sur la volonté présumée du législateur de 1884, qui ne semble pas avoir prévu cette manifestation de l'activité corporative.

Pour déterminer les pénalités applicables depuis l'abrogation de l'article 416, au cas de mise en interdit. Nous devons distinguer, avec le législateur de 1864, suivant le but que les auteurs de l'acte se proposent d'atteindre.

a) La mise en interdit n'est souvent qu'une violence légère, réprimée avant la loi du 21 mars 1884 par l'article 416, une proscription qui ne porte atteinte qu'aux intérêts d'un individu, qui ne trouble pas profondément la paix publique. On ne découvre dans la conduite des proscripteurs aucun des deux éléments constitutifs du délit prévu par l'article 414. Ainsi en sera-t-il le plus souvent lorsqu'une usine sera mise en interdit par les membres d'un bureau syndical ou d'un comité de grève. — Il n'y aura pas alors de manœuvre

1. GARRAUD, *Traité théorique et pratique du droit pénal*, t. V. p. 447 et 448. — PAUL BONCOUR, *Les rapports de l'individu et des groupements professionnels*, p. 240 et ss. — PIC, *Traité élémentaire de législation industrielle*, 2<sup>e</sup> édit, p. 193. — V. également les considérants de nombreux arrêts : Grenoble, 28 octobre 1890 (D. 91, II, 24) ; Nancy, 14 mai 1892 (D. 92, II, 453) ; Lyon, 2 mars 1894 (D. 95, II, 305) ; Lyon, 15 mai 1895 (D. 95, II, 310) ; Paris, 31 mars 1895 (D. 96, II, 184.)

frauduleuse, puisque la mise en interdit d'une usine n'est plus un délit pénal et que la jurisprudence ne le considère pas comme un délit civil. D'autre part, la mise d'une usine est une déclaration de grève, mais elle n'est pas une manœuvre tendant à « amener ou à maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. »

6) La mise en interdit n'est, dans d'autres hypothèses encore qu'une violence légère que visait l'ancien article 416 et qui n'est plus réprimée aujourd'hui. Ce sont les hypothèses dans lesquelles cette violence peut être considérée comme une manœuvre frauduleuse, mais ne tendant pas à amener une cessation concertée de travail. Telle est, par exemple, la mise en interdit d'un ouvrier, en dehors de toute grève, afin de le contraindre à adhérer à un syndicat ou de le punir d'avoir enfreint antérieurement les ordres d'un comité de grève. Telle est encore l'hypothèse de la mise en interdit d'un ouvrier par des patrons. — Nous voyons-là des manœuvres frauduleuses, puisque la jurisprudence considère que ces faits constituent des délits civils, mais ils n'ont pas pour but d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail.

La mise en interdit ou la simple menace de mettre en interdit devient une violence grave, qui motive l'application de l'article 414, dans certains cas où les deux éléments constitutifs du délit prévu par ce texte se trouvent réunis, lorsque : 1<sup>re</sup> elle doit être considérée comme une manœuvre frauduleuse, et 2<sup>e</sup> qu'elle tend

à établir ou à maintenir une cessation concertée de travail en vue de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Soit une mise en interdit prononcée contre tous les ouvriers d'une usine qui demeureront dans l'usine où travaille tel ouvrier, dont le renvoi est demandé au patron. Dans cette hypothèse, l'article 414 est applicable. En effet, il y a une manœuvre frauduleuse puisque la jurisprudence s'accorde à considérer la mise à l'index dans ce cas comme un délit civil. Et il y a, en même temps qu'une atteinte à la liberté de l'ouvrier, dont le renvoi est réclamé, une tentative d'établir ou de maintenir une cessation concertée du travail, puisqu'il y a mise en interdit conditionnelle de plusieurs ouvriers.

Antérieurement à la loi du 21 mars 1884, la jurisprudence n'appliquait l'article 414 au cas de mise à l'index que dans cette troisième série d'hypothèses. Dans l'arrêt précité de la Cour de cassation du 5 avril 1867, l'article 414 avait été appliqué, non parce qu'il y avait eu une mise en interdit d'une usine ou d'un ouvrier, mais de tous les ouvriers qui toléreraient l'admission de tel camarade dans une fabrique. On ne saurait nier que les conséquences de l'acte incriminé sont considérables dans une semblable hypothèse, et que la gravité des peines infligées s'explique, puisque la mise à l'index atteignait plusieurs ouvriers et déterminait la grève. Et d'autre part, on ne peut soutenir que la mise en interdit est punie plus rigoureusement depuis l'abrogation de l'article 416, puisque les actes visés par l'ancien article 416 ne sont pas réprimés.

— Un arrêt récent a fait une application particulièrement intéressante de l'art. 414 à la suite d'une mise en interdit prononcée contre un patron.

Par une délibération du 2 décembre 1899, le comité central de l'Union syndicale textile avait chargé le prévenu M... d'inviter les façonniers cardeurs de la ville de Vienne à refuser leur concours à l'usine Pascal Valluit, dont les ouvriers étaient alors en grève. La délibération ajoutait que, si les ouvriers cardeurs ne se conformaient pas à cette décision, on aviserait aux moyens à employer. A la suite de cette décision, le prévenu adressa à sept filateurs une lettre par laquelle il leur enjoignait expressément de ne pas travailler pour la maison Pascal Valluit, sous peine de se voir mettre à l'index par le syndicat. Au bas de cette lettre, dont ils s'est reconnu ensuite le seulet unique auteur, le sieur M... avait apposé comme signature le nom du sieur Martin, secrétaire du syndicat. A la réception de cette lettre, les sept industriels eurent une réunion dans laquelle, se rendant compte de la gravité de ces menaces, ils convinrent de s'incliner, et effectivement ils refusèrent les offres de la maison Pascal Valluit, vis-à-vis de laquelle plusieurs d'entre eux avaient déjà pris des engagements.

Le Tribunal correctionnel de Vienne infligea au prévenu les peines édictées par l'art. 414. Il affirmait<sup>1</sup>

1. Trib. corr. de Vienne, 7 juin 1900. (*Le Droit*, 14 juillet 1900.)

« Attendu tout d'abord, lit-on dans le jugement, que la lettre comminatoire a inspiré aux patrons qui l'ont reçue la crainte justifiée d'une mise en grève de leurs ouvriers, et les a ainsi déterminés à renoncer à entreprendre un ouvrage absolument licite; qu'un tel

qu'il y avait de la part du signataire de la lettre une « manœuvre frauduleuse » ; que, dans l'espèce, la mise en interdit ne pouvait être qualifiée autrement, puisqu'elle portait atteinte à la liberté du patron de gérer son industrie. D'autre part, il y avait tentative de « maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer » la hausse du salaire, puisqu'il y avait dans l'esprit du signataire de la lettre le désir d'encourager les ouvriers en grève de la maison Pascal Valluit.

Cette décision nous paraît très juridique, mais elle a de graves conséquences économiques : elle tend à entraver la grève sympathique, entreprise simultanément par les ouvriers de plusieurs professions ou de plusieurs ateliers afin de soutenir les revendications des ouvriers d'une profession ou d'un atelier.

### III

#### ARTICLE 419 DU CODE PÉNAL

Une forme de la coalition que les lois réprimaient dans l'ancien droit avec une sévérité particulière est l'accaparement. Dans l'ancienne organisation corporative, où l'exercice des métiers n'était pas libre, où le

procédé d'intimidation est au premier chef une menace dans le sens de l'art. 414 du Code pénal, le texte de la loi n'exigeant nullement une menace de mort, de voies de fait ou d'incendie ; que, si la mise à l'interdit d'une usine ne tombe pas sous l'application de la loi pénale, la menace de recourir à cette manœuvre illicite, susceptible de fausser les rapports du capital et du travail, est à elle seule suffisante pour constituer le premier élément du délit réprimé par l'art. 414....»

nombre des chefs d'industrie était restreint, la production limitée par des règles strictes, les communications assez difficiles, des tentatives d'accaparement pouvaient aisément se produire. Et les textes anciens punissaient de peines très fortes l'accaparement des denrées de première nécessité.

Deux articles du Code pénal actuel rappellent les sévérités du législateur de l'ancien régime contre les accapareurs. L'art. 419 réprime les tentatives d'accaparement. Et l'art. 420 aggrave les pénalités au cas où les accapareurs ont pratiqué leurs manœuvres sur les « grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson. »

L'analyse de l'art. 419 permet de distinguer deux délits, contre lesquels le législateur édicte la même peine.

Constitue un délit le fait de semer des bruits faux ou calomnieux dans le public ou de proposer des sur-offres au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, lorsque, grâce à l'emploi de ces moyens frauduleux ou d'autres analogues, la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou de papiers et effets publics se sera produite au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce. — On ne saura douter qu'il y a là un délit, et que les peines prononcées par l'art. 419 sont applicables aujourd'hui aux auteurs de semblables manœuvres.

Constitue également un délit, aux termes de l'article 419, le fait d'opérer la hausse ou la baisse des prix « par réunion ou coalition entre les principaux

détenteurs d'une même marchandise, tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix ».

L'incrimination de ce dernier fait semble difficile à expliquer dans l'organisation industrielle de la société contemporaine. En effet, l'accaparement n'est guère à redouter : les moyens de communication sont multiples et rapides; l'industrie s'exerce librement; la concurrence est active, elle paraît même ruineuse pour beaucoup de producteurs, « pour les propriétaires dont les capitaux engagés ne rapportent plus rien, pour les ouvriers dont le salaire a dû être de plus en plus réduit, pour l'acheteur lui-même qui ne trouve plus la qualité qu'il estimait et qu'il a fallu abandonner par raison d'économie<sup>1</sup> ». La nécessité est apparue même de créer des *ententes*, *coalitions* ou *syndicats de producteurs*, afin d'entraver une lutte trop meurtrière. Depuis 20 ans, ces ententes se sont multipliées avec une rapidité très grande, parce qu'elles répondent à un besoin pressant.

Et on doit se demander si les lois nouvelles qui ont favorisé le développement des coalitions et des syndicats n'abrogent pas implicitement l'article 419, en ce qu'il vise « la réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix ». La loi du 25 mai 1864, qui affirma le droit de coalition, et la loi du 21 mars 1884, qui organisa les syndicats professionnels, n'ont-elles pas abrogé partiellement l'article 419 ?

1. GRÜNER, *Rapport sur les syndicats professionnels*. (Réforme sociale, 1884, p. 167.)

Certains auteurs l'ont affirmé. La légalité de la coalition des principaux détenteurs d'une marchandise, qui s'entendent pour ne vendre cette marchandise qu'à un certain prix, découle, d'après M. Boullay, de la loi de 1884 tout entière, qui, « en abrogeant par son art. 1<sup>er</sup> la loi de 1791 et l'art. 416 du Code pénal, rend ainsi facultatives les coalitions entre patrons et ouvriers, et qui, dans les art. 3 et 5, donne pour but aux syndicats la défense des intérêts industriels <sup>1</sup> ».

Il semble difficile, dit M. Jay <sup>2</sup>, d'accepter cette théorie hardie. En effet, si les principes de notre droit permettent de considérer comme abrogées des dispositions qui n'ont été l'objet d'aucune abrogation expresse, du moins faut-il que le texte ancien soit absolument inconciliable avec la législation nouvelle : *Posteriores leges ad priores pertinent, nisi contrariæ sint*. Or, la crainte de l'application de l'art. 419 pourra gêner les syndicats professionnels dans le développement de leur activité ; mais on ne saurait prétendre que ceux-ci ne peuvent, sans recourir aux coalitions réprimées par ce texte, faire œuvre bonne et utile.

Ne pourrait-on du moins soutenir que l'article 419 est inapplicable lorsque la coalition visée par ce texte est le fait des membres d'un syndicat, organisé conformément à la loi, et que nul autre producteur n'a donné son adhésion ni promis son concours ? La Cour de cassation décide que les membres d'une société commerciale qui réunissent leurs capitaux et leur

1. BOULLAY, *Code des syndicats professionnels* n° 155 et ss.

2. JAY, Note au *Recueil de Sirey*. (V. Paris, 28 févr. 1888, s. p. 89 et 49.)

industrie ne peuvent être frappés des peines portées par l'article 419, lors même que la constitution de cette société aurait amené la baisse du prix de certaines marchandises, parce qu'elle ne forme pas une coalition, qu'elle ne constitue légalement qu'une seule personne morale <sup>1</sup>. Peut-être y aurait-il lieu d'étendre la décision de la Cour de cassation au cas où un concert est formé par les membres d'un syndicat, parce que le syndicat professionnel ne forme qu'une personne morale, quel que soit le nombre de ses adhérents.

En réalité, il ne nous semble pas que la décision de la Cour de cassation, relative à une société de commerce, puisse être étendue à un syndicat de producteurs. En effet, le syndicat a été créé pour l'étude et la défense des intérêts professionnels, non pour être fabricant ni commerçant. Il ne peut donc remplir le rôle d'un de ces détenteurs de marchandise que vise la législation pénale. Nous verrons que le syndicat forme une personne morale entièrement distincte de la personne juridique des syndiqués, que le législateur a limité étroitement les droits que confère aux syndicats la qualité de personne morale, que l'individualité de ses membres comme détenteurs d'une marchandise demeure entière malgré leur adhésion <sup>2</sup>.

D'ailleurs, nous devons noter que la jurisprudence, lorsqu'elle applique l'article 419, prend en considération les conditions économiques actuelles. Elle s'ins-

1. Cass., 26 janv. 1858 (S. 58. I, 241).

2. Note précitée de M. Jay.

pire des sentiments que le tribun Faure exprimait dans son rapport sur l'article 419 lors du vote : « La disposition ne peut s'appliquer à ces spéculations franches et loyales qui distinguent le vrai commerçant : celles-ci, fondées sur des réalités, sont utiles à la société. Loin de créer tour à tour les baisses excessives et les hausses exagérées, elles tendent à les contenir dans les limites que comporte la nature des circonstances, et par là servent le commerce en le préservant des secousses qui sont toujours funestes ». La jurisprudence affirme qu'on ne saurait appliquer l'article 419 aux ententes entre producteurs qui ont pour but « non de surélever le cours de leurs produits en leur attribuant une hausse factice, mais d'empêcher leur avilissement en atténuant les ardeurs et les effets de la concurrence locale <sup>1</sup> ».

1. Grenoble, 1<sup>er</sup> mai 1894 (S. 94, II, 227.) — Voir Paris, 14 avril 1891 (S. 92, II, 151). — BOULLAY, *Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels*, n° 535. — PERCEROU, *Des syndicats de producteurs*. (*Annales de Droit commercial*, août 1897, p. 280.)

---

## CHAPITRE II

### Le droit de coalition et les obligations contractuelles

La coalition entraîne souvent la rupture des rapports contractuels entre patrons et ouvriers. Comment donc se concilie le droit de coalition avec le droit né du contrat ?

Pour résoudre cette difficulté, nous nous inspirons de la pensée exprimée devant la Cour de cassation par M. l'avocat général Feuilloley : « Si le droit de grève est reconnu par la loi en ce sens que son exercice normal n'a pu entraîner de répression pénale, le droit de grève ne peut cependant avoir pour conséquence de porter atteinte aux principes généraux du droit civil qui assurent le respect des conventions librement consenties <sup>1</sup>. » En effet, si le législateur a reconnu le droit de coalition, il n'a point manifesté la volonté de modifier aucun des principes fondamentaux du droit civil.

Nous nous poserons successivement deux questions :

Quelles conditions impose à l'exercice du droit de coalition l'existence d'un contrat de travail ?

Quelles règles, parmi celles qui composent la théorie du contrat de travail, assurent à chacune des parties, patron et ouvrier, le libre exercice de droit de coalition.

1. *Annales du musée social*, 1902, p. 177.

I

QUELLES CONDITIONS IMPOSE A L'EXERCICE DU DROIT DE  
COALITION L'EXISTENCE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL ?

En fait, la grève est la cessation du travail par les ouvriers. Le *lock out* est la cessation par le patron de ses obligations. Par la déclaration de grève ou de *lock out* les ouvriers ou patrons affirment ne plus vouloir accomplir les obligations que leur impose le contrat de travail

En droit, l'inexécution des obligations s'explique différemment suivant les hypothèses et comporte, suivant les cas, l'application de règles juridiques diverses.

Une première théorie voit dans le *lock out* ou la grève un acte de résiliation du contrat de travail. Il aurait toujours ce caractère, quelle que soit sa cause.

La conséquence nécessaire de cette idée est que toutes les règles qui s'imposent au cas de résiliation de contrat de travail, s'appliqueront toujours en cas de *lock out* ou de grève. Cette conséquence s'impose, dit-on, car le législateur de 1864, s'il a permis l'exercice du droit de coalition, n'a pas voulu apporter de dérogation aux règles du droit civil relatives à la rupture du contrat. Et puis, comment concevoir que, si un ouvrier ou un patron, pris individuellement, n'a pas le droit de rompre le contrat de travail sans observer certaines conditions, certaines règles relatives aux

délais par exemple, ce droit appartienne à plusieurs personnes se mettant simultanément en grève? Comment admettre que la responsabilité qu'une personne peut encourir en rompant le contrat de travail, disparaisse pourvu qu'un certain nombre d'autres personnes fassent de même et en même temps? Ne serait-ce pas là une conception aussi étrange que celle en vertu de laquelle, avant la loi de 1864, le droit appartenant à une personne de dénoncer dans certains délais d'usage le contrat de travail, disparaissait si d'autres voulaient l'exercer en même temps. « Il ne vaudrait vraiment pas la peine d'avoir rayé de nos codes cette choquante anomalie pour la remplacer par une autre tout à fait analogue <sup>1</sup>. »

La jurisprudence semble disposée à accepter cette théorie.

Ainsi donc, les règles relatives à la résiliation du louage de services et écrites dans l'art. 1780 du Code civil seraient toujours applicables au cas de grève ou de *lock out*.

Si l'ouvrier et le patron ont conclu un contrat à durée déterminée, ils ne pourront déclarer la grève ou le *lock out* qu'au terme de leurs engagements.

S'ils sont liés par un contrat à durée indéterminée, ils doivent déclarer leur volonté de se dégager de leurs engagements, de faire grève ou de procéder à un *lock out*, dans les délais de congé déterminés par le

1. Pierre LEROY-BEAULIEU. *Le droit de grève et le contrat de travail* (*L'Economiste français*, 4 janv. 1902, p. 6). — BOULOC, *Les grèves et le droit commun*. — ANDRÉ et GUIBOURG, *Le Code ouvrier*.

contrat ou par les usages. La jurisprudence a maintes fois rappelé cette condition de l'exercice du droit de coalition, et elle condamne à des dommages-intérêts le patron ou l'ouvrier qui ne la respecte pas. La Cour de cassation a affirmé le principe dans un arrêt du 18 mai 1902 <sup>1</sup>. Lors d'une grève des ouvriers du bâtiment à Montbéliard, un ouvrier serrurier, pour se solidariser avec les grévistes, se mit aussi en grève, abandonnant brusquement son travail. La grève ne dura que quelques jours. Quand elle fut terminée, l'ouvrier demanda à reprendre sa place à l'atelier. Le patron refusa. L'ouvrier l'assigna en paiement d'une indemnité de 8 jours pour renvoi sans préavis dans les délais d'usage ; le patron résista par une demande en 150 francs de dommages-intérêts. Pour les mêmes motifs, le juge de paix d'abord, puis le Tribunal civil en appel, rejetèrent la demande de l'ouvrier et accueillirent partiellement celle du patron, au profit duquel l'ouvrier fut condamné à payer 28 francs, montant d'une semaine de salaires. Le pourvoi de l'ouvrier fut rejeté par la Cour de cassation : « Attendu qu'il est en effet constaté par le jugement attaqué que, d'après l'usage existant à Montbéliard, le patron comme l'ouvrier doivent se prévenir une semaine à l'avance de leur intention de rompre le contrat de travail ; *que d'autre part la grève, quelque légitime qu'en fût l'exercice, ne laissait pas moins les parties dans les liens de l'engagement qu'elles*

1. Cass., 18 mai 1902, *Annales du Musée social*, 1902, p. 178. — Voir également Trib. comm. de Lyon, 12 janv. 1900 (D. 1900, 11, 199).

*avaient pris d'observer entre elles les délais d'usage* <sup>1</sup> ... »

Enfin, l'article 1780 impose d'autres conditions encore à la résiliation du louage. Nous devons préciser ces conditions ; qu'il nous suffise pour l'instant de rappeler comment la Cour de cassation les détermine. Elle affirme « que le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes, mais que cette résiliation peut donner lieu à des dommages, lorsque la partie qui en est l'auteur a fait de son droit un usage *abusif et préjudiciable* » <sup>2</sup> ». Ainsi la résiliation du contrat de travail peut toujours avoir lieu, mais la partie qui résilie doit observer indépendamment des délais de congé certaines conditions : elle ne doit pas exercer son droit d'une façon abusive et préjudiciable. Or, les partisans de la théorie que nous exposons affirment que la partie qui déclare la grève ou le *lock out* doit respecter ces conditions, toujours et quelle que soit la cause de la grève ou du *lock out*.

Cette théorie présente un grave inconvénient : elle tend à paralyser l'exercice du droit de coalition dans un grand nombre de cas.

1. V. également Trib. de comm. de Tarare, 30 déc. 1890 (*France judiciaire*, 1894, p. 101). — Trib. civ. de Montbéliard, 25 juillet 1900 (*Revue prat. de dr. ind.*, 1900, 243). — Trib. de paix, XI<sup>e</sup> arr. de Paris, 27 déc. 1899 (*Revue prat. de dr. ind.*, 1900, p. 11). — Conseil des prud'hommes de St-Quentin, 1902 (*Musée social, Annales*, 1902, p. 172).

2. Cour de cass., 28 juillet 1897 (S. 99, 1, p. 37).

Une autre théorie a été esquissée par M. Esmein dans une note au recueil de Sirey. Elle conduirait à de tout autres solutions.

La grève serait simplement une suspension d'exécution des clauses du contrat, autorisée par la loi, lorsqu'elle se justifie par des considérations d'intérêt professionnel, mais non point une rupture véritable : l'objectif des grévistes est, en effet, de réintégrer en masse l'établissement industriel après l'obtention des réformes qu'ils ont demandées <sup>1</sup>.

La conséquence nécessaire de cette théorie est que la grève, et nous dirons aussi le *lock out*, quoique M. Esmein n'en parle pas, peuvent être déclarés sans l'observation d'aucune condition imposée par le contrat de travail au cas de rupture du contrat, d'aucun délai de congédiement. — Notons d'ailleurs que M. Esmein apporte lui-même à cette règle certaines restrictions. Il admet que toute grève n'est pas licite : « La grève, irréprochable, dit-il, si on la considère isolément et en elle-même, ne saurait justifier l'acte de menace et de pression, attentatoire à la liberté du patron, qu'elle a pour but unique de corroborer et de rendre efficace. » Et M. Esmein reconnaît qu'une grève qui ne serait pas « irréprochable » ne saurait être entreprise brusquement et sans l'observation des délais de congé.

En réalité, il faut, croyons-nous, distinguer suivant les hypothèses.

1. ESMEIN, *Note au recueil de Sirey* (V. Cass., 29 juin 1897, S. 98, I, 21).

On convient qu'en fait la grève ou le *lock out* se caractérisent par ce qu'ils sont la négation de tous rapports contractuels entre patrons et ouvriers.

Les uns et les autres cessent d'exécuter les obligations imposées par un contrat antérieur.

Reportons-nous donc à la théorie des obligations. En droit, l'inexécution par une partie de ses obligations est soumise à des règles différentes suivant les hypothèses. Elle est illégitime lorsqu'elle constitue un manquement coupable aux conventions ; elle est légitime, au contraire, mais sous des conditions diverses, dans les cas suivants :

1° Elle est légitime lorsqu'elle s'explique par un cas fortuit ou une force majeure, elle n'engage pas alors la responsabilité du débiteur.

2° L'inexécution des obligations peut s'expliquer encore par la volonté de résilier le contrat. Cette volonté est légitime lorsque la loi autorise la résiliation du contrat par la volonté unilatérale des parties. Ainsi, l'article 1780 § 2 déclare que : « Le louage de services fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. » La résiliation du contrat de mandat (art. 2003), du contrat de société (art. 1805 § 5) peut être opérée également par la volonté d'un seul des contractants. Elle est alors soumise à certaines conditions propres à sauvegarder les intérêts de l'autre partie.

3° L'inexécution des obligations peut s'expliquer encore par l'inexécution des obligations de l'autre partie.

En effet, il se peut que l'une des parties ne soit pas

disposée à exécuter ses engagements : l'autre est dispensée alors de remplir les siens. Elle a une action pour réclamer en justice la résolution. Ou bien elle peut maintenir le contrat et subordonner l'exécution de ses obligations à l'exécution des engagements de l'autre partie ; et, dans ce cas si elle est poursuivie, elle a : 1° une exception pour faire résoudre le contrat ; 2° une exception *non adimpleti contractus* pour repousser la demande sans faire résoudre le contrat. — Ces solutions ne peuvent, croyons-nous, faire difficulté. En effet, l'article 1184 du Code civil affirme que « la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement ». D'autre part, on ne saurait nier l'existence, en droit français, de l'exception *non adimpleti contractus*. Sans doute la résolution est l'arme courante offerte par la législation française à la partie qui est prête à s'exécuter, et le principe de l'exception de contrat inexécuté n'est posé nulle part sous forme de règle générale ; mais cette exception existe sous le nom de droit de rétention, le Code civil en a consacré certaines applications<sup>2</sup> et on peut tirer la preuve de son existence de l'article 1184 par un argument *a fortiori*.

De même il se peut que l'une des parties consente à exécuter ses obligations, mais non pas d'une façon

1. SALEILLES, *Essai d'une théorie générale de l'obligation*. — SALEILLES, *Du refus de paiement pour inexécution du contrat* (*Annales de droit commercial*, 1895, p. 24 et s.) — PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 2<sup>e</sup> édit. 1902, p. 293

2. Voir Code civil, art. 1612, 1655, 1749, etc.

intégrale ou conforme aux conventions et à l'équité. L'autre partie a le droit strict d'intenter l'action en résolution ou d'opposer, si elle est poursuivie, soit l'exception de résolution du contrat, soit une exception semblable à l'exception *non adimpleti contractus*, à savoir l'exception *non rite adimpleti contractus* <sup>1</sup>.

Appliquons ces distinctions aux cas de grève ou de *lock out*.

Dans ces cas l'inexécution du contrat de travail peut être causée par plusieurs des motifs exposés. Elle ne saurait être considérée comme résultant d'un cas fortuit ou d'une force majeure; mais elle peut s'expliquer 1<sup>o</sup> par la volonté de résilier le contrat et d'en conclure un nouveau, en modifiant certaines clauses, ou 2<sup>o</sup> par l'inexécution des obligations de l'autre partie.

La grève ou le *lock out* s'expliquent par la volonté de résilier le contrat lorsque les ouvriers élèvent la prétention de toucher un salaire plus élevé que le salaire antérieurement déterminé, qu'ils réclament une réduction de la journée de travail, lorsque les patrons se sont entendus pour abaisser le taux des salaires, etc. Dans ces diverses hypothèses, la déclaration de grève ou de *lock out* doit être faite comme toute rupture du contrat de louages : l'exercice du droit de coalition est soumis aux mêmes conditions que l'exercice du droit de résiliation.

La grève se justifie d'autre part parce que le patron ne remplit pas ses obligations conformément aux

1. SALEILLES, *Du refus de paiement pour inexécution des contrats* (Annals de droit commercial 1893 p. 29).

clauses expresses ou tacites du contrat ou à la bonne foi, parce que la compagnie ne paie pas les primes promises suivant le tarif convenu, ou que le patron impose aux ouvriers un contremaître injuste, ou qu'il s'efforce, par des manœuvres diverses, de causer à ses ouvriers un tort grave et injustifié, par exemple de ruiner leur syndicat, qu'il congédie les ouvriers dont il apprend l'affiliation. Et le *lock out* peut être décidé également en raison du manquement des ouvriers à leurs obligations, parce que ceux-ci pratiquent le « sabotage », par exemple. La grève ou le *lock out* peuvent être alors déclarés à la seule condition que les motifs invoqués soient sérieux et justes. Les grévistes ou les patrons qui déclarent le *lock out* se trouvent dans la situation d'un contractant qui ne consent à remplir ses engagements qu'autant que l'autre partie remplira ces obligations intégralement et de bonne foi, qui ne demande pas la résolution du contrat, mais oppose l'exception *non adimpleti contractus* ou l'exception *non rite adimpleti contractus*.

Nous devons considérer chacune de ces deux grandes séries d'hypothèses successivement, afin de préciser les conditions qui s'imposent suivant les cas à l'exercice du droit de coalition.

Supposons d'abord que le droit de coalition a été exercé afin d'amener l'autre partie à consentir quelque modification au contrat de travail, ou à accepter quelque addition, ou à obéir à quelque injonction nouvelle, de telle sorte que les obligations contractuelles soient aggravées. Dans ce cas, les conditions

imposées au cas de résiliation du contrat doivent être observées, c'est-à-dire que : 1° un congé doit être donné d'avance, dans les délais de résiliation. 2° ce congé ne doit pas être abusif et préjudiciable.

1° Un congé doit être donné dans les délais imposés pour la résiliation du contrat de travail.

Ces délais sont déterminés par le contrat ou par les usages. Ils sont parfois très longs, car les usages varient suivant les industries et les pays. Ainsi, en 1891, les ouvriers verriers d'Hirson se mirent en grève après avoir donné quinze jours à la direction pour obéir à leurs injonctions. Le juge de paix les condamna solidairement à payer une provision de 1.000 francs et à reprendre immédiatement le travail, à peine d'une indemnité de 6 francs par jour de retard, pendant 15 jours, parce que, disait ce magistrat, si l'on tient compte des usages de la verrerie, un congé de 15 jours n'est pas suffisant et paraît indispensable, en cette matière, que l'engagement dure jusqu'à l'extinction des fours <sup>1</sup>.

2° Par application de l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890, la jurisprudence décide que la résiliation du contrat de travail ne doit pas être exercée « d'une façon abusive et préjudiciable ».

Il importe de préciser quelle condition nouvelle a été imposée par la loi du 27 décembre 1890 à l'exercice du droit de résiliation et doit être observée

1. HIRSON, 17 oct. 1891 (*Rev. de lég. des mines*, 1892, p. 183). Charleroi, Conseil des prud'hommes, 19 mai 1890 (*Ibid.* 1890, p. 5).

au cas de grève ou de *lock out*. Le texte de la loi est peu précis et la jurisprudence semble encore hésitante lorsqu'elle l'interprète.

Avant cette loi de 1890, on décidait qu'un congé ne pouvait être donné licitement et sans engager la responsabilité civile que d'après les usages en cours, en respectant les délais habituels. Mais la jurisprudence était fixée en ce sens que l'observation des délais était la seule condition, que celui des contractants qui résiliait en observant les délais d'usage ne devait jamais réparation. S'il y avait à la vérité quelque divergence sur ce point dans les décisions des cours d'appel<sup>1</sup>, la Cour de cassation n'avait point varié<sup>2</sup>.

Les discussions parlementaires qui précédèrent le vote de la loi furent très confuses. Les premières propositions qui se firent jour, concernaient les chauffeurs et mécaniciens des chemins de fer arbitrairement révoqués par les compagnies ; elles tendaient à leur faire reconnaître le droit de reprendre les sommes à eux retenues en vue des caisses de retraite, et à leur assurer une indemnité en raison de la révocation arbitraire. Le projet de loi spécial aux employés de chemins de fer fut voté par la Chambre des députés, puis transmis au Sénat. Alors la commission chargée de son examen lui substitua une proposition très générale,

1. Lyon, 26 nov. 1867 (S. 68, II, 223) — Paris, 17 août 1872 (S. 72, II 183). — Chambéry, 8 juin 1872 (S. 72, II, 275). — Paris, 11 janvier 1887 S. 87, II, 80).

2. Cass., 8 fév. 1839 (D. 59-1, 57). — Cass. 31 août 1861 (D. 61, 1, 572). Cass. 24 janvier 1863 (D. 63, I, 40) — Cass., 3 fév. 1872 (P. 72, I, 152). Cass. 3 août 1873 (S. 73, I, 470). — Cass. 10 mai 1875 (S. 75, I, 264). Cass. 4 août 1879 (S. 80, I, 53). — Cass. 2 mai 1881 (S. 82, I, 504).

s'étendant à tous les contrats de travail à durée indéterminée. Cependant la Chambre des députés demeurait préoccupée de la situation des ouvriers des chemins de fer plus particulièrement. Il est donc difficile de préciser la portée de la réforme opérée.

D'autre part, le législateur semble avoir considéré exclusivement le renvoi de l'ouvrier par le patron, s'être préoccupé uniquement de protéger l'ouvrier contre le renvoi motivé par un simple caprice. Mais il n'a pas précisé ce qu'il entendait par des « motifs légitimes » de résiliation ; et il n'a pas envisagé les conséquences du congé donné par l'ouvrier, il affirmait vaguement le principe de l'égalité<sup>1</sup>.

Enfin, des affirmations gravement discordantes et même contradictoires ont été produites à la tribune relativement à la portée de la réforme opérée. En effet, M. Cuvinot, rapporteur au Sénat, déclarait : « Ce que votre commission vous propose, c'est de consacrer par un texte de loi les décisions de la jurisprudence. » Il affirmait encore que le projet devait « compléter », mais non pas « modifier » l'article 1780. Au contraire,

1. Discours de M. Tolain au Sénat le 20 fév. 1888 (Sénat, *J. off.* du 21 fév. 1888, déb. parl., p. 173) et le 27 nov. 1890 (Sénat, *J. off.* du 22 nov. 1890, Déb. parl. p. 179). Rapport Poincaré (S, lois annotées de 1891, p. 131). Discours de M. Cuvinot au Sénat (*J. off.*, du 26 nov. 1890, Déb. parl., p. 1069). Discours de M. Lacombe (Sénat, *J. off.* du 28 nov. 1890, Déb. parl. p. 1086.)

2 Rapport de M. Cuvinot, (Sénat, *Doc. parl.*, 25 juin 1885, annexes, p. 260, col. 5.) Nous en rapprochons cette déclaration faite par le rapporteur à la Chambre des députés, M. Poincaré : « Nous ne donnons pas, en réalité, aux tribunaux une faculté nouvelle; nous leur donnons l'exercice plus libre, plus rationnel, de la faculté qu'ils ont déjà, mais qui est gênée par les mailles trop étroites de l'article 1780. »

M. Léon Renault s'exprimait en ces termes au Sénat, le 25 novembre 1890 : « Que veulent dire ces mots : Peut donner lieu à des dommages-intérêts ? Ils ne peuvent avoir qu'une signification, c'est qu'il y aura lieu à des dommages-intérêts si la rupture du contrat voulue par une seule des parties contractantes, n'est pas appuyée de motifs légaux... C'est une innovation dont la portée est considérable, car, dorénavant, dans la matière du louage d'ouvrage et d'industrie, le pouvoir de l'une des parties de rompre le contrat est subordonné à l'existence de motifs légaux <sup>1</sup>. »

La jurisprudence décide que, depuis la loi de 1890, il peut y avoir un usage « abusif » du droit de résiliation, que l'usage en peut être réputé « abusif » lors même que le congé a été donné dans les délais.

Elle reconnaît qu'il y a abus lorsque le renvoi est brusque, et qu'il n'est pas fondé sur un motif légitime. Cette double condition se trouve nettement indiquée dans diverses décisions de la Cour de cassation : « L'ouvrier congédié brusquement par le patron auquel le liait un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, ne peut, en l'absence de convention ou d'usages contraires, obtenir des dommages-intérêts que s'il prouve, en même temps que le préjudice qui lui a été causé, la faute que le patron, aurait commise en abusant du droit qui lui appartient de résilier le contrat par sa seule volonté » <sup>2</sup>. — Nous

1. *J. off.*, du 26 nov. 1890, Déb. parl., Sénat, p. 1074, 2<sup>e</sup> col. — Voir également les discours de M. Yves Guyot (*ibid.* p. 1072), de M. Bernard (*J. off.* du 28 nov. 1890, Déb. parl. p. 1084), de M. Trarieux (*ibid.*, p. 1090).

2. Cass. 2 mars 1898, 19 juin 1897 (S. 99, 1, 53). Note de M. Appert.

reconnaissons que ce terme de « faute » est encore peu précis. Il indique que le patron est responsable à la seule condition qu'il y ait quelque défaillance dans sa conduite, qu'à tout le moins un caprice puisse lui être reproché. Quant à l'appréciation de sa conduite, des motifs du renvoi, les tribunaux admettent aisément leur légitimité <sup>1</sup>.

Il convient de faire application des règles posées par la loi du 27 décembre 1890 au cas de grève ou de *lock out*.

Si nous acceptons l'interprétation admise par la jurisprudence de la Cour de cassation, nous dirons que l'ouvrier ni le patron ne peuvent résilier le contrat de travail brusquement et sans « motif légitime », de façon à porter préjudice à leur cocontractant, lors même que le contrat et les usages n'imposent aucun délai. De même les ouvriers ne peuvent se mettre en grève et les patrons ne peuvent prononcer un *lock out* général, dans le but d'obtenir une modification des clauses du contrat, sans observer ces conditions. Ils ne sauraient entrer en grève brusquement ou faire exécuter brusquement le *lock out*, lors même que les contrats ou les usages autoriseraient une résiliation brusque, si leur réclamation tendait à modifier ou aggraver les dispositions du contrat.

L'inobservation de ces conditions les rend passibles d'une condamnation à des dommages-intérêts. L'étendue de l'indemnité devrait être calculée comme

1. Douai, 11 mai 1892 (S. 94, I, 193). — Montpellier, 8 nov. 1892 (D. 94, II, 594). — Rouen, 29 déc. 1894 (S. 95, I, 166).

elle l'est au cas de résiliation non concertée du contrat. Mais on remarquera qu'en raison de l'entente existant entre grévistes ou entre patrons, la partie lésée aura subi un préjudice particulièrement considérable dont il sera dû réparation intégrale. En effet, au cas de grève, le patron est dans l'impossibilité de retrouver rapidement des ouvriers, non seulement parce que les ouvriers de la corporation chôment, mais encore parce qu'il est difficile d'en trouver en même temps un grand nombre. De même, si les patrons ont déclaré un *lock out* général, il devient plus difficile aux ouvriers de se procurer du travail.

Dans une seconde série d'hypothèses, le *lock out* et la grève sont motivés, non par le désir de résilier le contrat, mais par ce fait que les ouvriers ou les patrons n'exécutent pas leurs obligations.

Certaines d'entre les obligations imposées à l'employeur et à l'employé sont exprimées dans le contrat de travail; certaines autres sont tacites ou imposées par les usages. Il est difficile de déterminer avec précision quelles obligations les mœurs et les coutumes imposent à chaque partie. Mais il est possible de donner quelques exemples.

Si une compagnie refusait, en dépit des réclamations de ses ouvriers, de leur verser une prime promise antérieurement, les ouvriers pourraient se mettre en grève afin de la contraindre à remplir ses engagements.

Nous avons signalé un autre exemple qui n'est pas sans présenter quelque difficulté. C'est, croyons-

nous, dans l'état actuel des mœurs, un devoir strict pour le patron de ne point violer le droit d'association des ouvriers, les intérêts du syndicat. Nous décidons en conséquence que, si les ouvriers se mettent en grève pour protester contre les manœuvres d'un patron qui s'efforce de ruiner l'influence du syndicat, qui exige des ouvriers embauchés par lui l'engagement de ne pas s'affilier, la grève ne doit pas être considérée comme opérant résiliation du contrat de travail.

De même, il serait contraire à la bonne foi, qui doit régner dans les rapports entre cocontractants, que le patron congédie tels ouvriers désignés arbitrairement par lui à chaque période de chômage, et refuse un arrangement en vertu duquel les heures de travail seraient réduites pour tous les ouvriers. Il y aurait, dans le refus opposé à cette convention, une menace pour tous les ouvriers, un manquement aux devoirs patronaux. Une grève entreprise afin de contraindre le patron à l'accepter devrait, semble-t-il, être considérée, non comme opérant résiliation du contrat de travail, mais comme motivée par le refus du patron de remplir ses obligations.

D'autre part, le *lock out* général prononcé par tous les patrons d'une ville et d'un corps de métier, à la suite d'une décision de leurs ouvriers de procéder au « sabotage » ou gaspillage de la matière première, serait soumis aux mêmes règles.

Dans ces hypothèses et dans les autres hypothèses semblables, la grève et le *lock out* peuvent être déclarés brusquement, et à la seule condition que le grief

invoqué soit exact et qu'il existe un préjudice sérieux. Le contrat de travail n'a pas été résilié par les ouvriers qui se sont mis en grève ou par les patrons qui ont décidé le *lock out*. Nulle indemnité ne saurait donc être réclamée pour ce motif que les délais de congé ou les conditions imposées par l'art. 1780 du Code civil au cas de rupture du contrat n'ont pas été observés.

## II

### QUELLES RÈGLES ASSURENT AUX PATRONS ET AUX OUVRIERS LE LIBRE EXERCICE DU DROIT DE LA COALITION ?

Nous avons vu que les deux parties qui ont conclu un contrat de travail doivent, dans l'exercice de leur droit de coalition, respecter les clauses de la convention, les droits qu'ils se sont mutuellement reconnus.

D'autre part, dans leurs rapports quotidiens à l'usine, patrons et ouvriers doivent respecter le droit de coalition, qui appartient à chacun d'eux.

A la vérité, on conçoit aisément que chacune des parties cherche à entraver l'exercice du droit de coalition de son co-contractant. Le patron s'efforce souvent d'empêcher que des coalitions ou même des syndicats se forment, en congédiant les meneurs. Nous rechercherons comment le droit des ouvriers (celui des patrons ne nous paraît pas menacé) est protégé dans notre législation.

En principe, la bonne foi qui doit régler les rapports entre contractants et les dispositions de

l'art. 1780, plus particulièrement, assurent aux ouvriers le respect de leur liberté de coalition.

Il importe de déterminer d'une façon plus précise comment elles garantissent cette liberté. Considérons successivement le fait d'ouvriers qui s'occupent de fomenter une grève et le fait d'ouvriers qui se mettent en grève.

Chaque ouvrier a le droit indéniable de mettre en avant l'idée d'une grève, de chercher à faire accepter cette idée, de voter la mise en interdit d'une usine. Aucun de ces faits ne saurait donc être considéré comme un motif légitime de rupture du contrat de travail. Et si le patron en raison de l'un de ces faits, congédie un employé, il est passible d'une condamnation à des dommages-intérêts, aux termes de l'art. 1780 du Code civil.

On sait quelles règles ce texte pose, quelles conditions il met à l'exercice du droit de résiliation du contrat. Il déclare que la résiliation par la volonté d'un seul des contractants, quoiqu'elle puisse être opérée *ad nutum*, peut donner lieu à des dommages-intérêts. Et la jurisprudence interprète ce texte comme suit : le renvoi ne doit pas être à la fois brusque et fondé sur un motif illégitime ou un caprice ; il y a lieu à réparation civile toutes les fois que le congédiement présente ces deux caractères, lors même qu'aucun délai de congé ne serait impartie par le contrat ou les usages <sup>1</sup>. Il faut donc conclure que le renvoi brusque

1. Cass., 19 juin 1897, 28 juillet 1897, 2 mars 1898 (S. 99, 1, 55).

et motivé par l'exercice du droit de coalition dans les conditions ci-dessus énoncées donne lieu à réparation. — Mais la jurisprudence ne considère pas que, si des délais suffisamment longs ont été observés, l'illégitimité du motif autorise une condamnation à des dommages-intérêts <sup>1</sup>. Quoique cette solution ait été proposée par plusieurs auteurs <sup>2</sup>, qu'elle soit de nature à assurer complètement la protection du droit de coalition, les tribunaux la repoussent. Par conséquent, le patron qui a congédié un de ses ouvriers en raison de l'usage que celui-ci a fait de son droit de coalition, ne serait pas condamné à des dommages-intérêts, s'il avait observé des délais suffisants, si le congé n'avait pas été brusque.

Quoique l'exercice du droit de coalition ne soit pas un motif légitime de rupture du contrat de travail, le patron ne serait-il pas fondé parfois à prononcer, dans l'intérêt de la discipline de l'atelier, le renvoi brusque d'un ouvrier qui veut fomenter une grève ? La Cour de cassation a proclamé la légitimité d'un congé brusque donné à un ouvrier qui faisait de la propagande pour un syndicat à l'intérieur d'un atelier, parce qu'en effet, dit-elle, « si le patron doit respecter la liberté de ses ouvriers hors de l'atelier, et s'il peut y avoir fauté de sa part à les renvoyer brusquement pour avoir usé d'une faculté que la loi leur reconnaît, ceux-ci, par

1. Grenoble, 23 janvier 1893 (S. 93, II, 253). — Lyon, 10 mai 1898 (S. 99, II, 309).

2. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Du contrat de louage*, t. 2, n° 1531. — PLANIOL, Note dans le recueil de Dalloz, 1895, II, 377. — APPERT, Note dans le recueil de Sirey, 99, I, 33.

contre, sont soumis dans l'atelier à son droit de police, dont l'exercice ne peut engager sa responsabilité, lorsqu'il n'est contraire ni à la loi, ni à l'usage, ni à la convention. » N'y a-t-il pas lieu d'introduire dans notre matière une semblable distinction, de déclarer légitime le renvoi d'un ouvrier qui a prêché la grève dans l'atelier ? Nous ne voyons pas que l'ouvrier ait outrepassé son droit, même dans ce cas, et nous ne croyons pas qu'il puisse être congédié, si toutefois son travail a été régulièrement accompli et si les règlements d'atelier n'imposaient pas le silence.

L'ouvrier ne pourrait être renvoyé brusquement que s'il avait convié les camarades à poursuivre une grève dans un but illicite (voir le chapitre suivant), ou s'il les avait engagés à résilier le contrat de concert, sans observer les délais de congé. Alors sa conduite serait incompatible avec la discipline que le patron doit maintenir dans l'atelier.

Supposons que les ouvriers d'une usine ont usé de leur droit de coalition de telle sorte qu'ils se sont mis en grève. Ce fait autorise-t-il le patron à résilier le contrat de travail ?

Pour répondre, nous devons rappeler les distinctions faites précédemment. Il faut distinguer suivant que la grève est motivée par le désir de résilier le contrat, de modifier certaines clauses ou par l'inexécution des obligations du patron.

Si les ouvriers se sont mis en grève afin d'imposer des modifications au contrat de louage, ils ont eux-mêmes résilié le contrat. Le patron ne le résilie point,

et il a le droit tout au contraire de réclamer des dommages-intérêts aux grévistes, si la résiliation n'a pas été opérée par eux conformément aux prescriptions de l'art. 1780.

Mais, si la grève est justifiée par l'inexécution des obligations qui incombent au patron, on ne saurait dire que la déclaration de grève a résilié le contrat. Le patron à la vérité conserve le droit de résiliation. Mais la grève ne lui fournit même pas un motif légitime de rupture. Il violerait le droit des ouvriers s'il résiliait le contrat sans observer les conditions imposées par l'art. 1780, et un renvoi brusque des grévistes leur donnerait droit à des dommages-intérêts.

---

## CHAPITRE III

### Le droit de coalition et la liberté individuelle

Le droit de coalition peut être exercé de telle façon qu'il entrave la liberté individuelle. De nombreux exemples se présentent d'atteintes portées à la liberté de l'industrie, du travail ou du commerce. En effet, il arrive fréquemment que des ouvriers se coalisent afin de décider et d'assurer effectivement la mise en interdit d'un ouvrier et le contraindre à obtempérer à un ordre. Ou des patrons conviennent de n'embaucher jamais tel ouvrier parce qu'il a précédemment dirigé une grève. Des ententes peuvent encore se former entre des ouvriers ou des patrons qui s'engagent à ne pas avoir de relations avec telle maison de commerce. De même il y a atteinte à la liberté de l'industrie lorsque les ouvriers se mettent en grève afin d'empêcher le patron de continuer certaines relations commerciales.

Comment concilier le droit de coalition avec la liberté de l'individu ? Dans quels cas dira-t-on que les membres d'une coalition ont exercé ou au contraire outrepassé leur droit ?

Les auteurs et la jurisprudence déclarent passibles d'une condamnation à des dommages-intérêts, en vertu de l'art. 1382 du code civil, les membres d'une coalition qui ont outrepassé ce droit ; mais l'interprétation

de l'art. 1382 fait naître de graves difficultés, de telle sorte qu'il est malaisé de préciser les limites du droit de coalition.

En vertu de l'article 1382, le dommage causé par un acte illicite oblige à réparation. On verra que, sur ce point, la doctrine et la jurisprudence s'accordent. Par conséquent, des grévistes qui recourent à la violence pour empêcher les non-grévistes de travailler commettent un délit réprimé par l'art. 414 du Code pénal et peuvent être condamnés à des dommages-intérêts. Mais une question très délicate est celle de savoir si l'exercice d'un droit, plus particulièrement du droit de coalition, peut, dans certains cas, indépendamment de tout acte illicite spécialement prévu par la loi, être assimilé à un acte illicite et engager la responsabilité ?

D'après une première théorie, le titulaire d'un droit peut exercer ce droit, sans aucune restriction; l'art. 1382 ne punit jamais l'exercice d'un droit, si abusif soit-il.

Les partisans de ce système reconnaissent qu'un acte réprimé par la loi pénale engage la responsabilité de son auteur, qu'il reud passible d'une condamnation prononcée par les tribunaux répressifs et d'une condamnation à des dommages-intérêts arbitrée par le juge civil.

Ils admettent encore que tout individu doit s'abstenir d'accomplir certains actes qui ne sont pas retenus par la loi pénale, mais dont la loi civile affirme le caractère illicite. Ces actes sont ceux qui ne créent pas un trouble social assez grave pour être réprimés pénalement, mais que la loi réprouve parce qu'ils

troublent l'ordre public, et à propos desquels elle édicte certaines déchéances. Tel est le fait visé par les art. 792 et 801 du Code civil, le recel des effets d'une succession, qui emporte déchéance du bénéfice d'inventaire et de la faculté de renoncer à la succession. Tel est encore le dol qui consiste soit à vendre ou hypothéquer un immeuble dont on sait n'être pas propriétaire, soit à présenter comme libre un bien hypothéqué, ou à déclarer des hypothèques moindres que celles dont ce bien est chargé : c'est le stellionat, qui est visé par les art. 2059 du Code civil, 905 du Code de procédure civile et 540 du Code de commerce. La loi impose réparation des conséquences des crimes ou délits et de ces actes interdits par divers articles de nos codes, lorsqu'elle édicte la règle générale formulée par l'art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

Mais nombre d'auteurs ne voient pas d'autre prohibition dans ce texte. Sans doute, les droits individuels peuvent se trouver en conflit, des différends graves peuvent naître : mais chaque citoyen pourrait exercer son droit dans toute son étendue et sans restriction. Et l'usage d'un droit, si abusif soit-il, ne saurait jamais donner lieu à réparation.

Cette doctrine se fonde sur d'anciennes maximes de droit que formulaient déjà les jurisconsultes romains : *Neminem laedit qui suo jure utitur*, *Nullius videtur dola facere qui suo jure utitur*, etc.

Les auteurs qui la soutiennent invoquent encore une théorie philosophique d'après laquelle les droits

sont absolus<sup>1</sup>. Cette qualité caractérise, dit-on, le droit de propriété, de telle sorte que l'exercice du droit de propriété préjudiciable aux intérêts d'un voisin ne saurait donner lieu à réparation. J'ai le droit de construire un mur sur mon terrain qui est libre de toute servitude, de boucher ainsi la vue que la maison voisine avait sur la campagne; j'ai de même le droit, sans restriction, de construire sur mon terrain un puits, de telle sorte que la veine qui alimente le puits du voisin sera peut-être tarie : en aucun cas, je n'ai commis un délit civil et je ne suis passible d'aucune condamnation à des dommages-intérêts. Et ne peut-on pas dire la même chose à propos de tous les faits qui sont l'exercice de la liberté ? La liberté est, comme la propriété, un droit absolu.

La théorie d'Aubry et Rau<sup>2</sup>, de Duranton<sup>3</sup>, de Demante<sup>4</sup> trouve encore des arguments dans certains textes du Code civil. Les auteurs invoquaient jadis l'art. 641 : en vertu de l'ancien texte de l'art. 641, celui qui a une source dans son fonds pouvait en user à sa

1. Ce caractère absolu du droit est si indiscutable pour M. Labbé, qu'il justifie d'après lui, une allocation de dommages au cas où la faute de l'auteur du préjudice consiste simplement dans le fait d'avoir porté une atteinte, même théorique, à un droit. Ainsi, le propriétaire aurait le droit de demander des dommages-intérêts au chasseur qui a passé sur son terrain, quoiqu'il n'ait rien détérioré. Le préjudice se trouve dans « la contrariété pour le passé, l'inquiétude pour l'avenir, le froissement sous l'injustice, qui est un mal. ». (Note sous l'arrêt d'Amiens du 11 août 1878, S. 79, II 193.)

2. AUBRY et RAU, t. IV, § 444, n° 5, p. 746.

3. DURANTON, t. XIII, p. 699.

4. DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique de Code civil*, t. V, n° 364 bis. — V. également BAUDRY-LACANTINIERE, *Précis de droit civil*, t. II, 7<sup>e</sup> édit., p. 956.

volonté, si le propriétaire du fonds inférieur n'avait pas acquis un droit par titre ou par prescription. Ainsi donc, le propriétaire pouvait, d'après la loi, sans aucune indemnité détourner la source au détriment du fonds inférieur, si le voisin n'avait pas créé des ouvrages apparents pour convertir en possession publique la jouissance du cours de l'eau, et même, disaient certains auteurs, s'il avait créé des canalisations ailleurs que sur le fonds supérieur<sup>1</sup>. L'art. 641 a été modifié par la loi du 8 avril 1898. Mais, aujourd'hui encore, en vertu de l'art. 673 du Code civil, modifié par la loi du 20 août 1881, un propriétaire peut, par exemple, couper les racines des arbres du jardin voisin quoique par cette opération il risque de faire périr les arbres.

La conséquence de ce système est que l'exercice du droit de coalition, quelque abusif qu'il soit, est légitime et ne peut donner lieu à réparation.

On trouve en dehors des textes des arguments de nature à fortifier cette solution. On pourrait faire valoir que chaque ouvrier, pris individuellement, a le droit de refuser de travailler avec tel de ses camarades, et qu'un refus de travail ne saurait autoriser ce camarade à lui réclamer des dommages-intérêts. De même chaque ouvrier a le droit de s'interdire à lui-même d'entrer dans tel débit de boissons parce que le cabaretier donne à boire à tels clients, chaque patron a le droit de cesser toutes relations d'affaires avec telle maison, sans que le cabaretier, l'industriel puissent leur réclamer de dommages-intérêts. Comment donc le concert rendrait-il

1. TOULLIER et DEMANTE, art. 641.

cés actes délictueux ? Il faut craindre de revenir à un système semblable à celui que la loi consacrait avant 1864 : chaque ouvrier avait le droit de donner congé à son patron, mais le congé donné à la suite d'une coalition constituait un délit.

Cependant la théorie que nous venons d'exposer nous semble devoir être écartée : l'interprétation qu'elle donne de l'art. 1382 ne paraît pas acceptable.

En effet, les droits n'ont pas ce caractère absolu que certains auteurs leur attribuent. Les dispositions de nombreux articles du Code civil prouvent leur relativité.

Ainsi, il est écrit dans la loi (art. 1865 du C. civ.) qu'un membre d'une société à durée illimitée a toujours le droit de se retirer, parce que la liberté est incompatible avec une obligation d'une durée indéfinie. Mais, comme la dissolution d'une société peut léser d'autres associés, l'article 1870 restreint la liberté de l'associé qui veut se retirer; il le condamne à réparer le préjudice que pourrait causer la dissolution *intempestive ou de mauvaise foi de la société*.

De même le mandataire doit demeurer libre de renoncer à son mandat. Cependant, comme la renonciation peut léser autrui, l'art. 2007 § 2 déclare que, « si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat, sans en éprouver lui-même un préjudice considérable ». Cet article limite donc la liberté du mandataire pour des motifs d'équité et dans la mesure commandée par l'équité.

On connaît également les dispositions de l'article 1780 § 2 et 3. En vertu de ce texte, le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. Néanmoins, la liberté de résilier n'est pas sans restriction : « la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. »

On peut encore reprocher à l'interprétation proposée de l'article 1382 ses conséquences pratiques. En effet, le *summum jus* devient le *summa injuria*, que condamnent également la loi morale et la loi écrite. Il importe de protéger la liberté individuelle et les droits de chacun contre les entreprises de ceux-là surtout, qui sont habiles à prendre les apparences de la légitimité et à se couvrir du bon droit pour satisfaire des intérêts illégitimes ou des rancunes. Rien n'est plus dangereux pour l'ordre social que l'abus du droit. Et il appartient au juge de concilier les droits en conflit, de réaliser l'harmonie des droits de tous les citoyens. Il doit assurer le triomphe de l'équité.

Il y a de nos jours une tendance manifeste, dans la doctrine, à considérer, au contraire, l'usage d'un droit comme pouvant devenir un « abus » et donner lieu à une réparation civile.

Il y a faute, dit-on, lorsque le droit est exercé dans l'intention de nuire <sup>1</sup>. Le dessin de nuire est constitutif du quasi-délit. Il est présumé lorsqu'un

1. SALEILLES, *Essai d'une théorie générale de l'obligation*.

acte illicite a été commis, autrement il doit être prouvé ; mais dans ce dernier cas même, il est une faute au sens de l'article 1382, puisque l'exercice du droit n'ayant plus pour but d'obtenir la satisfaction d'un intérêt, devient un moyen de réaliser une intention méchante, et que le droit est exercé pour venir en aide à cette intention : ce n'est plus un droit qu'on veut excercer, c'est une intention malicieuse qu'on veut exécuter <sup>1</sup>.

Cette théorie semble confirmée par certaines dispositions du Code civil. Ses partisans trouvent un argument dans l'article 1869, invoqué également en faveur du système précédent : « La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de *bonne foi* et non faite à contretemps. »

De puissantes considérations de morale militent encore en faveur de ce système. La société a un très grand intérêt à ce que chacun n'exerce pas ses droits d'une manière dolosive. Toutes les fois qu'un individu agit dans l'intention de nuire, il lèse la collectivité et il importe qu'il soit obligé de réparer le trouble causé par son fait.

A la vérité, l'application de cette théorie souffre quelques difficultés.

Il sera malaisé de faire la preuve de l'intention malicieuse. Remarquons qu'en effet, l'absence de

1. Note au recueil de Sirey (S. 97, I, 25).

motifs ne serait pas suffisante pour constituer l'abus du droit <sup>1</sup>, il faut que la preuve d'une intention méchante soit faite clairement, qu'elle résulte d'une façon positive de l'ensemble des faits.

En outre, une autre question très délicate se pose. L'intention de nuire peut n'être pas le seul motif qui a guidé l'auteur de l'acte, des motifs légitimes ont pu coexister avec celui-ci : faudra-t-il que cette intention soit prédominante pour qu'il y ait un délit civil ? Plusieurs systèmes ont été proposés.

M. le Procureur général Ronjat développait, dans des conclusions devant la Cour de cassation, cette idée que l'intention de nuire doit être l'unique mobile du fait dommageable pour qu'il y ait lieu à réparation civile : « S'il est permis, disait-il, d'user de son droit, de tout son droit, pour la protection et la sauvegarde d'un intérêt légitime, si minime qu'il soit, et quel que soit le préjudice qui puisse en résulter pour autrui, l'usage d'un droit cesse d'être licite et engendre une action en dommages intérêts lorsqu'il a pour unique mobile la volonté de nuire à autrui . » Mais quel est l'acte dont on puisse dire qu'un seul mobile l'a déterminé ?

M. Sauzet propose une formule plus large. Pour lui, il n'est même pas nécessaire qu'il y ait intention malicieuse, il suffit que l'auteur du dommage ait su qu'il allait causer un préjudice et qu'il ait voulu le causer <sup>3</sup>.

1. MONGIN, *Le droit de congé dans le louage de services*, p. 354 et ss.

2. Conclusions de M. le procureur général Ronjat sur l'arrêt de cassation du 21 juin 1892 (S. 93, I, 41).

3. SAUZET, *Etude sur le nouvel article 1780, C. civ.* (*Annales de droit commercial*, 1891, p. 106).

Cette formule est très large. Elle peut s'appliquer à un fort grand nombre de cas ; car, bien souvent, une certaine intention de nuire se découvre dans l'exercice légitime d'un droit, quelque esprit de taquinerie se mêle à un acte licite, que justifient ailleurs des motifs très sérieux.

M. Mongin préconise une solution intermédiaire. Il écrit : L'exercice du droit peut devenir abusif quand il est inspiré avant tout par la volonté de nuire, le droit étant institué pour faciliter le fonctionnement régulier de l'activité humaine, non pour donner un abri à l'esprit de chicane et d'injustice <sup>1</sup>. » Il conclut qu'il y a exercice abusif d'un droit lorsque l'intention de nuire est le mobile principal de l'auteur de l'acte. Cette règle peut, plus aisément que les précédentes, s'adapter à la multiplicité des circonstances, à l'infinie variété des espèces.

Quoiqu'il en soit de ces divergences, retenons ce fait : de nombreux auteurs affirment aujourd'hui que l'exercice d'un droit doit être réputé abusif lorsqu'on découvre chez son auteur une intention de nuire.

La conséquence de cette théorie est que la grève, le *lock out*, la mise en interdit doivent être exercés sans intention de porter atteinte à la liberté d'autrui, de nuire. Autrement il y aurait lieu à réparation civile <sup>2</sup>.

Cette seconde théorie se résume en deux affirma-

1. MONGIN, *op. cit.*

2. PIC, *Traité élémentaire de législation industrielle*, Paris 1902, p. 198 — Voir également PAUL BONCOUR, *Le Fédéralisme économique*, p. 247 et s.

tions particulièrement graves : il peut y avoir abus d'un droit et cet abus existe seulement lorsque le titulaire a exercé son droit dans l'intention de nuire.

Nous croyons discerner quelque erreur dans chacune de ces deux propositions.

On ne saurait se plaindre de l'abus d'un droit. A vrai dire, on en parle « comme si ces deux mots avaient un sens clair et certain. Mais il ne faut pas en être dupe : *le droit cesse où l'abus commence*, et il ne peut pas y avoir « usage » abusif d'un droit quelconque, parce qu'un même acte ne peut pas être *tout à la fois conforme et contraire au droit*. Ce qui a provoqué un pareil langage, c'est que la plupart des droits ne sont pas absolus ; ils ont au contraire des *limites*, au delà desquelles leur titulaire perd le droit d'agir et doit être considéré comme étant *sans droit*. Il peut y avoir *abus* dans la conduite des hommes, non pas quand ils *exercent* leurs droits, mais quand ils les *dépassent*<sup>1</sup>. »

Il convient donc de reconnaître que les droits sont *limités*. Ainsi l'entend M. Esmein lorsqu'il affirme que « chaque droit individuel est absolu, tant qu'il ne sort pas de sa sphère propre », et que « si l'exercice n'en peut donner lieu à aucuns dommages-intérêts, alors même qu'il serait fait malicieusement, il n'en serait plus de même s'il servait d'instrument pour violer, entraver chez autrui le libre exercice d'un droit individuel également légitime et reconnu.<sup>2</sup> »

1. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, p. 265

2. ESMEIN, Note au recueil de Sirey, 98, I 21. — De même la Cour de Toulouse déclare dans un arrêt du 20 juillet 96 (S. 98 I, 21) que : « on ne peut abuser d'un droit que si on en dépasse les limites ; dans

Les droits ne peuvent pas être exercés d'une façon absolue ni même à la seule condition qu'il n'en soit pas fait usage dans l'intention de nuire. Ils sont limités par les droits d'autrui, de telle sorte que leur étendue varie en même temps que les mœurs.

Le juge apprécie souverainement quelles restrictions les droits d'autrui imposent à la liberté de chacun et condamne à des dommages-intérêts celui qui a outrepassé son droit. Il n'est pas contraint de chercher à découvrir les mobiles secrets et les intentions souvent impénétrables; il décide moins en vertu de considérations psychologiques que pour des motifs d'intérêt social.

Nous dirons donc qu'il faut considérer comme fautif, au sens de l'article 1382, non seulement un acte illicite, mais encore l'usage d'un droit en dehors des règles que l'équité, les mœurs, imposent à chaque citoyen, quelque soit d'ailleurs l'intention secrète du titulaire du droit.

Cette règle nous paraît être en harmonie avec les conceptions juridiques implicitement contenues dans les codes. Kant dit avec raison que le « droit est l'ensemble des conditions qui limitent les libertés pour rendre possible leur accord ».

On ne trouve en effet ni dans l'histoire, ni dans les textes la confirmation de la théorie des droits absolus. Il n'y a pas de droit absolu, pas même la propriété : « Le

ce cas, on a non pas abusé ou fait un mauvais et reprehensible usage du droit, mais on s'est mis en dehors de lui et on en est sorti; que si, au contraire, restant dans ces limites, on en a usé dans toute sa rigueur, on ne pourra dire qu'on a abusé de son droit. »

caractère absolu que, par une incompréhension singulière du *dominium* romain, on s'est accoutumé à reconnaître à la propriété, n'est qu'une sottise contre laquelle proteste l'évolution historique de tous les peuples. <sup>1</sup>»

Au contraire, le législateur s'inspire de cette idée que l'exercice d'un droit doit être normal; il cherche à résoudre les difficultés juridiques, « par une exacte appréciation et une judicieuse comparaison des intérêts en présence, en visant à les équilibrer conformément aux fins sociales » <sup>2</sup>. Il s'efforce de faire régner l'équité, qui s'oppose à ce que, sous prétexte d'exercer son droit, on cause à autrui un préjudice en disproportion énorme avec l'avantage que soi-même on retirera.

Cette idée d'équité se retrouve dans de nombreux textes du Code civil. L'article 565 affirme expressément que la solution des difficultés relatives au droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux propriétaires différents est « entièrement subordonnée aux principes de l'équité naturelle ». De même l'article 1135 déclare que « les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. » C'est en équité que devra juger le tiers qui règle les parts à la dissolution d'une société, aux

1. DECLAREUIL, *Nouvelle Revue historique*, 1891, p. 295.

2. GENY, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, p. 542.

termes de l'article 1854. M. Geny cite de nombreux exemples de conflits d'intérêts prévus par les lois civiles et que le législateur s'est efforcé de résoudre conformément à l'équité. Il cite notamment l'article 1238. Ce texte suppose que le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage a été opéré avec les deniers ou la chose d'autrui : la loi fait fléchir alors le droit du propriétaire et affirme que le paiement ne peut être répété contre le créancier qui a de bonne foi consommé la somme d'argent ou la chose. Rappelons encore les dispositions de l'article 1377 : en vertu de ce texte, le droit de répétition cesse au cas où le paiement de la dette d'autrui a été fait par erreur, si le créancier a perdu son titre par suite du paiement et sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur<sup>1</sup>.

Ainsi le droit disparaît dans certaines hypothèses. Il cesse d'exister lorsqu'il se trouve en conflit avec un droit supérieur ou que les mœurs, l'intérêt social commandent de sauvegarder.

Des exemples particulièrement intéressants de restrictions apportées aux droits ou à la liberté dans un intérêt social sont fournis par des lois récentes. Il a été fait une application de cette théorie de l'équilibre des intérêts, notamment dans la loi du 8 avril 1898, qui a modifié l'article 642 du Code civil et affirmé que « celui qui a une source dans son fonds peut toujours user des eaux à sa volonté *dans les limites*

1. M. Geny cite les art. 549, 555, 1116, 1238, 1246, 1377, 1584, 1724, 2057, 2151, 2265, 2279, 2280 du C. civ., 216 du Code de comm.

*et pour les besoins de son héritage* ». Très remarquables sont certaines lois ouvrières votées en France et à l'étranger. Ainsi la loi du 9 avril 1898 organise, dans l'intérêt tout à la fois des patrons et des ouvriers, un système de réparation forfaitaire au cas d'accident de travail. Les lois allemandes sur l'assurance obligatoire contre la vieillesse imposent aux patrons et aux ouvriers l'obligation de payer certaines primes.

« En somme, dit M. Tarde, dans ses règles sur les contrats, le législateur ne perd jamais de vue le tableau des diverses valeurs, tel qu'il se présente à un moment et en un lieu donnés, et il doit l'avoir toujours présent pour éviter que l'un des contractants n'exploite l'autre au delà d'une certaine mesure, déterminée elle-même par l'état de l'opinion. Il ne fait que peser consciemment ou inconsciemment des utilités et des privations, assigner des limites au jeu des volontés, qui, pour acquérir des utilités espérées, consentent à des privations souvent disproportionnées. S'agit-il d'obligations formées sans contrat, c'est le même problème <sup>1</sup>. »

On trouve, dans le texte même des art. 1382 et 1383 du Code civil, des arguments en faveur de cette théorie, qui limite le droit de chacun de telle sorte qu'il n'en peut être fait usage, quelle que soit d'ailleurs l'intention du titulaire du droit, de façon à léser le droit d'autrui. En effet, l'art. 1383 déclare que chacun est responsable du dommage qu'il a causé, « non seule-

1. TARDE, *Les transformations du droit*, p. 154.

ment par son fait, mais encore par *sa négligence ou par son imprudence.* »

Il convient de remarquer en outre que cette théorie est fondée sur des déclarations précises faites au cours des travaux préparatoires. Dans le rapport de Bertrand de Greuille au Tribunal, se trouve nettement affirmé le principe de la responsabilité civile dans tous les cas où un droit aurait été exercé en dehors des limites normales, même sans intention de nuire. « Tout individu est garant de son fait, disait-il ; c'est une des premières maximes de la société : d'où il suit que, si ce fait cause à autrui quelque dommage, il faut que celui par la faute duquel il est arrivé soit tenu de le réparer. Ce principe, consacré par le projet, n'admet point d'exception ; il embrasse tous les crimes, tous les délits, en un mot tout ce qui blesse les droits d'un autre ; il conduit même à la conséquence de *la réparation du tort qui n'est què le résultat de la négligence ou de l'imprudence.* On pourrait au premier aspect se demander si cette conséquence n'est pas trop exagérée, et s'il n'y a pas quelque injustice à punir un homme pour une action qui participe uniquement de la faiblesse ou du malheur, et à laquelle son cœur et son intention sont absolument étrangers. La réponse à cette objection se trouve dans ce grand principe d'ordre public : c'est que la loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre. Partout où elle aperçoit où un citoyen a éprouvé une perte, *elle examine s'il a été possible à l'auteur de cette perte de ne pas la causer* et, si elle trouve en lui de la légèreté ou de

l'imprudence, elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait <sup>1</sup>. »

Dans le droit romain et l'ancien droit, la faute qui entraînait obligation de réparer existait, semble-t-il, indépendamment de toute volonté consciente du dommage causé. Elle ne supposait pas un élément principalement psychologique et moral. « En réalité, la notion romaine de *culpa*, transfusée sans altération sérieuse dans notre conception traditionnelle de la faute, répond à une réalité bien plus simple et dégagée de toute prétention métaphysique. La faute n'est pas autre chose qu'une erreur de conduite, une défaillance d'attitude, qui normalement s'apprécie d'après le type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes. Sans doute cette erreur ou cette défaillance implique, pour mériter ces noms et entraîner ces conséquences contre son auteur, liberté et raison générales chez celui-ci, mais non pas précisément, comme on l'a dit trop légèrement, à mon sens, volonté consciente du dommage causé <sup>2</sup> ». Le type abstrait de l'homme droit et sûr de ses actes est d'ailleurs conçu différemment suivant les temps et les lieux; il se modifie en raison des transformations des rapports économiques et sociaux.

Nous devons rester attachés à la conception traditionnelle de la *culpa* d'autant plus solidement, qu'elle présente l'avantage de ne pas imposer au juge une

1. LOCRÉ, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. XIII, p. 40.

2. GENY, *Risques et responsabilité*. (*Revue trimestrielle de droit civil* 1902, p. 8389.)

recherche souvent impossible et toujours très difficile de l'intention, qu'elle évite de confondre le domaine du droit et celui de la morale. « En entrant dans la recherche des intentions, dit M. Esmein, en professant qu'un droit malicieusement exercé, quoique sans aucune manœuvre dolosive, peut donner lieu à des dommages-intérêts, on substitue, nous le craignons, la faute morale à la faute juridique, et on transforme nos juges en censeurs <sup>1</sup>. » Cependant, le droit et la morale sont et doivent demeurer distincts.

Des auteurs ont affirmé cette théorie qu'un droit ne doit pas être exercé de façon à entraver le droit égal d'autrui, que l'exercice anormal d'un droit constitue une faute, même lorsqu'on ne découvre aucune intention de nuire, et, comme tout acte illicite, donne lieu à réparation du dommage causé. Proudhon, dans son *Traité des servitudes* pose d'abord la maxime romaine : *nemo damnum facit, nisi qui id fecit, quod facere jus non habet* : mais il ajoute qu'il faut ne faire qu'user de son droit et même que, si l'acte par lequel on l'exerce pouvait, sous des rapports étrangers au droit, être l'occasion du mal d'autrui, il y aurait faute de la part de celui qui aurait négligé d'y parer ou de prévenir les inconvénients dans la plus large mesure <sup>2</sup>. Larombière enseigne que, « pour qu'une entière et parfaite irresponsabilité garantisse l'exercice d'un droit, il faut que celui qui l'exerce en use prudemment, avec les précautions ordinaires, sans en abuser

1. ESMEIN, Note au recueil de Sirey (98, I, 21, 2<sup>e</sup> col.).

2. PROUDHON, *De l'usufruit*, t. III, n<sup>o</sup> 1483.

et sans en excéder les justes limites »<sup>1</sup>. M. Esmein a exposé la même idée<sup>2</sup>. M. Geny a consacré à cette théorie des développements intéressants et approfondi cette pensée que tout droit, toute liberté comportent des limites et que, pour apprécier ces limites, « il n'est pas d'autre moyen que d'interroger le milieu social, de soupeser les exigences de la vie ou, du moins, la représentation que nous nous en faisons,... de rechercher la normalité des relations humaines, suivant le lieu et suivant le temps »<sup>3</sup>.

Et la jurisprudence est demeurée attachée à cette théorie, qui est la théorie traditionnelle. Il importe de rappeler brièvement les principales applications qu'elle en fait, car elle s'en inspire quotidiennement et dans les espèces les plus diverses.

Les tribunaux affirment que l'individu ne saurait user de son droit de plaider, soit comme demandeur, soit comme défendeur, sans restriction. Il y a lieu à dommages-intérêts lorsque l'exercice de l'action suppose de la malice, de la mauvaise foi et en outre lorsqu'il suppose, indépendamment de toute intention de nuire, une imprudence, une légèreté, une « témérité », disent de nombreux arrêts<sup>4</sup>.

De même les tribunaux imposent certaines limites

1. LAROMBIÈRE, *Obligations*, t. v, p. 691. — LAROMBIÈRE cite en ce sens la loi 30 § 3, Digeste, *ad legem aquiliam*, et DOMAT, l. 2, tit. 8, s. 3.

2. ESMEIN, Note au recueil de Sirey, 98, 121.

3. GENY, *op. cit.* (Rev. trim. de dr. civ. 1902, p. 841.)

4. Cass. 1<sup>er</sup> juillet 1889 (D. 90. I. 575). — Cass. 11 juin 1890 (D. 91, 1. 193). — Cass. 22 janvier 1900 (D. 1900, I. 159).

à la liberté du commerce afin de sauvegarder les intérêts de chacun à une époque où la concurrence est particulièrement active et meurtrière. Il importe de préciser ces limites. Le commerçant ne peut employer certains procédés de nature à établir une confusion dans l'esprit des clients avec un autre établissement ou un autre produit <sup>1</sup> : le commerçant engage sa responsabilité par l'emploi de ces procédés. De nombreux arrêts affirment qu'il peut être condamné à des dommages-intérêts lorsqu'il a agi avec l'intention de nuire, quoique le mobile principal de son acte soit la gestion de sa fortune, non cette intention frauduleuse. Il peut être condamné même s'il n'a fait qu'user de son droit strict, s'il n'a fait, par exemple, qu'employer comme raison sociale son propre nom, tandis que ce nom est aussi celui d'un commerçant déjà établi <sup>2</sup>. Il peut être condamné en raison du préjudice causé par son imprudence, même s'il n'a agi sans aucune intention frauduleuse <sup>3</sup>.

La Cour de cassation affirme que : « quels que soient les droits de la propriété, ils ne sauraient auto-

1. POUILLET, *Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale*.

2. Paris 19 janv. 1838 ; TEULET (*Journal des Tribunaux de commerce*), 7, 115. — CASS. 30 juin 1878. PATAILLE (*Annales de la propriété industrielle, littéraire et artistique*), 78, 225. — Paris 27 déc. 1895 (D. 94, II, 96). — Les tribunaux peuvent même forcer le commerçant à supprimer son nom : Paris, 28 janv. 1856, PATAILLE, 56, 54. — Trib. Seine, 5 mars 1856, PATAILLE, 56, 126. — Trib. Seine, 26 février 1857. Le Hir 58, II, 420.

3. Paris 28 avril 1858, PATAILLE, 58, 298. — Paris, 4 avril 1868, TEULET, 18, 162. — Cass. 9 mars 1870, PATAILLE, 70, 154. — Nice 3 mars 1880, PATAILLE, 80, 174.

riser le propriétaire à en faire un usage nuisible à la propriété d'autrui <sup>1</sup> ». Cette conception est en harmonie avec celle de Pothier, qui définissait la propriété « le droit de disposer d'une chose comme bon semble, sans porter atteinte au droit d'autrui ni aux lois <sup>2</sup>. » Et elle rappelle cette affirmation de Portalis: « Le droit de propriété, quelque'étendu qu'il soit, comporte quelques limites que l'état de société rend indispensables <sup>3</sup>. »

La jurisprudence apprécie les limites du droit de propriété. Elle condamne à des dommages-intérêts le propriétaire qui a causé un dommage par l'exercice qu'il a fait de son droit, lors même qu'il aurait agi sans intention de nuire. Ainsi, elle déclare responsable celui qui a laissé sa fosse à purin mal étanche, de telle sorte que des infiltrations malsaines ont pénétré chez le voisin <sup>4</sup>. Elle déclare responsable l'apiculteur qui a eu l'imprudence de trop rapprocher ses essaims du fonds contigu <sup>5</sup>.

Elle a élaboré une réglementation relative aux établissements dangereux, incommodes et insalubres. Quoique le propriétaire ne fasse qu'user de sa chose lorsqu'il construit un établissement de ce genre et exerce une industrie, il ne saurait être libre d'agir de telle sorte qu'il cause un sérieux préjudice aux fonds voisins. L'équité impose des restrictions à son droit.

1. Cass. 8 janv. 1857 (S. 57, 1, 295).— Voir Colmar, 25 juillet 1861 (S. 61, II, 377).

2. POTHIER, *Traité du droit de propriété*, n° 4.

3. LOCRÉ, t. IV, page 80.

4. Cass. 7 janv. 1894 (D. 94, I, 239),

5. Paris, 31 oct. 1889 (Gaz. Trib. 8 nov. 89).

De même, le concessionnaire d'une mine ne peut disposer en toute liberté du tréfonds, exercer, sans engager sa responsabilité, tout acte d'exploitation ni même un acte d'exploitation exempt de toute imprudence, qui serait gravement nuisible aux propriétaires de la surface. Les tribunaux considèrent que les petits propriétaires peuvent être ruinés, que souvent les compagnies minières sont riches et puissantes, que celles-ci demandent à la terre des bénéfices considérables, anormaux, et, dans un esprit d'équité, ils condamnent les compagnies à indemniser le propriétaire victime de l'assèchement des sources <sup>1</sup> et d'éboulements <sup>2</sup>.

De même encore le propriétaire ne saurait, sans engager sa responsabilité, accomplir sur son fonds aucun travail qui dépasse les usages courants de la propriété. Par conséquent, les dommages causés dans l'accomplissement des travaux publics doivent être réparés <sup>3</sup>.

Nous nous sommes efforcé de dégager la théorie de l'art. 1382, qui donne lieu à de nombreuses controverses. En vertu de ce texte, il faut dire, croyons-nous, que le législateur et le juge fixent des limites aux droits et aux libertés de chacun; ces limites sont celles qu'impose la liberté d'autrui, de telle sorte que nul ne peut user de son droit de façon à porter atteinte, même sans intention malveillante, à la liberté d'autrui. Par des exemples multipliés à dessein,

1. Cass 27 janvier 1885 (S. 86, 1, 61).

2. Cass. 21 juillet 1885 (D. 86, I, 336).

3. Conseil d'État, 5 mai 1895 (S. 95, III, 1.)

nous avons établi que ce système était conforme à une jurisprudence solide et constante.

Par application de cette théorie, il faut dire que le droit de coalition est limité. Il comporte telles restrictions que commande la liberté du patron ou des ouvriers non syndiqués ou des commerçants. Et il appartient au juge d'apprécier l'étendue tout à la fois du droit de coalition et de la liberté, en considération de l'intérêt social, des conditions de l'activité économique et des mœurs dans notre société.

Le juge pourra donc réprimer toute atteinte que réprouvent nos mœurs à la liberté appartenant au patron d'exercer son industrie, à la liberté du travail de l'ouvrier, à la liberté du commerçant. Il pourra condamner à des dommages-intérêts les membres d'une coalition qui auraient entravé la liberté individuelle, lors même qu'il ne découvrira dans leur conduite la preuve d'aucune intention de nuire, et quelles que soient leurs pensées secrètes.

Il est saisi le plus souvent d'une action intentée contre un syndicat, et il a rarement à résoudre le problème dans les termes où nous le posons, à se prononcer sur la responsabilité des ouvriers ou des patrons considérés individuellement. Il importait cependant de déterminer tout d'abord les conditions auxquelles ceux-ci sont passibles d'une condamnation à des dommages-intérêts, parce qu'une coalition est parfois organisée par des ouvriers ou des patrons non syndiqués, et que d'autre part, on peut douter que le syndicat soit responsable.

Nous relevons, depuis 1884, un arrêt de la cour de cassation visant, non un syndicat, mais une coalition d'ouvriers non syndiqués, et condamnant le meneur de la grève <sup>1</sup>. Celui-ci n'avait commis aucun des actes prévus par l'article 414 du Code pénal, mais le droit de coalition avait été exercé de façon à porter atteinte à la liberté d'un ouvrier : le renvoi d'un chef d'équipe avait été exigé du patron sans motif légitime et avait été obtenu. L'arrêt semble accepter cette théorie que l'exercice d'un droit n'engage la responsabilité du titulaire que s'il a agi dans l'intention de nuire. « Attendu, lit-on dans l'arrêt, que, depuis l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal, les menaces de grève adressées, sans violences ni manœuvres frauduleuses, par des ouvriers à leur patron, par suite d'un plan concerté, sont licites quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels ; attendu, néanmoins, qu'elles peuvent encore constituer une faute obligeant ceux qui l'ont commise à la réparer, quand, imposées par un pur esprit de malveillance, elles ont eu pour effet d'imposer au patron un renvoi qu'aucun grief sérieux ne pouvait motiver... »

Mais les tribunaux condamneraient sans doute, le cas échéant, à des dommages-intérêts les ouvriers qui auraient exercé leur droit de coalition de façon à entraver la liberté d'autrui, lors même qu'ils auraient agi sans intention de nuire ; car nous verrons qu'ils affirment la responsabilité du syndicat qui a porté atteinte à la liberté individuelle, quel que soit le mobile de son action, même s'il a agi sans intention malveillante.

1. Cass. 9 juin 96 (S. 97, I 25).

Etudions la question des droits et obligations des syndicats qui interviennent dans une coalition, et plus particulièrement cette question de la responsabilité des syndicats. Elle est connexe à celle que nous venons d'examiner; elle est également résolue grâce aux dispositions de l'art. 1382. Si nous nous sommes longuement étendu sur ce texte, c'est que nous devrons, dans les pages suivantes, en faire maintes fois encore application.

---

## CHAPITRE IV

### Les droits et obligations des syndicats

Les ouvriers qui se mettent en grève sont le plus souvent des ouvriers syndiqués. Le comité syndical a organisé la grève, il l'a déclarée, il la dirige, il en prescrira la cessation.

De même un syndicat patronal ordonne un *lock out* général et le fait exécuter.

Dans ces conditions, des questions graves se posent. Le syndicat, qui jouit de la personnalité morale, intervient-t-il dans la coalition en qualité de personne morale ? Quel droit exactement lui confère cette qualité et, d'autre part, quelles obligations lui impose-t-elle ?

Nous étudierons :

Le personnalité civile des syndicats.

Les droits et obligations des syndicats. Leur responsabilité.

#### I

#### LA PERSONNALITÉ CIVILE DES SYNDICATS

Afin d'assurer la vitalité des syndicats professionnels, le législateur leur a concédé les avantages attachés à la personnalité civile. Mais il importe de déterminer dans quelle mesure il leur garantit ces avantages, quelle est l'étendue de cette personnalité.

Les syndicats devaient être exclusivement des sociétés financières, chargées de la gestion des caisses de résistance, caisses de secours mutuels, etc., et des sociétés d'études. « Les Trade-Unions anglaises, disait M. Allain Targé, rapporteur, ont pour but de constituer des caisses de résistance. Or, il est indispensable de permettre et de garantir aux sociétés semblables, à nos syndicats, la création, la formation, l'administration des caisses de résistance, administration qui consiste, non pas seulement à dénoncer au parquet les caissiers infidèles, mais à exercer un contrôle sur les comptes.... Il faut ajouter à la personnalité civile, qui est la création, la formation et l'administration des caisses de résistance, les droits qui sont nécessaires pour permettre et favoriser ces établissements philanthropiques de secours mutuels, de bibliothèques, d'instruction professionnelle et d'autres entreprises collectives de même nature <sup>1</sup>. » Telle est, strictement limitée, l'étendue de la personnalité juridique des syndicats. Ceux-ci ne doivent pas intervenir dans la discussion du contrat de travail, et ils n'agissent point comme personnes juridiques, lorsqu'ils accomplissent tout autre acte, par exemple lorsqu'ils dirigent une grève ou prescrivent un *lock out*. Les syndiqués sont individuellement responsables en temps de grève de leurs délits et de leurs quasi-délits : l'intervention du syndicat ne change pas l'étendue de leur responsabilité et ne fait naître aucune question nouvelle de responsabilité <sup>2</sup>.

1. *J. off.*, Chambre, Déb. parl. 1881, 24 mai, p. 973.

2. On ne saurait écarter cette interprétation de la loi en raison

Que la personnalité juridique des syndicats fut ainsi limitée par la volonté du législateur, on n'en saurait douter. Il a d'ailleurs précisé sa pensée dans les articles 3 et 6.

L'art. 3, qui détermine la sphère de l'activité syndicale est ainsi conçu :

« Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et agricoles. »

Ainsi, les syndicats sont préposés à la défense des intérêts généraux de la profession. Ils doivent veiller sur des intérêts « dont personne ne pourrait prendre charge avec une aptitude suffisante et des moyens d'action appropriés <sup>2</sup> ». M. Waldeck-Rousseau, qui

des paroles prononcées par M. Floquet, à la Chambre des députés, dans la séance du 21 mai 1881. Afin de justifier un rapprochement qu'il avait fait entre les syndicats et les sociétés de commerce, et pour répondre à des interruptions, M. Floquet déclarait : « Messieurs, je lisais, ces jours-ci, une pensée que je demande la permission de vous soumettre. On disait, et avec raison : Jusqu'à ce jour, la marchandise qu'on appelle le travail a été vendue en détail, parcelle par parcelle, par des hommes isolés ; maintenant, il faut, au moyen de l'association, établir le commerce en gros, collectif, de cette marchandise qu'on appelle le travail humain. Des sociétés veulent se fonder pour établir ce trafic, ce commerce, et elles ont pour but de faire gagner un sou, deux sous ou dix sous de plus par jour à des milliers de travailleurs. Eh bien, je dis que le commerce, que l'entreprise, que la spéculation qui veulent atteindre ce but sont aussi respectables, — je ne dis pas plus — que les entreprises, que les sociétés, que les spéculations constituées en vue de procurer des bénéfices, des profits, des dividendes à des associés, à des actionnaires » (J. off., Chambre, Déb. parl. 1881, 22 mars, p. 966.) On ne saurait fonder sur un rapprochement ainsi fait au cours d'une discussion le pouvoir pour les syndicats d'intervenir dans la discussion et la conclusion du contrat de travail, et de s'attribuer une personnalité morale aussi large que celle des sociétés commerciales.

2. Note de M. Planiol au *Recueil* de Dalloz (95, II, 553). — Cf. note de M. Planiol au *Recueil* de Dalloz (98, II, 129).

était ministre de l'intérieur en 1884 et qui a éloquemment défendu le projet de loi, écrivait peu de temps après le vote : « Le syndicat, envisagé comme personne morale, n'est point la source et pour ainsi dire la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct et les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux qui, n'étant dans le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux <sup>1</sup> ». Les syndicats sont donc des personnes tout autres que les personnes des associés, et leur activité a un domaine propre et dont elles ne doivent pas sortir.

L'art. 6, qui fixe avec un soin minutieux la capacité des syndicats professionnels, est plus précis encore :

« Les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant de cotisations.

Toutefois, ils ne pourront acquérir d'immeubles que ceux qui seraient nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties qui pourront en prendre communication et copie.

1. *Recueil de procédure civile* de Rousseau et Laisney (1887), p. 49.

Ainsi, la loi s'intéresse aux bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, caisses de secours mutuels, caisses de retraite, bureaux de placement, Elle s'occupe de déterminer la composition du patrimoine des syndicats professionnels, parce qu'il importe d'assurer la bonne administration des caisses spéciales, l'organisation des bibliothèques et des cours professionnels. Elle reconnaît la personnalité morale aux syndicats afin de leur permettre de faire valoir les deniers. Mais elle ne leur confère aucun pouvoir pour intervenir dans les rapports entre patrons et ouvriers ; ces rapports demeureront des rapports individuels. L'article 6, *in fine*, admet un cas seulement d'intervention spontanée du syndicat : « Dans les affaires contentieuses les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties. » Le syndicat professionnel qui accomplit tout acte autre qu'un acte de gestion des caisses n'agit plus comme personne morale <sup>1</sup>.

Cependant la jurisprudence donne une interprétation extensive de la loi du 21 mars 1884 ; elle étend le bénéfice de la personnalité morale accordé aux syndicats professionnels.

Les décisions les plus remarquables par lesquelles s'est affirmée cette tendance jurisprudentielle sont relatives au droit des syndicats d'ester en justice, aux contrats passés par eux et à leur responsabilité en raison des atteintes portées à la liberté du travail.

1. Cette interprétation de la loi de 1884 a été présentée avec une netteté particulière dans un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 6 janvier 1893 (*Gaz des trib.*, 22 janv. 1903.)

Les tribunaux ont reconnu aux syndicats le droit de poursuivre en justice les faits de concurrence déloyale susceptibles de nuire au bon renom de la profession et par conséquent de causer aux syndiqués un préjudice moral collectif. Des arrêts particulièrement nombreux ont été rendus en ce sens, en faveur des syndicats de pharmaciens qui poursuivaient des individus exerçant illégalement la profession<sup>1</sup>. De même sont recevables les actions des syndicats de médecins<sup>2</sup>, celles des syndicats de marchands de vins<sup>3</sup>. — Il appartient également aux syndicats d'ester en justice dans l'intérêt collectif des syndiqués, afin d'empêcher que certains obstacles ne soient apportés à l'exercice de la profession. Par exemple, la Cour de Poitiers a déclaré recevable l'action intentée par un syndicat de marchands de vins contre une compagnie de chemins de fer, afin de contraindre celle-ci à respecter certains usages de la profession<sup>4</sup>. A été déclarée également recevable l'action d'un syndicat de poissonniers réclamant des mesures destinées à empêcher la contamination d'étangs par les eaux de certaines usines<sup>5</sup>. — Enfin, plusieurs décisions judiciaires autorisent un syndicat à ester en justice pour assurer le respect d'un contrat collectif de travail conclu par son entremise<sup>6</sup>.

1. Grenoble, 7 juillet 1892, (D. 92, II, 582). — Cass. 5 janv. 1894. (S. 95, I, 382. — Bayonne, 6 juill. 1899 (La loi 23 déc. 1899).

2. Trib. Seine, 25 mai 1895 et Montbéliard, 30 janv. 1896 (D. 96, II, 189 et 168).

3. Cass. 26 juill. 89 (D. 90, I, 259).

4. Poitiers, 2 juin 1902, *Mon. jud. de Lyon*, 11 juillet 1902.

5. Cass. 5 janv. 97 (D. 97, I, 120).

6. Tribunal de comm. de Charolles, 18 févr. 1890 (*Rev. des soc.*, 1890, p. 158). — Trib. de comm. de la Seine, 4 fév. 1892 (*Gaz. Pal.*,

Un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 4 février 1892, intervenu entre la Compagnie générale des omnibus et le syndicat des employés d'omnibus, affirme le droit du syndicat d'agir, non pour assurer la protection des « droits individuels », mais pour faire respecter les « intérêts communs à l'universalité des membres du syndicat ». En conséquence, il refuse au syndicat réparation du préjudice matériel causé par l'inexécution antérieure du contrat collectif conclu précédemment par lui avec la compagnie, affirmant que ce préjudice ne saurait être réparé qu'à l'égard de ceux auxquels il a été causé, des ouvriers pris individuellement ; mais il consent à rappeler la Compagnie à l'observation du contrat, à lui enjoindre sous une contrainte d'exécuter ces obligations. De même le tribunal de Cholet, jugeant commercialement à la date du 12 février 1897, autorisait des syndicats ouvriers à réclamer d'un patron l'exécution d'un contrat passé par lui conjointement avec d'autres patrons, parce qu'un intérêt collectif, que le jugement degageait avec soin, se trouvait en jeu. Ainsi, les tribunaux autorisent les syndicats à faire valoir en justice les intérêts collectifs et communs.

Ils leur reconnaissent également qualité pour contracter au nom de la collectivité des syndiqués. La question se posa pour la première fois devant le tribunal de Charolles en 1890, (affaire de Chauffailles). Le tribunal affirma la légitimité des

92, 1, 221). — Cons. des prud'hommes de la Seine, 15 avril 1893 (*Rev. prat. d'ind. indust.*, 95, p. 203). — Trib. de Cholet, 12 fév. 1897 (*Rev. des soc.*, 97, 303). — Bordeaux, 4 juin 1897 (*Gaz. Pal.*, 97, 11, 122).

contrats collectifs passés par les syndicats ; il déclara, en effet, que « la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux que le syndicat professionnel a mission d'étudier et de défendre. » Dans la même affaire, la Cour d'appel de Dijon se prononça dans le même sens et en des termes très précis. « Considérant, dit l'arrêt du 23 juillet 1890, que s'il est incontestable que la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux pour la sauvegarde desquels un syndicat professionnel d'ouvriers peut se constituer; que, par suite, les membres de la Chambre syndicale de Chauffailles ont pu intervenir pour faire, au nom des ouvrières syndiquées, la convention du 14 septembre 1885.... »<sup>1</sup>. La Cour de cassation affirma également que « la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux dont la défense appartient aux syndicats professionnels ».<sup>2</sup> Il semble que, depuis cette décision, le droit du syndicat de contracter au nom de la collectivité ne fasse plus de doute. Dans le jugement précité du 12 février 1897, le tribunal civil de Cholet déclare « qu'il n'est pas contestable que la réglementation du tarif des salaires rentre dans la catégorie des questions générales que les syndicats sont autorisés à traiter ».

Ces règles sur la capacité des syndicats ont un

1. Dijon, 23 juill. 1890 (Pand. franc. 1894, p. 1).

2. Cass. 1<sup>er</sup> févr. 1893 (Pand. franç. 1894, p. 1. Note de M. Deslandes).

caractère prétorien : elles étendent en faveur des syndicats les avantages résultant de la personnalité morale. Il faut dire même qu'elles sont inspirées par une conception nouvelle de la personnalité morale, élaborée par la jurisprudence.

La personne morale est une « *universitas rerum* », un ensemble de choses : telle est du moins la conception du législateur. « Sous le nom de « personnes civiles », il faut donc entendre, dit M. Planiol <sup>1</sup>, l'existence de *biens collectifs* à l'état de masses distinctes, soustraites au régime de la propriété individuelle. Par conséquent, ces prétendues personnes n'en sont pas, même d'une manière fictive ; ce sont des *choses* possédées par des hommes..... Le canton a reçu une organisation administrative ; il a son représentant, le conseiller général ; son juge, le juge de paix, son bureau d'enregistrement, sa perception, etc. Il est donc organisé, et cependant on lui refuse la personnalité ! Pourquoi ? Parce qu'il n'y pas de *domaine* cantonal comme il y a un domaine communal ou départemental, Au contraire, la section de commune, dépourvue de tout organe, privée de tout représentant, est considérée comme une personne. Pourquoi ? *Parce qu'elle a des biens*. Rien ne peut mieux montrer à quoi se réduit la prétendue personne et que « personnalité » est ici synonyme de « masse de biens ».

Le législateur s'inspirait de cette conception traditionnelle, lorsqu'il concédait la personnalité morale

1. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, tome 1, 2<sup>me</sup> édit., p. 641.

aux syndicats : il leur donnait qualité pour gérer un patrimoine collectif distinct du patrimoine individuel de chacun des adhérents, les caisses diverses qu'il conviait les syndiqués à fonder.

Mais la jurisprudence tend à introduire, à propos des syndicats, une conception toute nouvelle de la personnalité. Elle autorise le syndicat, non seulement à gérer un patrimoine collectif, distinct des patrimoines individuels de ses membres, mais encore à accomplir d'autres actes dans l'intérêt d'une collectivité d'individus. La personne morale cesse d'être un patrimoine pour devenir un groupe de personnes physiques. Notamment, elle affirme que le syndicat a qualité pour contracter au nom de la collectivité de ses membres, quoiqu'il ne doive retirer lui-même de ce contrat aucun intérêt.

Et les auteurs sont obligés de recourir à une fiction pour expliquer cette extension des pouvoirs du syndicat. Déjà, la personnalité morale accordée à un patrimoine, à une « *universitas rerum* », est une fiction. La doctrine est obligée de créer une seconde fiction, l'idée d'un mandat donné tacitement par les syndiqués ou donné par la loi au syndicat d'agir au nom de la collectivité des adhérents.

Il importait de dégager les traits principaux de la théorie de la personnalité morale des syndicats, d'analyser ce qu'il y avait de nouveau et de prétorien dans cette théorie, afin de comprendre les règles juridiques relatives à l'intervention d'un syndicat dans une coalition.

II

DROITS ET OBLIGATIONS DES SYNDICATS.  
LEUR RESPONSABILITÉ.

Si la conception du législateur de 1884 était demeurée celle de la jurisprudence, si le syndicat n'avait été considéré comme personne morale que lorsqu'il accomplit, par l'organe de ses administrateurs, des actes de gestion des caisses syndicales, des biens meubles ou immeubles par lui acquis en propriété, il n'eût pas eu qualité pour intervenir dans une coalition, et les administrateurs n'eussent pu engager sa responsabilité.

Mais nous avons vu que le syndicat est considéré comme le représentant, non d'un patrimoine, mais d'un groupe d'individus.

Il résulte de là que le syndicat aura tous les droits que ces individus peuvent exercer en commun. Ses droits se confondront avec les leurs. Il a le droit de contracter pour la collectivité, nous l'avons vu ; il exercera de même leur droit de coalition, dirigera une grève ou un *lock out*.

D'autre part, il devra observer, dans l'exercice de ces droits, les obligations dont le législateur impose le respect aux individus, c'est-à-dire qu'il devra observer les restrictions que la loi impose aux droits de chacun. Et sa responsabilité sera engagée par la violation de ces obligations, non pas sans doute lorsque cette violation résultera du fait d'un individu ayant agi iso-

lément mais lorsqu'elle proviendra du fait de la collectivité, qu'elle résultera d'une action concertée.

Cette question de la responsabilité mérite d'attirer notre attention. La difficulté pratique qui s'élève au cas d'intervention d'un syndicat dans une coalition, et cette intervention est fréquente, est de déterminer les conditions de la responsabilité des syndicats. Depuis la loi de 1884, une théorie prétorienne de la responsabilité des syndicats a été élaborée, qui est en harmonie avec la théorie de la personnalité morale des syndicats édictée par les tribunaux.

La théorie généralement admise et appliquée de la responsabilité des personnes morales ne peut servir de fondement pour établir la responsabilité des syndicats qui interviennent dans une coalition.

Cette responsabilité des personnes morales est fondée par les auteurs et la jurisprudence sur l'art. 1384 du Code civil : « La disposition de l'art. 1384, dit Demolombe, s'applique également aux personnes morales, aux personnes civiles en tant qu'elles doivent être considérées comme maîtres et commettants. A ce point de vue et sous ce rapport, ces personnes ne sont elles-mêmes que de simples particuliers, régies, comme les autres, par le droit commun <sup>1</sup> ». Ces rapports de commettant à préposé justifient, disent les auteurs, la responsabilité d'une personne morale, comme ils justifient la responsabilité d'une personne physique.

1. DEMOLOMBE, *Des contrats et obligations*, t. VIII, p. 555. — V. AUBRY et RAU, 4<sup>e</sup> édit., § 447, p. 759-760. — VAUTHIER, *Etude sur les personnes morales* (Bruxelles 1887), p. 322.

Sans doute, la personne morale, qui n'est qu'une fiction, n'a pu commettre de faute, ni même de négligence dans le choix ou la surveillance de ses préposés, comme peut le faire un chef de famille; mais tous ses actes sont passés « par des mandataires auxquels la personne morale est censée avoir donné pleins pouvoirs quand ils agissent en son nom, au point que les actes de ceux-ci constituent les actes de la personne morale elle-même : elle y consent, elle doit en supporter les conséquences... La loi a donc nécessairement supposé la volonté dans le chef de la personne morale, représentée par ses agents » .<sup>1</sup>

Mais un syndicat ne saurait être déclaré responsable en vertu de l'art. 1384 des atteintes portées à la liberté du travail ou de l'industrie par une coalition des syndiqués. Soit en effet une grève entreprise par des ouvriers syndiqués, sans motif légitime, en vue de contraindre un patron à chasser un ouvrier : on ne saurait condamner le syndicat à payer des dommages intérêts, par application de l'art. 1384, en raison de la conduite des ouvriers qui font grève, puisque les ouvriers ne représentent point le syndicat, n'agissent point en qualité d'administrateurs du syndicat. D'autre part, on ne saurait le rendre responsable sous prétexte que les administrateurs auraient commis une faute en prononçant la mise en interdit, puisque les membres d'un syndicat conservent toujours leur liberté, peuvent refuser d'accomplir une illégalité ;

(1) WILLEMS, *Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382, 1386 du code civil.* (Revue générale du droit, 1893, p. 140.)

que le dommage résulte non de la mise en interdit, mais du concert existant entre les syndicats, de la volonté librement affirmée et maintenue des membres du syndicat, considérés individuellement, d'exécuter la prescription ; que la mise en interdit est moins un ordre donné par le syndicat à ses adhérents que la constatation de la volonté des syndiqués.

La jurisprudence ne fonde donc point la responsabilité des syndicats sur l'art. 1384. Elle invoque l'art. 1382, c'est-à-dire qu'elle identifie le syndicat avec la collectivité des ouvriers, qu'elle considère tout acte collectif comme un acte du syndicat lui-même qui engage la responsabilité du syndicat.

Cette théorie de la responsabilité des personnes morales est prétorienne.

Quelles seront les conséquences pratiques de cette théorie ?

Le syndicat ne sera pas responsable des fautes délictuelles ou quasi délictuelles commises par des individus agissant isolément, fussent-ils membres du syndicat.

Il ne saurait être condamné à des dommages-intérêts en raison des violences que l'un d'eux a pu commettre en vertu de son initiative privée.

Le syndicat ne sera point rendu civilement responsable en raison du fait de l'un de ses membres qui rompt le contrat de travail <sup>1</sup> sans observer les délais

1. V. au chapitre II dans quels cas la grève et le *lock out* entraînent rupture du contrat de travail, p. 97.

d'usage et les conditions imposées par l'article 1780 du Code civil au cas de résiliation du louage de services à durée indéterminée. On ne saurait évidemment imposer à un syndicat ouvrier l'obligation de réparer le tort causé au patron par la rupture d'un contrat individuel de travail tandis qu'on lui refuse le droit de réclamer réparation du tort causé à un ouvrier par suite de l'inexécution partielle d'un contrat même collectif par le patron.

Mais sa responsabilité est engagée par toute manifestation de l'activité collective des syndiqués.

Elle doit être affirmée par le tribunal lorsque des violences ou des délits sont commis par suite d'un plan concerté.

De même le syndicat serait responsable au cas de rupture brusque et intempestive d'un contrat collectif de travail conclu par lui. Nous croyons que telle est la conséquence nécessaire de cette théorie qui fait du syndicat le représentant de la collectivité des ouvriers et le rend responsable des actes commis par cette collectivité par suite d'un plan concerté.

Enfin le syndicat peut être condamné parfois à des dommages-intérêts, lors même que les syndiqués usent du droit de coalition sans exercer de violences et sans rompre le contrat de travail d'une façon brusque et intempestive. En effet, nous avons précédemment exposé qu'il y a lieu à condamnation lorsque il a été fait usage du droit de coalition, même sans intention de nuire, mais de façon à porter atteinte à un droit que les mœurs commandent de respecter. Cette règle s'applique aux syndicats. Elle a inspiré de

nombreuses décisions jurisprudentielles dont il importe de rapporter quelques unes et qui affirment la responsabilité civile des syndicats professionnels à raison des atteintes portées à la liberté de l'industrie ou du travail.

Ces décisions sont relatives tout d'abord à la mise à l'index d'ouvriers par des syndicats ouvriers. La question de la légitimité de la mise à l'index d'un ouvrier s'est, pour la première fois, posée à propos de la célèbre affaire Joost contre le syndicat de Jallieu-Bourgoin <sup>1</sup>. Joost, ayant refusé de rester syndiqué, fut mis à l'index et congédié par son patron sur les injonctions du syndicat. Le tribunal de Bourgoin refusa d'accorder à Joost des dommages-intérêts parce qu'il considérait le droit de coalition comme absolu. « Attendu, en droit, lit-on dans le jugement, que les articles 1382 et 1383 du Code civil sont fondés sur ce principe que tout délit ou quasi-délit engendre pour son auteur l'obligation d'en réparer les conséquences; que le fait dommageable donnant naissance à des dommages-intérêts suppose, dans les termes et l'esprit de ces articles, chez l'auteur de ce fait, l'accomplissement d'un acte illicite ou l'omission d'une obligation que lui impose la loi ou la convention, et, chez la victime, la lésion de son droit légal ou conventionnel;... que de ces principes il suit qu'il n'y a ni délit ni quasi-délit lorsqu'on exerce un droit; qu'en l'exerçant on ne peut léser le droit d'un autre et que,

1. V. les arrêts rendus au recueil de Sirey (93 I 41), note de M. Jay.

dès lors, on n'est tenu à aucune réparation, quelque préjudice matériel qui soit résulté pour autrui de l'exercice de ce droit... »<sup>1</sup>. En appel, la Cour de Grenoble confirma le jugement du Tribunal de Bourgoin. Mais la Cour de cassation cassa l'arrêt, et décida « que si depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, les menaces de grève adressées sans violences ni manœuvres frauduleuses, par un syndicat à un patron à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels, elles ne le sont pas lorsqu'elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier parce qu'il s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y rentrer ; que, dans ce cas, il y a une atteinte au droit d'autrui, qui, si ces menaces sont suivies d'effet, rend le syndicat passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier congédié... »

Depuis cet arrêt de la Cour de cassation, de nombreuses décisions ont condamné un syndicat ouvrier à payer des dommages-intérêts à un ouvrier mis à l'index<sup>2</sup>.

Parfois, les tribunaux se fondent sur le fait que le syndicat a exercé le droit de coalition dans l'intention

1. De même on lit dans un arrêt du tribunal civil de Lyon du 21 janvier 1892 : « Attendu qu'il est reconnu que la grève, c'est-à-dire la cessation de travail décidée par suite d'un accord entre ouvriers ou patrons, est un moyen licite accordé aux uns comme aux autres pour obtenir le succès de leurs réclamations relatives à leurs salaires ou à leurs intérêts ; Attendu que les art. 1382 et suiv. C. civ. ne permettent pas d'obtenir réparation d'un préjudice contre celui qui n'a fait qu'user de son droit... » (*Gaz. Pal.* 1892, t. 1, p. 397).

2. FABREGUETTES, *Le contrat du travail*, p. 69 et suivantes.

de nuire. Tel est le motif invoqué par le tribunal de la Seine dans son jugement du 4 juillet 1895 <sup>1</sup>. Il accordait des dommages-intérêts à un ouvrier qui avait été frappé d'interdit pour avoir, malgré la défense du syndicat, travaillé dans une maison excommuniée, et avait été inscrit pendant dix ans au pilori corporatif de l'organe de la chambre syndicale, « considérant que, dans l'espèce, la faute est évidente, et qu'elle résulte de la persécution dirigée avec intention de nuire par la chambre syndicale, pendant dix années entières, contre Bonnissent père, alors qu'elle n'avait contre lui d'autre grief que d'être resté dans une maison mise à l'index pour n'avoir pas voulu se soumettre à la plus inique des exigences. »

Mais en réalité l'intention de nuire ne semble pas être le véritable mobile auquel obéit un syndicat lorsqu'il prescrit la mise à l'index d'un ouvrier. Une réparation est accordée souvent à l'ouvrier frappé d'interdit, lors même que le juge ne découvre point d'intention malicieuse. Le juge se fonde sur cette considération que le droit de coalition, s'il est reconnu par la loi, n'est cependant pas absolu, qu'il est limité par le droit d'autrui, qu'il ne peut ruiner la liberté individuelle. Ce motif est présenté avec une netteté particulière dans un jugement du tribunal de la Seine du 6 novembre 1895 <sup>2</sup> : « Si la loi du 21 mars 1884, répondant aux vœux des esprits libéraux, qui voyaient en elle une semence de liberté, a autorisé la formation

1. Trib. de la Seine, 4 juill. 95 (*Bull. Off. Tr.* 95, p. 541), — confirmé par arrêt de Paris, 31 mars 1896 (*Bull. Off. Tr.* 96, p. 316).

2. Trib. civ. de la Seine, 6 nov. 95 (*Bull. Off. Tr.* 96, p. 64).

des syndicats pour la défense de leurs intérêts professionnels, elle n'a pas moins nettement entendu protéger contre toute atteinte la liberté du travail individuel qui, suivant l'expression de Turgot, rappelée à l'Assemblée nationale par le rapporteur du décret du 2 mars 1791, est et doit rester la première propriété de l'homme, la plus sacrée et la plus imprescriptible... La prétention du syndicat, si elle était admise, n'irait à rien moins qu'à supprimer la conquête essentielle de la Révolution, l'affranchissement de l'individu, et à restaurer, en entrant en lutte ouverte contre les principes sur lesquels repose notre société civile moderne, l'oppression des chambres syndicales aussi intolérable et aussi contraire à la justice que la tyrannie des anciennes corporations et jurandes, détruites à si juste titre par la Constituante et la Convention...<sup>1</sup> »

Il existe donc certaines restrictions ou limitations au droit de coalition que les syndicats ont l'obligation d'observer. Le droit de coalition ne peut être exercé en vue de certaines fins. Il appartient au juge d'apprécier les limites imposées par la liberté individuelle et d'obliger à réparation le syndicat qui, même sans

1. Nous rapprochons de ce considérant celui d'un arrêt de la Cour de Lyon du 15 mai 1895 : « Considérant que rien n'était plus éloigné de l'esprit du législateur de 1884 que de faire renaître, par la loi nouvelle, le monopole tyrannique des anciennes corporations de métier abolies par la révolution de 1789... » (*Bull. Off. du Trav.* 1895, p. 494.) — De même le tribunal civil de Lyon, dans un jugement du 10 août 1895, affirme « qu'en somme la loi de 1884 a institué une liberté nouvelle, la liberté de coalition, mais n'a pas entendu porter atteinte aux libertés primordiales et essentielles déjà reconnues. » (*Bull. Off. du Trav.*, 1895, p. 600.)

intention de nuire, a usé de son droit de façon à entraver la liberté d'autrui notamment celle des ouvriers.

Voici encore quelques décisions qui sont intéressantes parcequ'elles s'efforcent de déterminer les obligations des syndicats, les limitations imposées au droit de coalition des ouvriers par la liberté des ouvriers syndiqués ou non syndiqués.

Un jugement du tribunal civil de Lyon du 16 décembre 1896<sup>1</sup> reconnaît la légitimité d'une mise à l'index prononcée contre un ouvrier qui travaillait au-dessous d'un tarif fixé, attendu que « *c'est pour la défense d'un tarif, par suite, en vue d'un intérêt professionnel* que les parties défenderesses auraient notifié à certains fabricants leur intention de les mettre à l'index s'ils continuaient à faire travailler Fleureton au-dessous dudit tarif ».

Un arrêt de la Cour de Lyon du 2 mars 1894 pose une règle plus générale. On lit en effet les motifs suivants : « Considérant qu'il résulte, tant du texte de la loi nouvelle que des principes exposés dans les travaux préparatoires, que *cette loi a eu pour objet unique de protéger les ouvriers dans leurs intérêts professionnels vis-à-vis des patrons en les autorisant à se concerter entre eux pour la libre discussion de leurs salaires*; mais que la faculté accordée par la loi est limitative ; qu'elle ne peut être étendue au delà du règlement des difficultés qui s'élèveraient directement entre les patrons et leurs ouvriers..; Considérant que, dans l'espèce, il ne s'agit nullement d'un *conflit survenu*

1. Trib. civ. de Lyon, 16 déc. 96 (*Bull. Off. du Trav.*, 97, p. 608).

*entre tous les ouvriers de l'usine et leur patron sur une question relative à des intérêts professionnels, mais uniquement d'une difficulté soulevée entre ouvriers syndiqués par les membres d'un syndicat qui ont réclamé l'exclusion de celui d'entre eux qui ne voulait pas se soumettre à l'autorité du comité...<sup>1</sup> »*

La jurisprudence considère encore qu'il y a atteinte intolérable à la liberté individuelle lorsqu'un syndicat met un ouvrier à l'index afin de le contraindre à apporter son adhésion. Elle condamne le syndicat lorsqu'elle ne découvre pas chez les syndiqués une intention de nuire : l'intérêt professionnel mis en avant par le syndicat paraît insuffisant pour légitimer ce pouvoir sur l'individu. Ainsi, le tribunal civil de Lyon déclare, dans un jugement du 10 août 1895, que, si les agissements du syndicat « ne tombent plus sous l'application d'un texte répressif, il n'en résulte pas juridiquement qu'ils ne constituent pas une faute civile ; que la faute est manifeste et lourde ; qu'elle réside dans *l'atteinte portée, fût-ce même en vue d'un intérêt professionnel* qui n'apparaît pas dans l'espèce, au droit individuel de l'ouvrier non adhérent au syndicat et dans les manœuvres quelconques employées pour obtenir en définitive ce résultat illicite de rendre obligatoire et forcée la coalition, que le législateur a seulement déclarée libre<sup>2</sup>. » Un autre argument est présenté à côté de celui-ci : il est tiré de l'art. 7 de la loi du 21 mars 1884, lequel affirme

1. Lyon 2 mars 1894 (D. 94, II, 305).

2. Trib. civ. de Lyon 1<sup>er</sup> août 1895 (précité)

le droit de tout membre d'un syndicat professionnel de se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire.

Non seulement la responsabilité d'un syndicat peut exister en raison de la mise en interdit d'un ouvrier, mais encore elle peut être affirmée par les tribunaux au cas de mise en interdit d'un patron. Nous n'avons pas trouvé de décision jurisprudentielle qui reconnaisse le droit du patron à une indemnité si ce n'est dans le cas où des manœuvres frauduleuses réprimées par l'art. 414 du Code pénal ont été accomplies <sup>1</sup>. Néanmoins, les tribunaux accorderaient sans doute une indemnité au patron dont les ouvriers se seraient mis en grève afin de l'empêcher, par exemple, de continuer ses relations commerciales avec une maison déterminée <sup>2</sup>.

Le syndicat doit également réparation d'une entrave portée à la liberté du commerce. Ainsi un syndicat ouvrier avait mis à l'index un établissement de boissons parce que des « renégats » étaient servis dans ce débit : la cour de Nancy le condamna à des dommages-intérêts. Elle motiva cette décision, non en invoquant une intention de nuire, de la part des syndiqués, mais en considération de ce fait que les seuls intérêts professionnels qui puissent légitimer une coalition, à savoir la hausse ou la baisse des

1. Trib. civ. Seine 10 août 1899 et arrêt de la Cour de Paris du 5 février 1901 (D. 1901, II, 427).

2. Nous avons trouvé un considérant en ce sens dans un arrêt du tribunal correctionnel de Vienne du 7 juin 1900. (*Le Droit*, 14 juillet 1900) V. *supra*, p. 81 en note.

salaires ou les conditions du travail, n'étaient point ceux qui inspiraient la conduite du syndicat. « Attendu, dit la Cour, qu'en mettant en interdit le débit de boissons tenu par X..., les défendeurs ne servaient même pas un intérêt professionnel, l'existence de cet établissement étant sans influence sur la hausse ou la baisse des salaires ou sur les conditions du travail des syndiqués ; qu'ils voulaient simplement opprimer et frapper un homme parce qu'il s'était refusé à exécuter leurs ordres de proscription et, par l'exemple du préjudice qu'ils pouvaient causer, maintenir sous leur domination et les ouvriers et les commerçants en rapport avec les mêmes ouvriers... »<sup>1</sup>. — Un autre exemple d'une atteinte portée à la liberté de l'industrie et entraînant la responsabilité du syndicat est fourni par l'espèce suivante. L'Union des teinturiers et apprêteurs du Nord décida, dans le but d'éviter la concurrence faite par des fabricants de tissus, de faire payer double prix à ceux de ces fabricants qui auraient chez eux des ateliers de teinture. Mathon et Dubrulle, fabricants de draperie à Tourcoing, se trouvaient parmi les industriels visés par cette mesure : ils pouvaient teindre une partie de leurs produits dans une teinturerie annexée à leur maison, et s'adressaient pour le surplus de leur fabrication à des teinturiers de profession. Afin de se protéger contre la mesure édictée par l'Union, Mathon et Dubrulle s'adressèrent à un intermédiaire, commissionnaire à Roubaix, et la

1. Jugement du tribunal de Charleville du 7 janvier 1892 et arrêt de la Cour de Nancy du 14 mai 1892 (D. 92, II, 453).

maison Marquette et C<sup>ie</sup> de Lille, la seule teinturerie qui fût étrangère au syndicat, s'engagea envers le commissionnaire à teindre au tarif simple. Mais le syndicat eut connaissance de cette combinaison ; il avertit le commissionnaire que s'il persistait à s'employer au service de Mathon et Dubrulle, les syndiqués lui feraient payer double tarif pour toutes les marchandises qu'il aurait à faire teindre pour le compte de ses autres clients ; il avertit Marquette et C<sup>ie</sup> d'autre part que, s'ils continuaient à teindre au tarif simple les produits de Mathon et Dubrulle, les syndiqués baisseraient de 25 o/o leurs prix de teinture. Le commissionnaire et la maison Marquette refusèrent, en raison de ces injonctions, de poursuivre leurs relations avec Mathon et Dubrulle dans les conditions antérieures, de telle sorte que ceux-ci durent subir le double tarif pour les tissus qu'ils ne pouvaient teindre eux-mêmes. Ils assignèrent alors l'Union en réparation du préjudice qu'ils éprouvaient à raison de la majoration du prix qui leur était imposée. Un arrêt de la Cour de Douai du 13 juillet 1900 fit droit à cette requête. Il est fondé, non sur ce que l'Union a agi avec l'intention de nuire, car elle poursuivait évidemment un intérêt professionnel, mais sur cette considération que, maîtresse de hausser ou de baisser ses prix, l'Union des teinturiers du Nord ne saurait cependant faire de ce droit un usage susceptible d'entraver le libre exercice du commerce et de l'industrie <sup>1</sup>.

1. Trib. com. de Roubaix 50 avril 1900 et Cour d'appel de Douai 13 juillet 1900 (*Rev. des Sociétés* 1901, p. 15).

Ces exemples montrent combien est étendue la responsabilité des syndicats. Des dommages-intrêts sont dus par eux toutes les fois que les ouvriers syndiqués ont usé de leur droit de coalition, même sans intention de nuire, de façon à porter atteinte à la liberté de l'industrie, du commerce ou du travail.

---

## CHAPITRE V

### Les droits et obligations des tiers

Nous appelons « tiers » les individus qui ne sont pas membres de la coalition. Tel est le consommateur qui a passé un marché avec le patron et qui s'intéresse à une coalition, quoiqu'il n'en soit pas membre, parce que, si la grève ou le *lock out* se prolonge, son cocontractant n'accomplira point son obligation. Tel est le journaliste, qui prend en main le sort des ouvriers, qui fait de son journal l'organe de leurs revendications, qui défend leur cause, publie des circulaires, répand les nouvelles, discute la conduite à tenir, conseille de prolonger la grève ou le *lock out*. Tel est encore le député qui, dans un intérêt politique ou afin de conserver sa popularité, s'adresse à des grévistes dans des réunions publiques, multiplie les discours, préside les assemblées, dirige la grève.

Des tiers interviennent parfois dans une coalition. Et la question se pose de savoir s'ils ont le droit d'intervenir et quelles obligations s'imposent à eux lorsqu'ils s'ingèrent dans une grève ou un *lock out*.

En outre, la coalition ouvrière suivie d'une grève peut empêcher l'exécution des contrats et, par là même, porter atteinte aux intérêts des tiers. La question naît alors de savoir pour qui sont les risques.

Nous étudierons donc :

1<sup>o</sup> Les règles juridiques relatives à l'intervention des tiers dans une coalition ;

2<sup>o</sup> Les règles juridiques relatives à l'inexécution des contrats en raison d'une grève.

## I

### DE L'INTERVENTION DES TIERS

Les tiers interviennent surtout dans une coalition ouvrière. Des journalistes, des députés, des meneurs se mettent souvent à la tête des grévistes.

En vertu de quel droit se produit cette intervention ?

Quelles obligations les droits d'autrui imposent-ils au tiers ?

La question a été agitée devant les tribunaux de savoir si les tiers avaient le droit d'intervenir dans une grève. Elle s'est posée à propos de l'affaire Rességuier-Jaurès, que nous avons rappelée <sup>1</sup>.

La Cour de Toulouse nia que les tiers eussent le droit d'intervenir, parce que la loi de 1864 n'avait pas consacré ce droit ; qu'en fait, de nombreuses grèves sont nées et ont été clôturées, quelquefois à la satisfaction des ouvriers, sans aucune ingérence, et que « nul n'a le droit de s'immiscer

1. Trib. civ. de Toulouse, 19 mars 1896. — Cour de Toulouse, 20 juillet 1896. — Cour de cassation, 29 juin 1897 (S. 98, I, 17).  
Note de M. Esmein.

dans les affaires d'autrui, à moins d'y avoir soi-même un intérêt réel, appréciable, qui est alors le générateur d'un droit destiné à sauvegarder ce même intérêt. »

Au contraire, le tribunal de Toulouse avait affirmé le droit d'intervention des tiers dans une grève : il voyait le principe de ce droit dans la loi de 1864 : « Le droit de grève étant admis par notre législation, sans qu'il y ait lieu d'établir juridiquement une distinction entre la grève ayant une juste cause et celle qui serait injuste ou abusive, il faut considérer comme une conséquence nécessaire de ce droit, sans laquelle il ne pourrait utilement s'exercer, le concours donné par des tiers à la grève. Il ne suffirait point certainement, pour justifier ce droit des tiers à s'immiscer dans la grève, de constater qu'aucun texte de loi ne le leur interdit, étant donné, d'autre part, qu'une telle immixtion est de nature à porter préjudice à autrui ; mais tout autre est sa légitimité lorsqu'elle apparaît, ainsi qu'il vient d'être dit, comme une suite nécessaire du droit de coalition, et qu'elle trouve ainsi dans la sanction légale de ce dernier droit sa propre consécration. » La théorie de la Cour de cassation semble être la même que celle du tribunal, puisqu'elle affirma que : « Si toute personne a le droit d'intervenir dans une grève, elle ne peut le faire que dans les conditions permises aux parties intéressées elles-mêmes, c'est-à-dire en s'abstenant des violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses interdites par l'art. 414 C. pén. »

En réalité l'intervention des tiers ne se justifie pas,

semble-t-il, par un droit spécial. Il n'y a pas lieu de se demander si la loi de 1864 a refusé ou accordé aux tiers intervenants le droit de s'ingérer dans une coalition, s'ils doivent être assimilés aux grévistes. Cette façon de raisonner suppose, comme le fait remarquer M. Esmein, que le législateur de 1864 aurait voulu, non seulement accorder, mais encore réglementer et organiser le droit de grève, tandis qu'il a voulu seulement affranchir de toute peine les cessations de travail concertées entre ouvriers ou patrons. « Ces tiers usent d'un droit tout autre que le droit de grève. Si le conseil, l'encouragement ou l'assistance sont donnés en dehors de toute publicité, dans les relations de la vie ordinaire, ils usent simplement du droit, qui appartient à tout homme, de communiquer sa pensée à ses semblables, de les conseiller ou de leur donner une assistance pécuniaire. Si les mêmes agissements se produisent dans des réunions publiques ou par la voie de la presse, ce sera la liberté de réunion ou la liberté de la presse qui sera exercée en plus, mais jamais ce ne sera le droit de coalition ou un droit dérivé de celui-ci. Jadis, lorsque la coalition constituait un délit, l'assistance et l'appui donnés par les tiers pouvaient s'y incorporer et en prendre la nature, en tant qu'ils constituaient des faits de complicité; car notre théorie de la complicité assimile l'acte du complice à celui de l'auteur principal. Aujourd'hui que les coalitions sont licites, il ne saurait en être ainsi : l'acte du tiers, facteur ou assistant, reste, en droit, indépendant de l'exercice du droit de grève et doit être jugé d'après sa nature propre. »

En résumé, le droit d'intervenir dans une coalition n'est pas fondé sur la loi de 1864, de telle sorte qu'on ne peut dénier au tiers le droit d'intervenir, pour les motifs invoqués par la Cour de Toulouse. Le tiers intervenant exerce le droit de communiquer sa pensée à ses semblables, le droit de les conseiller ou de les assister, ou le droit de réunion.

Est-ce à dire que les droits d'autrui n'imposent pas certaines restrictions à l'activité des tiers, de même qu'elles imposent des limitations au droit de coalition ?

Le tiers doit respecter certaines obligations, qui diffèrent suivant qu'il est lié par un contrat avec l'individu à l'égard duquel la coalition prétend exercer une sorte de contrainte, ou qu'il n'a pas pris d'engagement antérieur.

1<sup>e</sup> Il se peut que le tiers intervenant ait conclu avec le patron dont les ouvriers se mettent en grève un contrat de travail.

La Cour de Lyon <sup>1</sup> estime que les obligations tacites du contrat restreignent considérablement les droits du tiers intervenant ; elle a jugé que l'employé, demeuré, par la nature de sa profession, étranger aux réclamations qui peuvent motiver une grève de la part des autres catégories d'ouvriers ou employés attachés à la même maison, commet un manquement grave aux devoirs que lui impose le contrat en fomentant la grève, ou seulement en l'encou-

1. Lyon, 2 août 1895 (S. 98, II, 6).

rageant par son assistance, ses conseils ou son attitude. Elle se montre même si prompte à qualifier de fautives les manifestations de l'intervention de l'employé qu'elle lui interdit en réalité toute ingérence. Dans l'espèce, deux employés étaient en cause. A l'un d'eux la Cour reprochait, avec raison, certes, une manœuvre frauduleuse : cet employé était président de la société de secours mutuels et il s'était rendu dans le cabinet du médecin et lui avait demandé de reconnaître comme malades avec plus de facilité quelques ouvriers malheureux, grévistes malgré eux, et chargés de familles, qui viendraient le trouver ; il avait même délivré des secours sur les fonds de la société à un ouvrier non malade. En outre, elle imputait à faute aux deux employés le fait d'avoir versé une somme de 280 francs à la caisse de grève. Elle leur faisait même grief d'avoir, dans une lettre adressée au patron exprimé des réserves sur l'illégitimité de la grève de ses ouvriers : « Considérant, lit-on dans l'arrêt, que cette réserve sur ce qu'ils pensent au sujet de la grève, réserve qu'il était plus qu'inutile d'insérer dans cette lettre, étant donné le but qu'ils se proposaient, fait naturellement supposer qu'ils ont approuvé la grève, qu'il est difficile que les administrateurs de la fabrique des matières colorantes l'interprètent d'une façon différente ; qu'ils ont dû, en tout cas, se sentir profondément froissés par la publication d'une lettre pareille et croire plus facilement encore aux accusations qui étaient portées contre leurs deux employés... » Leur abstention même paraît coupable à la cour : elle considère : « que l'attitude de Rossi et de Chaumat est

encore bien plus suspecte et bien plus significative dans la matinée du 4 juin ; qu'ici les témoins sont d'accord et racontent les faits de la même façon ; que ce jour-là, Lowengard, directeur de la manufacture et Rosiki, directeur technique étant en congé, Roseneck se trouvait seul quand les grévistes vinrent lui poser leurs conditions, dont la première était son renvoi de la manufacture ; que la foule des grévistes était hostile, et que les cris de « jetez-le à l'eau » ou « jetez-le par la fenêtre » furent poussés ; que le rôle de Rossi et Chaumat, s'ils avaient été des employés honnêtes et fidèles, était de se ranger aux côtés de Roseneck, qui tenait tête à la foule avec courage et sang-froid.. ; que, bien plus, lorsque les grévistes ont voté sur le renvoi de Roseneck, c'est Rossi et Chaumat qu'ils ont choisi pour scrutateurs, et Rossi et Chaumat ont accepté, sans protestation, de remplir ces fonctions ; que le choix des grévistes démontre la confiance qu'ils avaient en Rossi et Chaumat ; que l'acceptation de ceux-ci sans protestation, rapprochée de leur inaction et de leur silence antérieurs, démontre qu'ils étaient favorables à la grève ou qu'ils ne voulaient pas tout au moins, paraître hostiles aux grévistes. »

Et la Cour de Lyon apportait deux sanctions au manquement des obligations particulièrement strictes, que le contrat de louage de services imposait à ces employés : leur intervention dans la grève donnait à leur patron un juste motif de congédiement immédiat, de telle sorte que leur brusque renvoi, même sans observation des délais de congé, ne pouvait les autoriser à demander des dommages-intérêts.

En outre, ils étaient responsables, en vertu de l'article 1382, vis-à-vis du patron et lui devaient une indemnité parce que, disait la Cour, « la croyance que leur attitude a fait naître parmi les grévistes qu'ils étaient avec eux a forcément encouragé ceux-ci, soit à déclarer la grève, soit à y persévérer un peu plus longtemps. »

Mais nous croyons que l'employé qui est étranger, par la nature de sa profession aux réclamations qui peuvent motiver une grève de la part des autres catégories d'ouvriers ou employés attachés à la même maison, demeure libre de s'immiscer dans la grève. Sans doute, la bonne foi doit régir les rapports entre co-contractants ; mais il ne semble pas qu'il y ait inexécution des obligations imposées par la bonne foi lorsqu'un des contractants a usé de son droit de conseiller ou d'assister ses semblables, qu'il est intervenu en faveur d'ouvriers dont les réclamations étaient légitimes et justes, qu'il ne les a pas incités à violer leurs obligations contractuelles.

En principe, le fait qu'un employé s'est montré favorable aux grévistes, qu'il a assisté à une de leurs réunions, qu'il les a secourus, qu'il a affirmé en présence du patron la légitimité de la grève, ne justifie pas son renvoi immédiat. — Cependant, le renvoi immédiat serait légitime si l'employé avait conseillé ou soutenu les grévistes dans une coalition illicite, tendant à porter atteinte à la liberté individuelle d'un patron ou d'un ouvrier. De même le patron pourrait congédier brusquement un employé qui aurait conseillé à des ouvriers de rompre brusquement et illégalement

le contrat de travail. Nous reconnaissons encore que les tribunaux ne devraient pas non plus accorder de dommages-intérêts à l'employé renvoyé brusquement pour avoir conseillé aux ouvriers de réclamer une élévation de salaire, lorsqu'il savait l'impossibilité pour le patron de faire droit à cette réclamation.

Et il ne semble pas, d'autre part, que la responsabilité de l'ouvrier soit engagée parce qu'il a conseillé une grève qui a porté préjudice au patron. — Il ne pourrait être condamné à une réparation que si, dans l'exercice de ses droits, il s'était rendu coupable d'une de ces fautes ou imprudences qui justifient le renvoi immédiat.

2° L'intervention est le plus souvent le fait d'un tiers qu'aucun engagement antérieur ne lie, d'un député, d'un journaliste, d'un meneur, ou du syndicat d'une autre corporation, qui envoie des secours à des grévistes. Ces tiers ont la liberté d'intervenir, mais doivent respecter certaines obligations.

On a vu précédemment qu'ils ne peuvent se livrer à ces manœuvres frauduleuses que réprime l'art. 414 du Code pénal : les pénalités édictées par ce texte leur sont applicables. De plus de semblables actes engageraient leur responsabilité civile : ils devraient réparation s'ils avaient dans des journaux et des réunions répandu des nouvelles fausses, des calomnies, proféré des injures afin d'entretenir la grève, s'ils avaient participé à des violences, à des agressions afin d'empêcher la reprise du travail, s'ils avaient remis de l'argent aux non-grévistes afin de les amener à quitter le travail.

Devraient-ils également réparation du préjudice causé par leur intervention, s'ils n'avaient commis aucun acte prohibé par la législation pénale ? Ils ont, croyons-nous, d'autres obligations que celles dont la violation est punie par l'art. 414, et le manquement à ces obligations serait sanctionné par une condamnation à des dommages-intérêts.

En effet, on sait que l'art. 1382 interdit d'exercer aucun droit d'une façon anormale et contraire à la liberté d'autrui. Les auteurs s'accordent aujourd'hui à reconnaître que le titulaire d'un droit qui agit dans l'intention de nuire engage sa responsabilité. Nous avons dit qu'il y avait lieu à réparation lorsque le droit avait été exercé de façon à nuire au droit égal d'autrui, lors même qu'il n'existait aucune intention de nuire.

Quelles seront les conséquences pratiques de l'art. 1382 ainsi interprété ?

Disons-nous que le simple exercice du droit de donner un conseil peut obliger à réparation, que le tiers qui a donné des conseils à des grévistes peut toujours être condamné à des dommages-intérêts lorsque ces conseils ont été suivis, et que le patron a subi de ce chef un préjudice ? Cette thèse a été soutenue dans une consultation rédigée par M. Morillot en faveur de M. Rességuier. Et l'arrêt de la Cour de Toulouse reproduit cette théorie lorsqu'il affirme que « nul n'a le droit de s'immiscer dans les affaires d'autrui, à moins d'y avoir soi-même un intérêt réel, appréciable. » Mais, dans ce considérant, la Cour ne rappelle qu'un proverbe, non une règle

de droit, et il ne semble point qu'on puisse l'ériger en principe juridique. En réalité, le simple conseil est licite, quoique nuisible au tiers : nous ne pensons pas qu'il puisse entraîner des dommages-intérêts. Obliger à réparation le tiers qui a donné un conseil, ce serait porter une atteinte trop grave à sa liberté d'intervenir dans une coalition, ce serait la supprimer.

Nous ne pensons pas non plus que les tribunaux puissent condamner à des dommages-intérêts l'individu ou le syndicat d'un autre métier qui auraient envoyé des secours à des grévistes. Sans doute, fournir des subsides à ceux qui ne sont pas grévistes pour les déterminer à quitter le travail, c'est se rendre coupable d'une de ces manœuvres frauduleuses que réprime l'art. 414 du C. pén. Mais il en est autrement des remises d'argent qui ont été faites aux grévistes dans une pensée de commisération et de charité « que personne ne saurait blâmer », disait, devant la Cour de cassation, M. le conseiller Letellier. En effet, la loi de 1864 admet la légitimité de ces dons. M. Émile Ollivier déclarait dans son rapport : « Des étrangers, dans une pensée de commisération, fournissent des sommes d'argent à la coalition; cette assistance ne constitue pas une manœuvre frauduleuse. »

Mais un tiers ne saurait user de son droit de donner des conseils ou du droit de réunion, ou de la liberté de la presse pour encourager une grève illicite, attentatoire à la liberté d'un ouvrier et d'un patron ou d'un commerçant. En effet, il a l'obligation de respecter cette liberté qui limite le droit de coalition des ouvriers et qui limite également ses droits. Il serait responsable

de ses conseils et de ses actes, s'il avait outrepassé son droit, lors même qu'il aurait agi sans aucune intention de nuire et dans un but désintéressé.

De même, le tiers qui conseillerait à des ouvriers ou à des patrons de rompre brusquement et illégalement le contrat de travail engagerait sa responsabilité.

En résumé, un tiers peut donc intervenir dans une coalition, mais son droit comporte les mêmes restrictions que celui des membres d'une coalition, il est astreint aux mêmes obligations que ceux-ci dans l'exercice de ce droit: il ne doit pas porter atteinte à la liberté d'autrui. Ses actes, ses conseils engagent sa responsabilité lorsqu'ils ont eu une influence sérieuse sur les événements.

## II

### DE L'INEXÉCUTION DES CONTRATS EN RAISON D'UNE GRÈVE

Les conséquences d'une coalition peuvent encore rejaillir sur les tiers qui ont traité avec des industriels. La cessation du travail empêchera peut-être ceux-ci de remplir leurs engagements: les droits des tiers ne se transformeront-ils pas alors en un droit à des dommages-intérêts ?

Si la coalition a été organisée par des patrons et suivie d'un *lock out*, la cessation du travail ne saurait dispenser les industriels de remplir leurs obligations. Le cocontractant aura droit à réparation du préjudice subi par lui au cas d'inexécution.

Au cas où les ouvriers d'un industriel se sont coalisés et mis en grève la question naît de savoir si le

chef d'industrie ne peut s'exonérer des engagements qu'il a pris envers les tiers en invoquant cet arrêt dans la production comme un cas fortuit ou une force majeure.

On ne saurait dire qu'en règle générale la grève constitue un cas fortuit qui doive délier nécessairement le chef d'industrie. La Cour de Caen a posé le principe <sup>1</sup> que la grève ne constitue pas un cas de force majeure. Et ce principe se justifie parce que le patron a pu prévoir souvent, la cessation du travail que peut-être il lui eût été possible d'embaucher d'autres ouvriers, d'accomplir ses engagements, moyennant un sacrifice pécuniaire. Sans doute, la rupture du contrat de travail peut surprendre le chef d'atelier, mais il faut retenir qu'elle ne le met pas toujours dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations. Ajoutons que le système contraire aurait de graves inconvénients pratiques : s'il était admis en thèse absolue que la grève constitue toujours un cas fortuit ou une force majeure, il pourrait arriver que le producteur qui est lié par un contrat désavantageux fasse éclater une grève en réduisant les salaires.

La grève ne sera pas toujours considérée comme une force majeure. Des distinctions s'imposent, qui permettront d'exposer les règles des rapports entre les chefs d'industrie et leurs cocontractants au cas où une grève éclate.

M. Thaller <sup>2</sup> a proposé de faire une distinction

1. Caen, 23 août 1875. (*Journal du droit international* privé 1876, p. 455). — Douai, 28 juin 1901 (D. 1902, II, 153).

2. THALLER, Le chef d'industrie peut-il s'exonérer de ses engage-

subtile entre deux hypothèses : celle où il y a obligation de livrer et celle où il y a obligation de faire. Le contrat passé par le chef d'industrie ne met le plus souvent à sa charge qu'une obligation de livrer à une date déterminée : « Il importe peu que le vendeur soit un industriel ; la pensée de mettre à l'ouvrage dans ses ateliers l'objet de la commande par lui prise n'est qu'un *propositum in mente retentum* ; l'acheteur ne s'ingère pas dans les moyens auxquels recourra sa contre-partie pour se procurer les quantités à livrer quand viendra le moment d'exécuter le marché. » Dans d'autres cas, le débiteur s'engage à accomplir un fait, et ce fait exige l'emploi de la main-d'œuvre : il en est ainsi lorsqu'un chef d'atelier s'engage à fournir des fabriqués dont le tiers livre la matière première, lorsqu'il promet une certaine quantité de produits à confectionner dans sa fabrique, lorsqu'un entrepreneur de construction s'engage à édifier une maison.

L'engagement du patron consiste-t-il en une obligation de donner ? Dans ce cas, qui est le plus fréquent, la grève ne pourra jamais, d'après M. Thaller, être considérée comme un cas fortuit. En effet, l'acheteur a traité sans se préoccuper du mode de réalisation de l'obligation ; l'engagement porte donc sur une chose de genre. Or, les engagements de cette sorte ne s'éteignent pas en principe par cas fortuit ; ils ne s'éteignent pas par la grève, parce que la grève ne détruit pas phy-

ments envers les tiers en invoquant une grève comme cas fortuit. (*Annales de droit commercial* 1895, p. 134.)

siquement le genre : *genera non pereunt*. Le risque est pour le débiteur qui devra des dommages-intérêts au cas d'inexécution.

Au contraire, considérons l'hypothèse où le patron a contracté une obligation de faire, et où le fait promis doit être accompli, non seulement par lui, mais surtout par des salariés. Alors la grève pourra être considérée comme une force majeure. « Le patron sera admis, dit M. Thaller, à arguer de la désertion de ses ouvriers, de l'impossibilité où il s'est trouvé de réunir l'équipe de travail nécessaire, et les risques de grève cesseront de l'atteindre. Du moins, ici, le tribunal sera-t-il appelé à peser ces circonstances contingentes, à rechercher les causes de cette grève, à voir si elle est ou non imputable au débiteur. Il est naïf de dire que le fait s'apprécie en fait d'après la situation, variable d'un cas à l'autre, que les événements ont créée à la personne qui se dit hors d'état d'exécuter. C'est pourtant cette notion simple en elle-même, d'application parfois délicate, qui doit fournir la clef de la solution <sup>1</sup>. »

En réalité, cette distinction entre l'obligation de livrer et l'obligation de faire, sur laquelle est basée la théorie de M. Thaller, ne semble pas satisfaisante <sup>2</sup>. Elle est établie par interprétation de la volonté tacite de l'un des contractants ; mais peut-être n'est-il pas équitable de négliger la volonté tacite de l'autre partie, du chef d'industrie, qui considère presque

1. THALLER, *op. cit.* p. 155.

2. DONADEI, *Conséquences du droit de grève*, p. 187.

toujours qu'il prend à sa charge une obligation de faire. En outre, on remarquera que le Code civil n'établit point une semblable distinction dans la théorie de la force majeure : l'art. 1148 décide qu' « il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de *donner ou de faire* ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit ». Et le législateur ne distingue pas non plus entre l'hypothèse où l'obligation de donner porte sur un genre et celle où l'obligation porte sur un objet déterminé, car un genre peut être restreint : il l'est s'il ne comprend, par exemple, que les articles de telle marque appartenant à tel industriel seulement. La loi laisse au juge le soin d'apprécier, quelle que soit l'obligation, si l'événement invoqué comme force majeure était de nature à empêcher le débiteur d'exécuter ses engagements d'une façon absolue ou relative, et les tribunaux ne le condamneront pas à des dommages-intérêts, si le débiteur a agi avec célérité et avec bonne foi.

Des distinctions multiples s'imposent donc pour résoudre la question que nous nous sommes posée. Il conviendrait de considérer l'infinie complexité des espèces qui peuvent être soumises à la jurisprudence. Qu'il nous suffise d'envisager certaines hypothèses particulièrement simples.

L'industriel ne serait point libéré de ses obligations si la grève était provoquée par son fait, parce qu'il aurait refusé d'accomplir, suivant les règles de la bonne foi, les obligations mises à sa charge par le contrat de travail,

Il pourrait encore être condamné à des dommages-intérêts, s'il avait provoqué la grève par une mesure injustifiée, par exemple en décidant une baisse de salaires que n'expliquerait aucun fait particulier et nouveau.

Il devrait réparer le préjudice causé par l'inexécution du contrat, s'il avait pu ou dû prévoir une grève. Et il importe de remarquer que, dans certaines industries, et notamment dans celles des charbonnages, la grève est un fait relativement fréquent, facile à prévoir et qui ne peut être considéré comme un cas fortuit ou de force majeure <sup>1</sup> ».

Le tribunal de commerce de Nantes, dans les considérants d'un jugement rendu à la date du 23 novembre 1893, expose d'autres cas encore où la grève ne constitue pas une force majeure. « Attendu, lit-on dans ce jugement, qu'on doit considérer comme cas fortuit tout événement de nature à déjouer les prévisions humaines, et qu'il n'est pas possible de conjurer ; que des termes de cette définition découle pour le Tribunal l'impossibilité de rendre, en pareille matière, ainsi qu'il y est convié, un jugement de principe et de droit pur ; qu'en effet, les grèves n'offrent pas toutes les mêmes caractères ; qu'il en est qui éclatent brusquement du jour au lendemain, sans qu'aucune circonstance ait pu en faire soupçonner l'imminence, alors que d'autres, au contraire, peuvent être prévues longtemps avant qu'elles soient déclarées, par l'état d'esprit des ouvriers et les réclamations

1. Trib. d'Hazebrouck, 18 janv. 1890 (D. 91, p. 24).

qu'ils formulent avec menace de cesser tout travail, si satisfaction ne leur est pas donnée;... qu'il est également constant qu'une grève ne peut être envisagée comme force majeure que lorsque la cessation du travail est absolue, c'est-à-dire lorsque l'exécution de la convention devient impossible, et non pas seulement plus difficile ou plus onéreuse; qu'il apparaît en effet que dans ce dernier cas, il ne serait pas exact de dire que la grève et ses effets n'ont pu être conjurés <sup>1</sup>... »

Au contraire, la grève constituerait une force majeure, si elle était générale dans toute une branche d'industrie, si un arrêt complet s'était produit dans toutes les usines similaires. Ainsi a décidé le tribunal de la Seine à la suite d'une grève générale de charpentiers : « Attendu que l'expert Leconte, chargé par ordonnance de référé du 29 octobre 1881, de vérifier l'état des lieux et de chercher les causes du retard d'exécution dont se plaignait la dame Renaud, reconnaît, dans son rapport, qu'il faut surtout l'attribuer à la grève des ouvriers charpentiers; que, si une grève ne constitue pas toujours un cas de force majeure, il en est autrement de celle qui commença au mois d'août 1881, les ouvriers charpentiers ayant, non seulement déserté les chantiers, mais ayant mis en interdit les établissements des patrons, chassé des ateliers ceux de leurs camarades qui étaient disposés à travailler, et provoqué, par suite d'intimidation, un arrêt général du travail de la corporation; qu'en cette

1. Trib. comm. St-Nazaire, 25 nov. 95. (*Le Droit*, 8 déc. 1895; D. 95, II, 214.)

situation, Pillet ne saurait être rendu responsable de ce qu'il n'a pu prévoir ni empêcher <sup>1</sup> ».

1. Trib. de la Seine (*Gaz. des Trib.* 4 déc. 1884). — Chambre des lords anglaise, arrêts rapp. par I. Davis. (*Annales de droit comm.* 1893, p. 66, et 1894, p. 130.)

---

## APPENDICE

### Le droit de coalition des ouvriers et employés de l'Etat

La question s'est posée de savoir si les ouvriers et employés de l'Etat ont le droit de coalition.

Pour répondre à cette question, il faut établir une distinction entre :

Les agents qui exercent la puissance publique

Et ceux qui ne détiennent aucune parcelle de cette puissance <sup>1</sup>.

#### I

##### LES AGENTS D'AUTORITÉ

La première catégorie comprend les agents qui exercent la puissance publique ou agents d'autorité ; ce sont les agents qui, en vertu d'une délégation du souverain, ont qualité pour exercer un pouvoir de contrainte, de commandement vis-à-vis des citoyens.

Pour ceux-ci, le droit de coalition n'existe pas. En effet l'article 126 du Code pénal prévoit et réprime le délit de coalition des fonctionnaires publics consistant dans une démission collective et concertée : « Seront

1. BOURGUIN, *De l'application des lois ouvrières aux ouvriers et employés de l'Etat* (Paris 1902), p. 77, et s.

coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque. »— Pour déterminer le sens de ce terme « fonctionnaires publics », il faut se reporter au texte de l'art. 123 plus explicite qui vise « la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique ».

## II

### LES AGENTS DE GESTION

Les agents de gestion sont ceux qui ne détiennent pas la puissance publique, qui ont uniquement pour fonction de gérer les services publics. Nombreux sont ces agents, depuis les directeurs de ministère jusqu'aux ouvriers des manufactures des tabacs.

La question du droit de coalition de ces employés donna lieu à un vif débat devant les Chambres, le 18 mai 1899, car le matin 1.500 ou 1.600 facteurs de la Recette principale des postes de Paris avaient refusé de procéder au tri des lettres et à leur distribution. Ils agissaient ainsi parce que le Sénat avait rejeté un amendement voté par la Chambre et tendant à élever le minimum du traitement des facteurs de 1.000 à 1.200 francs.

Au Sénat, le sous-secrétaire d'État rapporta qu'il avait tenu aux facteurs ce langage, leur déniait

le droit de grève à raison de leur qualité d'agents de l'Etat : « Vous me demandez de venir discuter avec moi ; je me refuse à satisfaire à votre désir ou à votre injonction. Représentant du Gouvernement, je n'ai pas à discuter avec des fonctionnaires qui entendent exercer un droit qui, à mon avis, ne leur appartient pas, et que, par suite, je considère comme en état de rébellion. » A la Chambre des députés, M. Charles Dupuy, président du Conseil, affirmait que des fonctionnaires publics, des agents commissionnés, n'avaient pas le droit de se mettre en grève contre l'Etat et contre les pouvoirs publics.

Aucun texte n'autorise, croyons-nous, à refuser le droit de coalition aux agents de gestion.

Mais ceux-ci doivent observer, dans l'exercice de ce droit, certaines obligations par application des règles du droit commun.

Ils ne sauraient se coaliser afin de porter atteinte à la liberté individuelle, par exemple d'imposer sans motif légitime le renvoi d'un de leurs camarades.

Ils ont en outre, comme tous les ouvriers qui se mettent en grève, le devoir de ne pas violer les clauses du contrat de travail. S'ils décident de cesser de travailler pour tout autre motif que l'inexécution par l'Etat de ses obligations, ils réclament une modification ou une addition au contrat antérieur de louage de services, c'est-à-dire qu'ils le résilient et qu'ils doivent respecter les délais de congé, se conformer aux conditions de résiliation <sup>1</sup>. Ces conditions sont

1. Lors de la grève des facteurs en 1899, l'Administration révoqua plusieurs des grévistes. Elle eût dû déclarer plus exactement qu'elle

différentes pour les agents commissionnés et les agents temporaires. — Les premiers ont un emploi permanent : il résulte de leur commissionnement un engagement de l'Etat de ne pas les renvoyer sans motifs appréciés dans les formes prescrites, et un engagement réciproque de leur part de ne pas abandonner leur service sans une démission régulière. Ils ne sauraient donc résilier le contrat d'une façon brusque et intempestive. — Les ouvriers temporaires doivent en principe observer les délais de congé stipulés dans le contrat ou fixés par les usages ; mais l'article du 25 octobre 1898, qui détermine le délai de prévenance au cas de licenciement des ouvriers temporaires, dispose que ces ouvriers seront prévenus *autant que possible* un mois à l'avance ; peut-être donc pourrait-on soutenir qu'il n'y a pas obligation stricte pour l'Administration ou les ouvriers d'observer, au cas de résiliation ou de grève, des délais de congé.

La violation des obligations imposées aux agents de gestion engage leur responsabilité.

refusait de les reprendre, car les facteurs qui s'étaient mis en grève afin d'obtenir des salaires plus élevés avaient en réalité résilié le contrat antérieur sans observer les conditions légales de résiliation.

## TROISIÈME PARTIE

---

Des projets de réforme. — De l'organisation des coalitions  
ouvrières et des grèves

---

### CHAPITRE UNIQUE

Le droit de coalition est l'objet de nombreuses discussions et de multiples propositions ont été faites en vue de réformer ou de compléter la législation actuelle.

Certaines propositions tendent à restreindre la liberté de coalition. Notamment la question a été posée de savoir s'il ne convenait point d'interdire les coalitions d'ouvriers employés dans un service public, par exemple les grèves d'ouvriers des chemins de fer susceptibles de mettre en péril l'État lui-même, en cas de complications extérieures.

D'autres propositions tendent à compléter plutôt qu'à réformer la législation actuelle. Elles s'inspirent du principe de la liberté des coalitions.

Enfin, une tendance nouvelle se manifeste dans les législations étrangères et dans la législation française :

le législateur se préoccupe d'organiser les coalitions, et notamment les coalitions ouvrières et les grèves. Notamment, une proposition a été faite le 4 novembre 1900 par M. Millerand, ministre du commerce, à laquelle l'opinion publique s'est intéressée et qui a été l'objet d'études particulièrement instructives.

Nous étudierons :

Les propositions restrictives du droit de coalition;

Les propositions qui complètent la législation actuelle et s'inspirent du principe de la liberté des coalitions;

Les propositions qui visent à organiser les coalitions ouvrières et les grèves.

## I

### PROPOSITIONS RESTRICTIVES DU DROIT DE COALITION

Parmi les propositions restrictives du droit de coalition, il faut distinguer 1° celles qui ont une portée générale <sup>1</sup> et 2° celles qui visent plus particulièrement les coalitions formées par les ouvriers de certaines professions.

Dès le 15 mars 1886, M. Marcel Barthe déposait au Sénat une proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels;

1. MARCEL LECOQ, *La répression des atteintes à la liberté du travail*, 1905. — (V. Association catholique 15 avril, page 311 et s.)

il réclamait notamment le rétablissement de l'ancien article 416 avec quelques modifications. L'ancien article interdisait de prononcer des amendes, défenses, proscriptions, interdictions par suite d'un plan concerté; le texte nouveau devait interdire de prendre semblables mesures en temps de coalition et à l'effet de créer ou de maintenir une coalition.

La rédaction proposée était la suivante :

Toute prononciation d'amende, défense, proscription, interdiction prononcée en vertu d'un plan concerté avec mise en interdiction ou à l'index, soit contre un ou plusieurs ateliers, soit contre un ou plusieurs ouvriers, constitue un délit d'atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Ceux qui s'en rendront coupables comme auteurs ou complices seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs où l'une de ces deux peines seulement.

Il importe de préciser ce que ce texte apporterait de nouveau aux dispositions du droit pénal. Nous avons vu qu'en vertu de l'art. 414 est punissable quiconque a amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. Et nous en avons conclu que les mesures attentatoires à la liberté comme la mise à l'index des non grévistes dans une coalition ouvrière, prises en vue de maintenir une cessation concertée de travail, sont punissables. En vertu du nouvel article 416 toutes les mesures de pression, pratiquées à l'occasion d'une grève, tous les moyens d'exercer une contrainte, même purement morale, constitueraient des délits. En

fait, la nouvelle disposition atteindrait les directeurs des syndicats ouvriers ou patronaux, lesquels ne recouraient point le plus souvent à des mesures aussi graves que la mise en interdit, mais édictent des amendes, prohibitions, exclusions contre les syndiqués qui n'acceptent point la discipline syndicale.

Pour justifier cette proposition de loi, M. Barthe faisait valoir que les grèves se développaient et se multipliaient ; qu'elles étaient dirigées par des socialistes révolutionnaires, désireux de créer et d'entretenir l'agitation parmi les ouvriers dans un but politique ; que le droit de prononcer des amendes, proscriptions et interdictions permettait aux commissions exécutives de grèves, composées de ces agitateurs, d'exercer sur les ouvriers une contrainte regrettable. Il espérait que le rétablissement de l'art. 416 assurerait le respect de la liberté de la minorité, qu'ainsi les grèves dépourvues de motif sérieux seraient arrêtées dès le début, et que les combinaisons des socialistes révolutionnaires, qui, affirmait-il, cherchent à s'emparer de chaque grève pour lui donner toute l'extension possible, pourraient être entravées.

Ces motifs ont perdu aujourd'hui une grande part de leur valeur, croyons-nous, parce que l'organisation du travail par les syndicats se développe, et que les grèves affectent moins ce caractère insurrectionnel, sont moins violentes<sup>2</sup>. De plus, nous croyons que les

2. BUREAU, *Le contrat de travail* (Ch. IX, *La prétendue tyrannie syndicale*).

amendes, défenses, exclusions sont des mesures nécessaires dans toute association permanente, dans tout syndicat, afin de maintenir l'ordre et la discipline. Et ces mesures, si elles permettent d'exercer une certaine contrainte sur les individus, ne sont pas attentatoires à la liberté : on remarquera en effet que les syndicats réguliers n'ont aucune action en justice pour exiger des dissidents le paiement des amendes. « Je vois bien, disait M. Waldeck-Rousseau au Sénat dans la séance du 28 janvier 1884, en parlant du droit de prononcer une exclusion, un homme qui est placé en face d'une question concernant son intérêt immédiat et qui est appelé à prendre une résolution sur la question que voici : est-il plus avantageux pour lui de rester dans la communauté en en subissant les charges, ou d'en sortir en en perdant les avantages ?... mais la violence, mais l'atteinte à la liberté, où la voyez-vous, quand il s'agit purement et simplement de savoir s'il est plus avantageux de rester dans les liens du contrat ou de les rompre ? » Le respect de la liberté individuelle n'impose donc pas au législateur l'obligation d'édicter des pénalités contre les présidents ou secrétaires de syndicats qui appliquent ces mesures, même en temps de grève.

Il importe, au contraire, de ne pas entraver l'exercice du droit de coalition, de ne pas restreindre par là même ce droit. Il importe de ne point contrarier l'activité syndicale qui tend à organiser la coalition,

1. *J. off.*, Sénat, Déb. parl., 1884, p. 190, 2<sup>e</sup> col.

notamment la coalition ouvrière trop longtemps désordonnée, tumultueuse et violente.

Nous comptons encore, parmi les mesures restrictives du droit de coalition, la proposition de loi déposée au Sénat le 10 mars 1893 par M. Barthe, qui tend à développer les dispositions d'exception prises par la législation pénale relativement aux faits de grève, qui tend à réprimer certains faits, comme le picketing, sans distinguer entre les cas où ils sont licites et ceux où ils sont illicites. Elle édicte des peines contre « tout ouvrier qui, en vertu d'un plan concerté, aura par des injures, des qualifications de « lâche » ou de « traître », par des vociférations ou des huées, par des patrouilles ou par une surveillance exercée devant les ateliers mis en interdit ou devant les maisons habitées par les ouvriers qui refusent de prendre part à la grève, par des procédés et des moyens d'intimidation quelconques, de nature à faire impression sur celui qui en est l'objet et sur sa famille, aura empêché un ouvrier de continuer ou de reprendre le travail ou d'aller travailler dans l'atelier d'un patron avec lequel il a traité <sup>1</sup> ».

Diverses propositions de loi ont été faites tendant à prohiber aux ouvriers et employés de certains services publics l'exercice du droit de coalition <sup>2</sup>.

En 1891, à la suite des tentatives de grève qui se produisirent dans le personnel des chemins de fer des divers réseaux et des violences ou désordres qui se

1. *J. off.*, Sénat, Doc. parl., 1895, annexe, n° 69, p. 90.

2. DESVEAUX, *Les coalitions dans le personnel des chemins de fer*.

poursuivirent pendant près de 15 jours, le ministère présidé par M. de Freycinet prépara un projet de loi afin de prévenir le renouvellement des faits de cette nature. Mais, le cabinet ayant démissionné le 18 juin 1892, la question fut réservée.

A la date du 21 décembre, MM. Cordelet, Merlin et plusieurs de leurs collègues déposèrent au Sénat une proposition de loi tendant à interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de faire cesser le travail dans les exploitations, même industrielles de l'Etat ou des compagnies de fer. Cette proposition fut renvoyée à la huitième commission d'initiative parlementaire, au nom de laquelle, M. Marquis, sénateur, déposait sur le bureau du Sénat le 21 janvier 1895 un rapport sommaire concluant à la prise en considération, qui fut prononcée par cette assemblée le 8 février suivant. La réforme proposée était très grave. M. Cordelet visait toute coalition de la part du personnel de toutes les exploitations de l'Etat, « des ouvriers et arsenaux de l'Etat, des ouvriers et employés des autres exploitations de l'Etat, des agents des compagnies de chemins de fer ». Il proposait d'édicter des peines contre tous les grévistes, et il aggravait les peines applicables aux meneurs <sup>1</sup>.

Peu de temps après, M. Trarieux, garde des sceaux, déposait sur le bureau du Sénat un projet de loi tendant à interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou cesser le travail dans les services

1. Prop. Cordelet, Merlin et autres, dépôt 21 décembre 1894. (Sénat, Doc. parl. J. off. 1894, p. 347.)

publics de l'Etat (arsenaux, chemins de fer de l'État) et dans les compagnies de chemins de fer<sup>1</sup>.

Le projet du gouvernement différerait sur plusieurs points de la proposition Cordelet-Merlin.

Il n'est point utile, disait l'exposé des motifs du projet, de faire de cette disposition l'objet d'une loi spéciale, comme le décidait la proposition de M. Merlin, qui serait une rupture nouvelle avec l'unité de nos codes. En conséquence, ce projet tendait à modifier le Code pénal : les art. 414 et 415 devaient être fondus en un seul, tandis qu'un nouvel art. 415 serait rédigé. La rédaction proposée était la suivante :

ART. 415. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à 2 ans et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, en dehors des cas prévus en l'article précédent, amené ou maintenu, tenter d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail de la part des ouvriers et employés d'un service public auxquels s'appliquent les dispositions spéciales de l'art. 51 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'année.

De la lecture du texte des projets et de la proposition ressort, outre cette différence de forme, des divergences plus graves : le projet du gouvernement est applicable à un moins grand nombre d'industries. « Il faut distinguer, déclarait M. Trarieux dans l'exposé des motifs, entre les diverses exploitations visées par la proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, celles qui constituent des services publics proprement dits, intéressant l'ordre général et la

1. Projet Trarieux déposé le 4 mars 1893; (Sénat, Déb. parl., séance du 4 mars, p. 133.)

sécurité même du pays, de celles qui n'engagent qu'une question de finances. Pour ces dernières, quelque graves qu'elles soient, un gouvernement de liberté, comme doit l'être la République, ne croit pas avoir à demander des règles dérogatoires à la règle générale. Ce n'est que là où le principe même de la nationalité est en jeu que le droit de réclamer une protection exceptionnelle ne lui paraît pouvoir se contester. »

Une autre divergence existe encore entre le projet et la proposition. Les termes du nouvel art. 415 sembleraient décider qu'aucune poursuite n'atteindra ceux qui se seront purement et simplement rangés sous le drapeau d'une grève déclarée, tandis que M. Merlin proposait de punir tous les coalisés.

Le projet de loi du gouvernement fut renvoyé à la commission chargée d'examiner la proposition de M. Merlin, et un rapport fut rédigé au nom de cette commission par M. Demôle <sup>1</sup>. Il concluait à une modification des articles 414 et 415 conformément au projet du gouvernement, mais il se montrait au fond favorable aux réformes réclamées par M. Merlin.

La Commission proposait de voter les dispositions suivantes :

Art. 1. — L'art 414 du Code pénal est modifié en ce qui suit : Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail

1. Rapport de M. Demôle, *J. off.*, Sénat, Doc. parl., 1895, p. 359.

dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Lorsque les faits punis par le paragraphe précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être soumis, par l'arrêt ou le jugement, à l'interdiction de séjour pendant deux ans au moins et 5 ans au plus.

Art. 2. — L'art. 415 du Code pénal est remplacé par la disposition ci-après : Sera punie d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, d'une amende de 16 à 500 francs, toute coalition de la part des employés et ouvriers des établissements de la Guerre et de la Marine, des manufactures de tabacs, des manufactures d'allumettes et des agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer dits de l'Etat, y compris les agents non classés, employés à titre permanent, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

Toute provocation publique à commettre le délit ci-dessus spécifié sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels et punie d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 100 à 5.000 francs.

On remarquera que la prohibition ainsi formulée est générale comme celle de la proposition de M. Merlin. La Commission avait trouvé le texte présenté par M. Trarieux absolument insuffisant, en ce que le projet se bornait à interdire la coalition dans les services publics intéressant l'ordre général et la sécurité du pays. « Nous disons, affirmait le rapporteur, que le projet du gouvernement, quand il se cantonne dans les nécessités de la guerre, ne voit pas d'une façon assez large les intérêts vitaux du pays. Nous disons qu'en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre déclarée ou plus ou moins imminente, la

cessation concertée des services publics de transport offre les plus sérieux dangers <sup>1</sup>. » L'interdiction avait donc été étendue au personnel de toutes les exploitations de l'Etat. — Le projet du gouvernement avait encore été jugé insuffisamment compréhensif même en ce qui concerne les services publics exclusivement visés par lui, et particulièrement en ce qui touche le service des transports. En effet, il ne concernait que les ouvriers et employés auxquels s'appliquent les dispositions spéciales de l'article 15 de la loi du 15 juillet 1889, c'est-à-dire les individus mobilisables en cas de guerre, et n'étendait pas l'interdiction de la grève à ceux qui, en raison de leur âge, n'ont pas encore été appelés au tirage au sort ou sont affranchis de tout service militaire.

La Commission reprenait en outre l'idée de M. Merlin, qui déclarait punissables tous les grévistes et non pas seulement les meneurs. Il était logique en effet de sanctionner la prohibition des coalitions.

Après le dépôt du rapport, le projet Trarieux fut retiré par M. Ricard, devenu garde des sceaux. Néanmoins, le projet de la Commission fut l'objet de discussions au Sénat dans les séances des 3, 4 et 14 février 1896. Il fut adopté, malgré l'opposition du ministère Bourgeois, exception faite de la disposition de l'art. 2 concernant les ouvriers des manufactures de tabacs et d'allumettes.

Ce projet ne paraît pas satisfaisant même à tous ceux qui acceptent le principe d'une restriction

1. *J. off.*, Sénat, Doc. parl., 1895, p. 542. 3<sup>e</sup> col.

au droit de coalition dans un intérêt général. Beaucoup estiment que, si on enlève aux ouvriers le droit de se défendre eux-mêmes, du moins il faut leur assurer un salaire suffisant, leur donner certaines garanties. Cette idée s'est déjà fait jour, en 1896, au cours de la discussion au Sénat. Elle inspirait l'amendement déposé par M. Guy Legrand, qui tendait à assimiler les ouvriers à des fonctionnaires, à les considérer « comme investis d'une fonction, devant être titularisés et avoir droit à un avancement normal et à une retraite assurée. » Elle explique également l'amendement de M. Maxime Lecomte, qui visait à protéger les ouvriers des compagnies de chemins de fer, grâce au « contrôle de l'Etat, pour la nomination, l'avancement, la révocation et les conditions de travail de ces ouvriers ».

La Chambre se montre hostile au projet de loi voté par le Sénat et ne l'a pas encore discuté, pour ce motif, semble-t-il, que les garanties assurées aux ouvriers dans les services publics sont encore insuffisantes.

Cependant, certaines mesures de protection ont été prises récemment en faveur des employés des chemins de fer. Des comités du travail ont été organisés sur le réseau de l'Etat<sup>1</sup> et sur celui de la Compagnie du Midi; une réglementation d'ensemble du travail des ouvriers ou employés de chemins de fer existe à l'état de projet. Si les ouvriers obtenaient des facilités pour débattre contradictoirement avec

1. *Bull. Off. du Trav.* de nov. 1901, p. 207.

leurs chefs toutes les questions relatives au contrat de travail, peut-être le législateur édicterait-il la prohibition des coalitions pour les ouvriers des services publics. Et il conviendrait de dire avec M. Demôle « qu'il n'y a pas lieu de mettre en avant le nom de la liberté, parce que la liberté n'a rien à voir dans l'interdiction d'actes reconnus dangereux pour l'intérêt de tous ».

## II

### PROPOSITIONS TENDANT A ASSURER LE LIBRE EXERCICE DU DROIT DE COALITION

D'autres propositions de loi garantissent la liberté de coalition et, en même temps, s'efforcent de concilier les intérêts en conflit.

Nombreuses sont les propositions faites en vue d'abroger les art. 414 et 415 du Code pénal. On sait que, déjà en 1849, MM. Greppo et Doure avaient demandé que cette abrogation fût votée. De nouvelles demandes furent produites, en 1882, à la Chambre des députés, notamment par M. Lefèvre<sup>1</sup>. Le projet du gouvernement sur les syndicats professionnels, déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 21 novembre 1880 concluait à l'abrogation des art. 414, 415 et 416 ; mais nous avons vu comment M. Ribot était intervenu pour réclamer le maintien des art. 414 et 415, et avait obtenu un vote en faveur

1. *J. off.* Chambre, Déb. parl. 1882, p. 465.

de son amendement. Peu de temps après le vote de la loi sur les syndicats professionnels, le 17 avril 1886, MM. Antide Boyer, Camelinat, Clovis Hugues et quelques autres critiquaient la réforme opérée par cette loi, la déclaraient insuffisante, affirmaient qu'« en fait, les ouvriers sont mis dans l'impossibilité absolue d'user du droit de coalition, sans tomber sous l'interprétation et l'application abusive et équivoque des art. 414 et 415 du Code pénal, modifiés par la loi de 1864 » et proposaient l'abrogation de ces textes<sup>1</sup>. Puis, dans une proposition de réforme de la loi de 1884, faite par M. Bovier-Lapierre à la date du 4 janvier 1888, la suppression de ces articles était encore réclamée<sup>2</sup>. Lors de la discussion de cette proposition, par la Chambre des députés, dans la séance du 17 mai 1889, M. Basly développait les motifs qui militaient en faveur de cette suppression, que le projet de la commission parlementaire n'avait pas acceptée, mais il ne parvenait pas à convaincre ses collègues<sup>3</sup>. Nous relevons ensuite une proposition de loi relative à l'abrogation des art. 414 et 415 du Code pénal, présentée le 20 octobre 1891 par MM. Dumas, Baudin et Baulard, députés. « Il est de notoriété publique aujourd'hui, lit-on dans l'exposé des motifs, que l'esprit général de nos codes, concernant les rapports entre le capital et le travail, n'est plus en harmonie avec le développement économique actuel, et qu'il y a lieu, en attendant une réforme d'ensemble, de courir

1. *J. off.* Chambre, Doc. parl. 1886, p. 1381.

2. *Ibid* 1888, p. 47.

3. *J. off.* Chambre, Déb. parl. 1889, p. 1005.

au plus pressé en faisant disparaître de nos lois certains articles qui ne sont plus de notre époque, et constituent des menaces perpétuelles contre les travailleurs <sup>1</sup> ». Le rapporteur, M. Le Senne, conclut à la prise en considération de cette proposition, le 10 décembre 1891, « pour renverser les dernières barrières qui séparent la classe ouvrière du droit commun ». Cependant, elle ne devait pas aboutir, et M. Coutant, en 1894, faisait une nouvelle tentative, affirmant que « les magistrats ne seraient pas embarrassés pour trouver dans l'arsenal de nos lois d'autres articles que ceux visés pour frapper les délinquants <sup>2</sup> ». Le rapporteur, M. Lebon, s'opposait le 15 mars 1894 à la prise en considération. A nouveau, M. Coutant et plusieurs de ses collègues socialistes déposaient, le 11 juillet 1898, une proposition relative à l'abrogation des art. 414 et 415 <sup>3</sup>.

Les auteurs de ces propositions font valoir tout d'abord que les dispositions des art. 414 et 415 sont restrictives du droit de coalition. En effet, les violences et voies de fait sont déjà punies par les articles 309, 310 et 311 du Code pénal, et donnent lieu en règle générale à une peine moins élevée que celle édictée par l'art. 414 : cette différence de traitement, cette aggravation de peine prononcée contre les membres d'une coalition, est injustifiée, car la grève, licite par elle-même, ne peut constituer une circonstance aggravante ; il y a là une survivance de

1. *J. off.*, Chambre, Doc. parl. 1891, p. 2504.

2. *Ibid* 1894, p. 434.

3. *J. off.* Chambre, Doc. parl. 1898, p. 1595.

dispositions législatives qui s'expliquaient à une époque où la coalition était prohibée. Bien plus, en droit commun, les menaces sont punies par les art. 305 à 308 du Code pénal; or, comme le fait observer M. Barthou, les art. 305 et suivants « exigent que, écrites ou verbales, les menaces se réfèrent à des faits qui, depuis la mort jusqu'à la simple voie de fait, sont punis par le Code pénal. Au contraire, en matière d'atteinte à la liberté du travail et selon le droit spécial de l'art. 414, la menace s'entend dans le sens le plus indéterminé et le plus large de tout acte illicite pouvant inspirer la crainte d'un mal à une personne raisonnable »<sup>1</sup>. Assurément, ce traitement différentiel est anormal dans une législation qui proclame la liberté de coalition, et il est injuste à l'égard de ceux qui exercent leur droit de coalition. Enfin, la disposition de l'art. 414, qui vise les « manœuvres frauduleuses », est particulièrement anormale et restrictive du droit de coalition; car les manœuvres frauduleuses, si elles constituent parfois, jointes à diverses autres circonstances, des délits spéciaux, comme le délit d'escroquerie, ne peuvent en règle générale être punies. Et on doit remarquer que les mots « manœuvres frauduleuses » manquent absolument de précision, peuvent entraîner des interprétations abusives « sont si dangereux, dit Faustin Hélie, qu'ils peuvent devenir une arme terrible blesant l'innocent plus encore que le coupable.

1. LOUIS BARTHOUD, *Des atteintes à la liberté du travail*. (Nouvelle Revue, 1<sup>er</sup> févr. 1901.)

Les partisans de l'abrogation estiment d'autre part que le maintien des art. 414 et 415 du Code pénal crée un régime d'inégalité entre les patrons et les ouvriers. On lit, en effet, dans l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée par M. Coutant le 11 juillet 1898 : « En abrogeant dans le texte de la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, l'art. 416 du Code pénal, alors qu'il maintenait les art. 414 et 415, le législateur a certainement fait une l'œuvre incomplète, qui frise la partialité, en ce sens que l'article abrogé visait nommément les patrons et entrepreneurs d'ouvrage, alors que les art. 414 et 415 ne semblent être faits que pour les ouvriers, puisque, dans la pratique, eux seuls sont journellement condamnés en vertu de ces deux articles, dont l'élasticité perpétuelle est suspendue sur la tête de tous ceux qui veulent user du droit de coalition reconnu par la loi, alors que jamais les patrons organisateurs du *lock out* ne sont poursuivis <sup>1</sup>. »

Nous sommes frappé surtout par cet argument que, la grève étant licite, tels ou tels faits ne doivent pas être érigés en délits et la répression de certains actes délicteux ne doit pas être aggravée par la seule raison que ces actes sont commis en temps de grève. Puisque la loi du 21 mars 1884 permet l'organisation de syndicats professionnels et le concert même à titre permanent, on ne saurait voir dans ce même concert une circonstance aggravante des pénalités. Les règles du droit commun assureraient une répression suffi-

1. *J. off*, Chambre, Doc. parl. 1898, p. 1593.

sante. Elles réprimeraient les voies de fait, les violences, les menaces. Quant aux manœuvres frauduleuses, il suffirait qu'elles donnent lieu à réparation civile, comme le faisaient remarquer les auteurs de la proposition de loi de 1886 <sup>1</sup>. Il n'est donc pas nécessaire de conserver dans le Code pénal les art. 414 et 415, et on peut souhaiter l'abrogation de ces textes, qui sont exclusivement appliqués aux ouvriers grévistes et qui paraissent être des mesures de défiance à l'égard de la classe ouvrière.

Il semble que les propositions relatives à l'abrogation des art. 414 et 415 tendent moins à réformer la législation qu'à la compléter; car elles s'inspirent du principe de la liberté des coalitions, qui est affirmé par la législation contemporaine et beaucoup considèrent les art. 414 et 415 comme les vestiges d'une législation d'exception, aujourd'hui presque complètement disparue.

Nous relevons, dans une proposition de loi sur le louage de services déposée par M. Paul Beauregard le 28 février 1900 <sup>2</sup>, diverses dispositions tendant à compléter la législation sur le droit de coalition, et qui nous semblent également inspirées par le principe de la liberté des coalitions. Ces dispositions visent : 1<sup>o</sup> à empêcher l'exercice abusif du droit de coalition, 2<sup>o</sup> à favoriser la conciliation entre patrons et ouvriers lorsqu'un conflit a éclaté.

1. *J. off.*, Chambre, Doc. parl. 1886, p. 4382, 1<sup>re</sup> col.

2. *J. off.* 1900, p. 596.

Les art. 6 et 7 de la proposition s'efforcent d'entraver l'exercice abusif du droit de coalition. Déjà la jurisprudence décide que l'art. 1780 du Code civil est applicable au cas de grève et de *lock out*, que les grévistes ne peuvent signifier au patron un congé brusque et intempestif. Il semble que M. Beauregard propose à la Chambre d'ériger en loi cette solution jurisprudentielle :

Art. 6. Aucune modification ayant trait aux salaires, aux délais, de prévenance et généralement à tout ce qui ne concerne pas exclusivement l'administration intérieure de l'atelier, de l'usine du chantier ou de la maison de commerce ne pourra être valablement imposée par le patron qu'à la condition d'avertir les ouvriers quinze jours à l'avance. Ce délai de quinze jours sera franc, c'est-à-dire qu'il courra du lendemain du jour de l'affichage et ne sera exécutoire que le seizième jour.

Art. 7. Les ouvriers ou employés, lorsqu'ils veulent suspendre collectivement le travail, doivent en donner avis au patron huit jours à l'avance, soit directement, soit par l'intermédiaire du président des prud'hommes ou à son défaut, par le juge de paix du canton.

Le premier article vise implicitement le *lock out* et le second traite expressément des grèves. La proposition tend à imposer aux patrons et ouvriers qui se sont coalisés et déclarent un *lock out* ou une grève l'obligation d'observer un délai avant la cessation effective du travail. Certes, le législateur pourrait imposer aux deux parties, dans tout contrat de travail, l'obligation d'observer un délai avant de résilier le contrat, lors même qu'aucune clause n'impose expressément cette obligation et que les usages ne fixent aucun délai, et nous souhaitons qu'il

vote cette autre disposition (art. 4) de la proposition sur le louage de services de M. Beauregard : « En l'absence de toute convention, le délai de prévenance est égal à la durée d'un terme du paiement des salaires ou appointements, à moins qu'un autre délai, soit plus long, soit plus court, ne résulte des usages locaux. » Mais il semble que le législateur ne saurait imposer en tous cas et sans restriction aux grévistes l'obligation d'observer un délai de huitaine avant de se mettre en grève. En effet, nous avons vu que certaines grèves peuvent être provoquées par l'inexécution de la part du patron de ces obligations et que, dans ce cas, les principes du droit autorisent les ouvriers à cesser le travail brusquement. Le vote de la proposition de M. Beauregard créerait donc une dérogation à ces principes à l'encontre des intérêts des ouvriers.

M. Beauregard s'efforce en outre de favoriser la conciliation entre patrons et ouvriers lorsqu'un conflit a éclaté. A cet effet, il propose la procédure suivante : Les ouvriers envoient des délégués au conseil des prud'hommes ; un conseiller prud'homme ouvrier, choisi autant que possible dans la catégorie à laquelle appartient l'entreprise dont il s'agit, entend les ouvriers ; un prud'homme patron entend les patrons et les deux prud'hommes fournissent un avis officieux. (La procédure peut être engagée par les patrons.) En cas de désaccord entre les deux prud'hommes conciliateurs, ceux-ci se présentent devant le bureau général des prud'hommes siégeant à huis clos ; ils exposent les éléments du débat, et le bureau général arrête « l'avis officieux. » Leur décision n'engage jamais les parties.

— Ces dispositions complèteraient la loi du 27 décembre 1892, dont nous ne saurions nous désintéresser dans cette étude sur le droit de coalition; elles ne l'abrogeraient pas, puisque l'art. 20 donne le choix entre cette procédure et celle de la loi de 1892. Mais il est permis de douter que les innovations proposées soient de nature à rendre plus fréquent le recours à la conciliation, que l'intervention du conseil des prud'hommes soit propre à encourager les parties à rechercher un arbitrage. En effet, parmi les prud'hommes patrons, certains peuvent être concurrents de la maison menacée par la grève (la proposition choisit même ceux-ci comme conciliateurs!), et il est à craindre certaines faiblesses qui s'expliqueraient dans notre régime de concurrence.

L'arbitrage a encore fait l'objet de plusieurs propositions de loi que nous ne saurions passer sous silence, parce qu'elles tendent à modifier l'exercice du droit de coalition. Les auteurs de ces propositions acceptent le principe de la liberté des coalitions, mais ils s'efforcent de faciliter la conciliation afin de sauvegarder tous les intérêts.

On sait comment les décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901 ont complété la loi du 27 décembre 1892 en organisant les conseils du travail qui, grâce à leur autorité, pourront s'imposer moralement comme arbitres au choix des patrons et des ouvriers.

Antérieurement, une proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892 avait été présentée par MM. Bovier-Lapierre, Charles Ferry et

Dutreix, députés. Elle rendait obligatoire la tentative de conciliation devant le juge de paix <sup>1</sup>. Les dispositions les plus remarquables sont contenues dans l'art. 9 de la proposition.

Art. 9. Le refus de recourir à la tentative de conciliation prescrite par les art. 1<sup>er</sup> et suivants et par l'article 8, le défaut de comparution à la réunion prévue par l'art. 4 et l'infraction à l'article 6, paragraphe 2, seront punis d'une amende de 1 à 15 francs.

L'amende est prononcée d'office par le Juge de paix. La décision est en dernier ressort; elle est susceptible d'opposition dans le délai de trois jours à partir de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile.

Sont passibles de l'amende, les patrons et chefs d'industrie et les représentants ou mandataires des ouvriers ou employés et conflit désignés par la déclaration prévue dans l'art. 2, paragraphes 1 et 4 et dans la réponse prévue dans l'art. 4, paragraphe 2

A défaut de ces déclarations ou réponses, l'amende sera prononcée, selon les cas, contre les patrons ou chefs d'industrie où s'est produit le conflit ou contre ceux qui auront accepté de représenter les ouvriers à l'occasion de ce conflit.

Si les ouvriers et employés n'ont fait ni la déclaration ni la réponse prévues dans les articles 2 et 4, et que nul ne puisse être considéré, en vertu du paragraphe qui précède, comme leur représentant, aucune amende ne pourra être prononcée contre les patrons et les chefs d'industrie.

D'autres propositions tendent à rendre l'arbitrage obligatoire. Tel est le vœu exprimé par M. Fournière dans une proposition déposée le 15 juin 1900 <sup>2</sup> et dont l'article unique est ainsi conçu :

Quand l'arbitrage sur un conflit entre le travail et le capital

1. *J. off.*, Chambre, Doc. parl. 1898, p. 311.

2. *J. off.* Chambre. Doc. Parl. 1900, p. 1324.

sera demandé par une des parties devant le juge de paix, l'autre partie sera tenue de l'accepter également dans le délai de 3 jours à peine d'une indemnité, dont le montant pour chaque jour de retard sera calculé sur le dommage causé par la cessation du travail à celle des parties qui aura accepté l'arbitrage.

De même, dans une proposition sur le code de travail, M. Groussier préconise l'arbitrage obligatoire <sup>1</sup>. Il confie le règlement des différends collectifs à des « tribunaux du travail ». Et, afin d'assurer l'exécution de la sentence arbitrale, il autorise la partie lésée par l'inexécution à réclamer des dommages-intérêts :

Art. 871. Dans le cas de non-acceptation de la décision par l'une des parties, elle est passible de dommages-intérêts envers l'autre partie.

### III

#### PROPOSITIONS TENDANT A ORGANISER LES COALITIONS OUVRIÈRES OU LES GRÈVES

Le droit de coalition peut être exercé utilement par les patrons, qui ont toute facilité pour se concerter. Mais les ouvriers rencontrent plus de difficultés dans l'exercice du droit de coalition, parce qu'ils sont très nombreux souvent dans une seule usine, que le concert est, par conséquent, très difficile à former, qu'il est rarement stable. Et, quoique la législation affirme le principe de la liberté des coalitions, les ouvriers se plaignent que souvent le droit

1. *J. off.*, Chambre, Déb. parl. 1898, p. 1420.

de coalition soit pour eux un vain mot aujourd'hui parce qu'une minorité entrave l'action de la majorité.

En conséquence, des tentatives sont faites en vue d'organiser le droit de coalition des ouvriers et les grèves. Il y a là une tendance qui n'est point particulière à la France, et que nous retrouverons dans les législations étrangères.

La première tentative qu'il convient de mentionner est celle de MM. Jules Guesde, René Chauvin, Marcel Sembat et Jaurès, qui, en 1894, déposèrent une proposition de loi en vue d'organiser le droit de grève<sup>1</sup>. Cette proposition fut reprise en 1900 par MM. Zévaès et Marcel Sembat. « La législation actuelle reconnaît, a dû reconnaître le droit de grève, que ceux-là même sont obligés d'admettre en théorie qui s'efforcent de l'annuler dans la pratique, dit l'exposé des motifs. Mais elle ne l'a pas organisé, et c'est à son inorganisation, à l'état d'anarchie dans lequel il a été systématiquement laissé que doivent être attribuées — en même temps que les défaites ouvrières comme celle de Carmaux — toutes les violences, tous les désordres auxquels du dedans et du dehors ce droit donne lieu ou sert de prétexte. » En conséquence, les travailleurs des deux sexes doivent être considérés, d'après la proposition, comme constituant, du fait seul de leur emploi, des « sociétés ouvrières par atelier, compagnie, usine ou concession minière. » Les décisions prises en assemblée générale sur convocation personnelle de tous les sociétaires seront valables et

1. J. off. 1894, p. 135.

exécutoires pour tous. Ajoutons que tout employeur qui, par des manœuvres, promesses, menaces, aurait tenté de détourner de ses devoirs un ou plusieurs des ouvriers ou ouvrières liés par la décision de l'assemblée générale, ou aurait tenté de les remplacer par des ouvriers embauchés au dehors, serait passible d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois <sup>1</sup>.

Ce système semble inapplicable parce qu'il va directement à l'encontre du principe de la liberté. Mais un projet a été déposé par M. Millerand, ministre du commerce, le 15 novembre 1900, basé sur la combinaison du contrat libre et de l'obligation.

L'article 1 de ce projet affirme, tout d'abord, le caractère facultatif de la loi, et sauvegarde le principe de la liberté par les dispositions suivantes : La loi ne s'impose pas; les établissements où elle s'appliquera seront ceux où un contrat conforme aura été conclu entre patrons et ouvriers. La convention sera passée en dehors du temps de grève : dans tout établissement industriel ou commercial, occupant au moins cinquante ouvriers ou employés, un avis imprimé remis à tout ouvrier ou employé se présentant pour être embauché, fera connaître si les contestations relatives aux conditions du travail entre les propriétaires de l'établissement et les ouvriers ou employés seront ou ne seront pas réglées conformément aux dispositions nouvelles. Dans le premier cas l'entrée dans

1. Prop. Zevaès, 4 déc. 1900. — *J. off.*, Chambre Doc., parl., n° 1998, p. 120.

l'établissement constitue, après un délai de trois jours, l'engagement réciproque de se conformer à ces dispositions. Ajoutons qu'en vertu de l'article 4 du projet, dans tout cahier des charges relatif à un marché de fournitures ou de travaux pour le compte de l'Etat, ou à une concession accordée par l'Etat, une clause spéciale obligera le soumissionnaire à accepter la loi nouvelle, et que les départements et les communes pourront dans les cahiers des charges de leurs marchés insérer la même obligation.

Dans tout établissement où la convention ci-dessus mentionnée aura été passée par les patrons et par les ouvriers, des délégués permanents devront être élus par tout le personnel, suivant des règles minutieusement élaborées. Ces représentants serviront d'intermédiaires entre le patrons et les ouvriers pour toutes les réclamations. Celles-ci seront d'abord orales. Toutefois, si elles ne sont pas admises comme telles, les délégués devront les formuler par écrit. Le patron devra répondre dans les 48 heures. S'il maintient son refus, il choisira des arbitres et mentionnera leur nom dans sa réponse, tandis que les ouvriers auront encore 48 heures pour procéder à l'élection des leurs. Les arbitres ont un délai de six jours pour rendre leur sentence. Il se peut que le patron ne réponde pas dans le délai de 48 heures ou qu'il ne désigne pas d'arbitres ou bien encore que les arbitres choisis ne rendent pas leur sentence dans le délai de six jours; les ouvriers peuvent alors décider la grève. Celle-ci est déclarée lorsqu'elle a été prononcée par la majorité absolue des votants et par le tiers des ouvriers

ayant le droit de prendre part au vote. Toute cessation collective de travail ainsi décidée est obligatoire en vertu du contrat défini à l'article 1<sup>er</sup>. En cas de grève le vote doit être renouvelé tous les sept jours au moins, dans les mêmes conditions, sans que l'on puisse compter parmi les personnes ayant le droit de prendre part au vote celles qui auraient quitté la localité ou qui auraient été embauchées dans un autre établissement. Les sections compétentes du conseil de travail sont, d'office, appelées à trancher le différend.

Ces dispositions sont complexes. L'innovation principale qu'elles tendent à introduire est la suivante : en vertu d'un contrat les ouvriers d'une usine forment un corps et la décision de la majorité des ouvriers oblige la minorité. En outre, le projet assure le fonctionnement d'un arbitrage obligatoire.

Ce projet n'a pas soulevé moins de critiques dans la classe ouvrière que de la part des patrons, parmi les socialistes que dans le camp des libéraux.

Beaucoup de socialistes ou de chefs du mouvement ouvrier estiment, tout d'abord, qu'il apporte une restriction perfide au droit de grève<sup>1</sup>. Ils en donnent plusieurs raisons. Une délibération préalable et un vote, disent les révolutionnaires, rendraient les grèves plus difficiles parce que, si les ouvriers prenaient la peine de réfléchir à toute l'étendue des difficultés à vaincre, ils n'oseraient plus agir. Surtout le projet tend à entraver les grèves générales et les

1. *Mouvement socialiste*, 4<sup>er</sup> et 15 janvier, 1<sup>er</sup> février 1904 ; *Chronique sociale*.

grèves sympathiques. — Il est vrai que le projet s'efforce de substituer aux manifestations soudaines, irréfléchies, tumultueuses de l'activité collective des ouvriers, des actes graves, réfléchis, coordonnés. Mais ne faut-il pas reconnaître qu'une coalition délibérée, subordonnée à l'approbation de la majorité, a plus de force, que cette activité concertée doit être celle des ouvriers d'un même atelier ? Décider que les ouvriers en grève forment une collectivité, que leurs réclamations doivent être portées au patron obligatoirement par des délégués élus par la totalité des ouvriers, que la grève est imposée par la majorité des ouvriers, c'est tendre à réaliser l'égalité entre les forces ouvrières et patronales en conflit.

Une autre crainte a encore été exprimée : l'action des syndicats ne serait-elle pas diminuée par le vote du projet Millerand ? N'y a-t-il pas lieu de redouter en conséquence que les ouvriers, embrigadés en de nouveaux corps, où les ouvriers non syndiqués auront une voix comme les ouvriers syndiqués et souvent formeront la majorité, n'abandonnent cet idéal poursuivi par les syndicats d'une large concentration des forces ouvrières et de contrats collectifs de travail conclus entre fédérations ouvrières et syndicats patronaux ? La question est fort grave, car une solide organisation peut seule assurer aux ouvriers l'égalité avec les patrons dans la discussion du contrat. Les partisans les plus décidés du projet ont été émus à la pensée d'ébranler l'organisation syndicale. M. Jaurès déclarait que « le détail du projet devrait être amendé. Je trouve, dit-il, par exemple, que le fait de faire voter la grève dans

chaque établissement isolé, d'envoyer des délégués pris seulement parmi les ouvriers de cet établissement, peut paraître ne pas faire une part suffisante à l'action du syndicat. Et pour moi, si j'avais à prendre part à la discussion de la loi, après en avoir accepté le principe, je demanderais que, dans chaque usine, les ouvriers soient autorisés à adjoindre aux délégués pris parmi eux dans l'usine des délégués désignés par eux dans l'organisation syndicale plus générale, à laquelle ils appartiennent <sup>1</sup>. » D'ailleurs, M. Jaurès établit par des exemples que les syndicats savent faire prévaloir leurs idées, et obtiennent l'élection de leurs membres même dans les groupes où ils comptent une minorité d'adhérents. Ainsi les juges ouvriers prud'hommes, quoiqu'ils soient nommés par la totalité des ouvriers de la corporation, sont presque toujours des ouvriers syndiqués, parce que le syndicat les présente et les appuie. De même, ce sont les syndicats d'ouvriers mineurs qui proposent à l'ensemble des ouvriers, syndiqués ou non syndiqués, les candidats au poste de délégués, et presque partout leurs candidats sont élus. Et il est particulièrement remarquable que, dans les caisses de secours, ce sont encore les candidats du syndicat que les ouvriers choisissent comme administrateurs. Le syndicat pourra sans doute obtenir, dans chaque usine, le choix de ses adhérents comme délégués et assurer l'unité dans les réclamations.

1. JAURÈS, *La réglementation des grèves et l'arbitrage obligatoire*. (Revue socialiste, mai 1901, p. 524.)

L'école libérale<sup>v</sup> objecte tout d'abord au projet le principe de la liberté du travail<sup>2</sup>. Le droit de travailler, dit-on, est un droit naturel qui ne peut être restreint par le législateur; or, contraindre la minorité à s'abstenir de travailler en raison d'un vote de la majorité, c'est porter une atteinte à ce droit. Et d'autre part, imposer à la minorité l'obligation de travailler à la suite d'un vote contraire à la grève, c'est encore attenter à la liberté individuelle. Mais cette objection semble avoir été écartée par les dispositions de l'art. 1, lequel prévoit un contrat tacite, accepté par le patron et par chacun des ouvriers; c'est en vertu de ce contrat que l'ouvrier de la minorité demeure dans l'usine et se conforme au vote de la majorité. — « La question nous semble avoir été portée à tort, dit M. Vaillé sur le principe de la liberté du travail; elle n'est pas là; la question est, à notre avis, de savoir si le projet, une fois voté, ne constituerait pas un système contraire aux principes généraux du droit; en effet, il est des conventions entre particuliers que, pour des raisons d'ordre public, la loi déclare nulles: c'est ainsi, par exemple, que l'art. 1780. C. civ., § 1, ne permet que les engagements à terme ou pour une échéance déterminée, que les vœux religieux ne sont pas reconnus par la loi... L'ouvrier peut-il pareillement engager

1. Économiste Français février 1901, *Le projet Millerand* — Voir également les critiques des patrons de l'école catholique: Comte de LAS CASES, *La liberté du travail et les projets de M. Millerand* (Réforme sociale 16 mai 1901); — SAVATIER, *Le projet de loi sur l'arbitrage et la grève obligatoire* (Association catholique, 15 mai 1901); — de FROMONT DE BOUAILLE, *Le projet Millerand* (Revue catholique des institutions et du droit, décembre 1900).

l'avenir, et la convention ne sort-elle pas de la tradition de notre système juridique<sup>1</sup> ? ». Certes, la question est délicate. On remarquera qu'aujourd'hui l'engagement pris par un ouvrier de participer à une grève n'a pas de valeur et que l'ouvrier peut toujours s'en départir. Néanmoins, M. Vaillé croit pouvoir affirmer que le projet ne porte atteinte à aucun principe juridique. En effet, la liberté du salarié n'est que partiellement engagée; il reste maître, après le vote de la grève, de quitter l'atelier et de se faire embaucher par un autre patron. S'il y avait une liberté lésée, ce serait, semble-t-il, après un vote repoussant la grève, la liberté de la minorité favorable à la grève, puis que celle-ci est tenue de « continuer le travail ».

D'autre part, le projet de loi est dénoncé comme portant atteinte à la liberté du patron. Cette idée se retrouve fréquemment, tant dans les articles de revue consacrés au projet que dans les appréciations exposées par de nombreux patrons. « Partisan de la liberté, dit le président de la Chambre de commerce de Roanne, j'estime que le patron seul peut être juge des conditions de travail qu'il doit demander à ses ouvriers<sup>2</sup> ». Mais il ne semble pas que la liberté du patron soit plus entravée que celle de l'ouvrier puisque l'application de la loi est facultative, que le patron la

1. VAILLÉ, *La coalition ouvrière et les grèves*, p. 275.

2. *Enquête patronale de « La Liberté »*, février 1901. — De même M. Rességuier déclarait à M. Huret : « Comment peut-on admettre qu'un patron, qui a la garde et la responsabilité, non seulement de ses capitaux, mais aussi de ceux des gens qui ont confiance en lui, remette entre les mains de tiers, fussent-ils compétents, le soin de les gérer et même d'en disposer ? » (HURET, *Les grèves*, p. 14.)

propose lui-même. — Une disposition plus particulièrement fait l'objet de critiques vives de la part des patrons : « Tous mes confrères (au moins ceux que je connais), dit M. Pifre, se révoltent à l'idée d'avoir dans leur intérieur des ouvriers revêtus d'un mandat officiel : c'est la négation de leur autorité, c'est un pouvoir mis en opposition avec le leur, c'est l'impossibilité de conserver un chef d'équipe, un contremaître, un directeur, etc. <sup>1</sup> » Mais on peut douter qu'il y ait dans la nomination de ces délégués une grave atteinte à la liberté du patron. Déjà des délégués mineurs sont élus dans les charbonnages. Et n'a-t-on point reconnu la nécessité d'imposer aux industriels des règlements et la surveillance d'inspecteurs ?

M. de Mun exprime encore la crainte que le projet de loi ne transforme l'atelier en corps politique <sup>2</sup>. Il redoute qu'une minorité turbulente, obéissant à de tout autres considérations que des considérations d'intérêt professionnel, ne fomenté les grèves. En effet, la grève peut être votée par une majorité qui n'est même pas celle de tous les travailleurs ; elle est exécutoire lorsqu'elle a réuni la moitié des suffrages exprimés, avec un quorum égal au tiers seulement des personnes ayant le droit de prendre part au vote. — Mais le régime actuel facilite plus que tout autre un vote rendu par engouement et sans réflexion, sous l'influence de meneurs habiles à profiter de questions personnelles ou politiques ; de semblables décisions semblent moins

1. V. HURET. *Les grèves*, p. 46.

2. DE MUN. *Grèves, arbitrages et syndicats*. (*Réforme sociale*, 16 mai 1901, p. 772.)

à craindre dans le système du projet qui prévoit un délai de huit jours entre les réclamations et la déclaration de grève.

Enfin, une objection grave a été faite encore : le projet n'assure point et ne saurait créer un moyen d'imposer aux ouvriers le respect des décisions de la majorité. Si la grève est rejetée malgré le désir d'une forte minorité, celle-ci pourra ne pas s'incliner devant la décision prise ; elle voudra quitter l'atelier. Dans l'état actuel, la sanction manque absolument ; le projet n'en propose pas d'autre que la privation du droit d'être électeur ou éligible dans les divers scrutins relatifs à la représentation du travail. (Art. 29.) « En réalité, dit M. d'Eichtal <sup>1</sup>, en empruntant l'exemple de la Nouvelle-Zélande, car c'est là (chose surprenante), et non en Angleterre, en Allemagne ou en Belgique, nos concurrents industriels, qu'on est allé chercher l'idée du vote d'atelier pour régler le droit de grève, on a laissé de côté la seule mesure qui donne là-bas une certaine sanction pratique à la loi : l'organisation des corps de métier en véritables personnes civiles, enregistrées, ayant leur fortune saisissable pour tout ou partie pour le paiement de la dette résultant d'un jugement ». Il est vrai que le projet n'évite point ce reproche, et que ce fait pourrait encore se produire, qui est aujourd'hui très fréquent, d'une minorité agissant seule, brusquement, sans chance de succès, et troublant l'ordre.

1. D'EICHTAL, *Le projet de loi sur l'arbitrage et la grève obligatoire*.  
(*Revue politique et parlementaire*, t. 27, p. 519.)

Mais, si le projet ne remédie pas à tous les inconvénients du régime actuel, il reste établi, croyons-nous, qu'il tend à réaliser un progrès considérable en organisant le droit de coalition. Aujourd'hui, l'exercice de ce droit par les ouvriers, est particulièrement difficile : une minorité de dissidents peut entraver le succès d'une grève. Organiser l'exercice du droit de coalition par les ouvriers et la grève, substituer à une action irréfléchie et tumultueuse une activité réfléchie et persévérante, c'est rendre réel et efficace le droit de coalition.

« A mesure que grossit le nombre des ouvriers d'une usine, dit M. Millerand <sup>1</sup>, il devient plus important et moins aisé d'assurer entre le patron ou son représentant et la masse de ses salariés des relations régulières normales.

« Leur établissement implique la substitution à la foule inorganique des travailleurs d'un organisme capable de réfléchir, de vouloir et d'agir.

« La constitution en corps électoral d'agglomérations ouvrières qui élisent des délégués chargés de représenter et de défendre leurs intérêts, traduit l'idée en fait. »

1. MILLERAND. Préface à l'enquête de M. Huret.

---

## QUATRIÈME PARTIE

---

### Le droit de coalition dans les législations étrangères

---

#### CHAPITRE UNIQUE

En étudiant les législations étrangères nous retrouverons ces trois phases qui caractérisent l'évolution du droit de coalition : la prohibition — la liberté — l'organisation.

Telle législation prohibe encore aujourd'hui toute coalition patronale et ouvrière. Nous ne trouverons le système de la prohibition que dans les pays où les progrès de l'industrie sont le moins marqués.

Plus nombreuses sont les législations qui acceptent le principe de la liberté des coalitions. Mais on remarquera qu'il existe entre elles de multiples différences. Certaines ont organisé un système de répression particulièrement sévère pour les délits commis par les membres d'une coalition. Elles donnent des solutions différentes à la grave question de la responsabilité des syndicats. Quelques-unes contiennent des dispositions particulièrement intéressantes qui tendent à favoriser l'arbitrage.

Dans quelques pays démocratiques, on trouve une législation plus avancée, une organisation du droit de coalition et des grèves.

Nous nous efforcerons de dégager les traits caractéristiques des diverses législations étrangères. Nous examinerons successivement.

I.— *Les législations qui prohibent les coalitions.*

II.— *Les législations qui acceptent le principe de la liberté des coalitions.*

III.— *Les législations qui organisent les coalitions ouvrières et les grèves.*

## I

### LÉGISLATIONS QUI PROHIBENT LES COALITIONS

Parmi les États européens, la Russie seule ne connaît pas la liberté de coalition.

Toute entente entre patrons ou ouvriers est un délit. (L. 3-13 juin 1886.) Cette prohibition s'explique aujourd'hui pour la Russie par les mêmes motifs qui l'avaient fait édicter jadis dans l'Europe occidentale. Le tsar a un pouvoir de police et de réglementation des industries. Il use de ce pouvoir pour interdire dans l'intérêt général toute coalition<sup>1</sup>.

Il interdit les coalitions ouvrières avec une sévérité toute particulière, parce qu'en Russie l'ouvrier conti-

1. VERSTRAETE, *La Russie industrielle* (Paris 1897). — MICHEL KOWALESWKI, *Le régime économique de la Russie* (Paris 1901). — *L'Industrie dans la Russie centrale* (Musée social 15 avril 1897. Série A.)

nué d'être considéré comme un domestique; il est dans une condition subordonnée. Le ministre des Finances russes affirmait en 1897, dans une circulaire adressée aux inspecteurs des fabriques: « Les patrons sont les pères des ouvriers, et c'est d'eux seuls que les ouvriers doivent attendre l'amélioration de leur sort. »

L'article 5318 livre 1 du Code pénal édicte les dispositions suivantes :

En cas d'interruption du travail à la suite d'une grève dont l'objet est de contraindre le propriétaire d'une fabrique à augmenter les salaires ou à modifier d'autres conditions du contrat de travail avant son expiration, les coupables seront punis ainsi qu'il suit : les instigateurs de 4 à 8 mois et les autres grévistes de 2 à 4 mois de prison. Parmi les ouvriers, ceux qui quitteront le parti de la grève et reprendront le travail à la première sommation de la police seront libérés de la peine.

Il importe de noter que le patron est passible d'une peine s'il a provoqué la grève. En vertu de son pouvoir de réglementation de l'industrie, le tsar a édicté certaines dispositions relatives au mode et à la nature du paiement des ouvriers. Ces dispositions doivent être observées sous peine d'une amende de 50 à 100 roubles. Et, si la désobéissance à la loi occasionne des grèves parmi les ouvriers et que l'intervention des forces publiques soit nécessaire, le patron sera puni de trois mois d'arrêt et déchu du droit de diriger une fabrique.

Il est impossible d'imposer le respect de la prohibition aux patrons, parce que de plus en plus la grande industrie se développe en Russie.

D'autre part, l'interdiction des coalitions ouvrières est assurée de la façon la plus stricte, de telle sorte que la classe ouvrière a beaucoup à souffrir du développement de la grande industrie : « Lors des grèves de Lodz qui eurent lieu vers 1893, les patrons étaient tout disposés à acquiescer aux revendications de leur personnel, parce qu'on était en pleine période de prospérité industrielle, que les affaires marchaient bien et que les demandes des ouvriers n'étaient pas exagérées, la police les invita à ne rien céder aux grévistes. A Saint-Petersbourg, le gouvernement défendit aux patrons de faire des concessions aux ouvriers et arrêta et exila les grévistes » <sup>1</sup>.

## II

### LÉGISLATIONS QUI ACCEPTENT LE PRINCIPE DE LA LIBERTÉ DES COALITIONS

Les législations des pays industriels les plus importants acceptent le principe de la liberté des coalitions. Nous verrons que même tous les Etats européens autres que la Russie reconnaissent le droit de coalition.

*Angleterre.* — La première, la législation anglaise a affirmé l'existence de ce droit.

Longtemps, les coalitions patronales et ouvrières avaient été prohibées en vertu des conceptions écono-

1. Marie STROMBERG, *La production capitaliste et la question ouvrière en Russie*. (Revue socialiste, juillet 1897.)

miques qui étaient acceptées également dans l'ancienne France. Le pouvoir central avait le droit de réglementer l'industrie : le parlement pouvait donc s'engager, comme il le fit expressément en 1563, à assurer à tous les salariés une subsistance « convenable », tandis que d'autre part il interdisait tout concert en vue de forcer la hausse ou la baisse des salaires et des marchandises. Cette interdiction fut maintes fois réitérée <sup>1</sup>.

Il est remarquable que, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle, le parlement fut amené à répéter la prohibition à propos de chaque corps de métier : il la renouvelait chaque fois qu'il réglementait une industrie, et des réglementations étaient fréquemment édictées par lui. Ainsi défendait-il en 1720 aux tailleurs de Londres toute action concertée <sup>2</sup>. Puis, en 1725, il faisait droit à une pétition des drapiers de l'ouest de l'Angleterre « destinée à empêcher les coalitions illégales de travailleurs employés dans les manufactures de laine <sup>3</sup> ».

Un acte de 1779 <sup>4</sup>, renouvelé et amendé en 1800, interdit sous la forme la plus générale les coalitions dans toutes les professions.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cette mesure devait

1. BRY, *Histoire industrielle de l'Angleterre*.

2. GEORGES I<sup>er</sup>, st. 1, ch. 15.

3. 312, GEORGES I<sup>er</sup>, ch. 34. — S. et B. Webb citent encore (*Histoire des trade-unions*, p. 70) : des actes réglementant l'industrie de la laine (52, GEORGES I<sup>er</sup>, c. 54), contre les abus de confiance et la fraude pour les cordonniers (9, GEORGES I<sup>er</sup>, c. 27), relatif aux chapeliers (22, GEORGES II, c. 27), aux tisseurs de soie (17, GEORGES III, c. 55) et à la fabrication du papier (36, GEORGES III, c. 5), etc.

4. 59, GEORGES III, c. 81.

produire des conséquences tout particulièrement graves. En effet, les grands ateliers se constituent, les tarifs coutumiers du salaire ne sont plus appliqués, les conventions sont passées entre patron et ouvrier, et il y a dès lors une injustice grande à condamner l'ouvrier à demeurer isolé et à discuter seul avec le patron les conditions du contrat. « Un seul patron, dit lord Jeffrey <sup>1</sup>, avait le droit à tout instant de renvoyer tous ses ouvriers à la fois (qu'ils fussent 100 ou 1.000), s'ils ne voulaient pas accepter les salaires qu'il lui paraissait bon de leur offrir. Mais on considérait comme un crime pour l'ensemble des ouvriers le fait de quitter tous à la fois ce patron, s'il refusait de leur donner les salaires qu'il leur paraissait bon de réclamer ». Sans doute, la loi interdisait les coalitions de patrons en même temps que celles d'ouvriers ; mais la loi ne pouvait être aisément appliquée aux patrons, et il restait vrai, en tout cas, qu'un patron équivalait tout seul à une nombreuse coalition.

Ces considérations expliquent la campagne active poursuivie par Francis Place en faveur de l'autorisation des coalitions. Francis Place était un maître tailleur. En 1818, il abandonna la direction de ses affaires à son fils, et consacra ses efforts à obtenir le rappel des lois sur les coalitions. Il fut aidé dans cette tâche par Mac-Culloch et Joseph Hume. En 1822, Hume, sur le conseil de Place, fit connaître son intention de déposer un bill. Grâce à son habileté, il gagna à sa

1. LORD JEFFREY, *Combinations of workmen* (Edimbourg, 1825), cité par S. et B. Webb.

cause la commission parlementaire chargée d'étudier sa proposition. Le bill fut voté <sup>1</sup>, escamoté, disent Sidney et Béatrice Webb <sup>2</sup>. Mais Place et ses amis avaient été trop habiles : les ouvriers, qui n'avaient pas eu le temps de faire l'apprentissage de la liberté, abusèrent de leur droit les premiers mois, et, d'autre part, les patrons s'efforcèrent de provoquer un mouvement de réaction. Un nouvel acte fut rendu en 1825 <sup>3</sup>, qui introduisit quelques restrictions. Désormais, la coalition était permise, mais tous les actes tendant à exercer une contrainte étaient réputés délictueux : ils étaient réprimés sous des termes vagues ; la loi interdisait de « molester », de « faire obstruction ».

En 1871 fut voté un nouveau bill <sup>4</sup> présenté par M. Bruce (depuis, lord Aberdeen), à la demande des Trade-Unionistes. Ce bill accordait à chaque Union le droit de se faire enregistrer, et assurait la protection de ses fonds contre le vol et la fraude. Mais il ne satisfait point les ouvriers, parce qu'en même temps l'article III ordonnait que toute violence, menace ou molestation exercée en vue de contraindre ouvriers ou patrons serait sévèrement punie. Cet article ne faisait que rappeler des lois antérieures ou codifier des décisions judiciaires ; mais les ouvriers et leurs conseillers craignaient le rétablissement de dispositions obscures et sujettes à contestation et regrettaient que ces ter-

1. GEORGES IV, st. 5.

2. SIDNEY et BÉATRICE WEBB, *Histoire du Trade-Unionisme*, (trad. Metin), p. 105.

3. GEORGES IV, st. 6.

4. 54 et 55, VICTORIA, c. 52.

mes obscurs de « coercion » et « molestation » fussent maintenus.

Les inconvénients de ces dispositions apparurent rapidement. En 1871, sept femmes furent emprisonnées en Galls Sud, pour avoir crié « Bah » à un « blackleg ». En décembre 1872, des ouvriers gaziers étaient déclarés coupables de « conspiration » et condamnés pour contraindre ou molester leurs patrons en se préparant à quitter le travail tous ensemble. Cependant, les coalitions, interdites également aux patrons, n'étaient point poursuivies lorsqu'elles étaient formées par ceux-ci : il leur était loisible, en fait, de s'entendre pour empêcher les ouvriers mal vus de trouver de l'ouvrage.

Les chefs du mouvement ouvrier et trade-unioniste entreprirent une nouvelle campagne en vue d'obtenir une réforme du bill de 1871. Ils parvinrent, en 1875, à faire abroger l'amendement de 1871, et une loi nouvelle établit la législation qui est aujourd'hui en vigueur <sup>1</sup>. Elle supprima les termes trop peu précis de « coercion » et « molestation », qui avaient permis aux juges d'établir un système d'arbitraire et d'oppression ; mais elle maintint et précisa des règles particulières aux délits commis par les membres d'une coalition.

En effet, la loi anglaise réprime deux sortes d'actes :

1° Des faits également punis par le nouveau code criminel général, violences, menaces ;

2° Des faits qui constituent des délits spéciaux

1. 58 et 59. VICTORIA. c. 90. — HOWELL. *Handy Book of the labour laws*. Ch. IV, *Conspiracy and protection of property act*, p. 57.

commis par des groupements professionnels ouvriers, des grévistes.

Nous devons accorder une attention particulière à l'article 7 de la loi de 1875, qui vise cette seconde catégorie de faits. Il est ainsi conçu :

« Toute personne qui, dans le but d'obliger une autre à faire une action ou de l'en empêcher, alors que cette autre personne a légalement le droit de la faire ou de ne pas la faire :

1° Use de violence ou de contrainte (*intimidates*) à l'égard de cette personne, sa femme ou ses enfants, ou porte atteinte à sa propriété ;

2° Suit avec persistance cette personne partout où elle va ;

3° Cache les outils, les vêtements ou toute autre propriété mobilière à son usage, les lui enlève ou l'empêche de s'en servir ;

4° Guette ou bloque la maison où elle réside, travaille ou commerce, les lieux où elle se trouve accidentellement ou les alentours de ces lieux ;

5° Suit une autre personne avec un ou deux compagnons d'une manière désordonnée, soit dans une rue, soit sur une route,

Sera, dans le cas où la preuve en serait établie devant une Cour de juridiction sommaire, passible d'une amende qui ne saurait excéder 20 livres, ou d'un emprisonnement qui ne saurait dépasser trois mois avec ou sans le travail forcé.

Le fait de se tenir près de la maison ou du lieu où une personne réside, travaille ou commerce, ou aux alentours de la maison, uniquement pour avoir des renseignements ou en donner, ne sera pas considéré comme un blocus ou comme une garde établie, dans le sens de la loi. »

Cette législation encourt un grave reproche : elle est imprécise, elle autorise les décisions arbitraires du juge parce qu'elle vise des actes qui tantôt sont légitimes, tantôt ne le sont pas.

Ainsi le picketing, qui est le fait de guetter la mai-

son où une personne travaille ou commerce, peut être un acte légitime. Il est tel lorsqu'il est employé, même par des grévistes, comme un moyen d'information. Il importe, en effet, que des grévistes puissent se renseigner, savoir si les patrons ont pu embaucher des ouvriers, et si la coalition a quelque chance de succès, s'assurer que nul d'entre ceux qui réclament un secours de grève n'a repris le travail. Il est juste même que les grévistes puissent connaître les ouvriers nouvellement embauchés, qui peut-être viennent de loin, afin de leur apprendre leurs griefs et leur demander de ne point empêcher leur succès. Cependant, le juge décidera arbitrairement dans quels cas le picketing sera punissable, dans quels cas doit-être reconnue sa légitimité.

Et quand le juge décidera-t-il qu'il y a contrainte ? La contrainte morale doit-elle être réprimée ? Certaines décisions jurisprudentielles, rendues par application de l'art 7, ont été vivement commentées et critiquées. Ainsi, M. H.-M. Bompas, le recorder de Plymouth, à propos d'une affaire Regina contre Curran et consorts, puis le juge Seymour, à Newcastle, dans une décision de novembre 1890, affirmèrent que la pression morale qu'un homme ou plusieurs hommes exercent sur d'autres hommes peut les exposer à une poursuite au criminel<sup>1</sup>. Bien peu nieront que le pouvoir du juge en cette matière est redoutable, excessif.

On ne s'étonnera point que les congrès des Trade-

1. HOWELL, *Le passé et l'avenir des Trade-Unions*, p. 149.

Unions considèrent l'art. 7 comme une survivance des prohibitions indirectes de la grève, qui existaient sous le régime du bill de 1871, et qu'elles aient enjoint au comité parlementaire d'en réclamer l'abrogation.

Une autre question est agitée en Angleterre dans le monde trade-unioniste. Elle domine et explique actuellement la politique ouvrière. C'est la question de la responsabilité des trade-unions à raison des grèves.

De même que les tribunaux français, les juridictions anglaises ont élaboré une théorie prétorienne de la responsabilité des trade-unions.

Jusqu'en 1901, les trade-unions furent considérées comme ne pouvant encourir aucune responsabilité civile à raison des agissements de leurs membres. Le patron lésé par une manœuvre illicite, par un picketing, exerçait un recours, non pas contre la trade-union, mais contre les membres de l'association et obtenait que ceux-ci fussent condamnés en leur propre nom <sup>1</sup>. Les patrons s'étaient efforcés de faire modifier les trade-unions acts, d'y faire inscrire le principe de la responsabilité pécuniaire des syndicats. A cet effet, le Conseil parlementaire des employeurs, qui est une organisation permanente créée par eux et chargée d'étudier les projets de loi qui doivent être discutés par le Parlement, rédigea en 1897 une proposition de loi. Mais cette proposition fut combattue par

1. DUBOIS, *Les trade-unions et les associations professionnelles en Belgique* (Gand, 1894), p. 27 et s.

les libéraux avancés, qui la jugeaient attentatoire à la liberté syndicale, et par les conservateurs, d'autre part, parce qu'ils craignaient de faire des trade-unions, contrairement à la pensée du législateur de 1871, des entités juridiques, de leur permettre par là même d'assigner à leur tour les patrons.

Or, une grève éclatait à Cardiff, au mois d'août 1900, sur le réseau de la compagnie du Taff Vale. Sur le refus de la compagnie de faire droit aux réclamations de ses ouvriers, le syndicat des employés de chemins de fer organisa un picketing et chargea les grévistes d'empêcher les ouvriers nouvellement embauchés de prendre leur service. La compagnie intenta alors une action contre Bell, secrétaire du syndicat, contre Holmes, secrétaire local, et contre le syndicat des employés de chemins de fer. Par décision du 5 août 1900, M. le juge Farwell fit droit à la demande tout à la fois contre les deux membres poursuivis et contre le syndicat<sup>1</sup>. La cour d'appel fut saisie : elle maintint la jurisprudence antérieure, déclara l'action intentée contre le syndicat irrecevable, parce qu'aucune disposition des lois de 1871 et 1876 ne permettait de poursuivre un trade-union en tant que collectivité<sup>2</sup>. Mais l'affaire fut portée par la compagnie des chemins de fer de la vallée du Taff devant les Law-Lords, tribunal suprême d'interprétation, qui, le 22 juillet 1901, consacra de sa haute autorité l'opinion du juge de première instance<sup>3</sup>.

1. *Labour, Gazette*, sept. 1900, p. 264.

2. *Labour, Gazette*, déc. 1900, p. 564.

3. *Labour, Gazette*, août 1901, p. 237. — BRIQUET, *Les trade-unions devant les tribunaux anglais*. (Mouvement socialiste, 8 et 15 février 1902.)

Le caractère prétorien de cette décision nous paraît résulter clairement du considérant principal qui la motive : « Si le législateur a créé une chose qui peut posséder, qui peut avoir des gens à gage et causer des dommages, on doit considérer que le législateur a *implicitement voulu autoriser à poursuivre cette chose* devant les cours de justice pour la réparation des dommages causés par elle ou par sa volonté. »

Depuis cette décision, d'autres jugements ont été rendus qui résolvent la question de la responsabilité en des sens différents.

Le 21 novembre 1901, le syndicat des exploitants de mines de houille de Glamorgan et Monmouthshire intentait un procès en 1.839.000 fr. de dommages-intérêts à la fédération des mineurs du sud du pays de Galles pour avoir illégalement fait rompre les contrats des mineurs le 9 novembre 1900 et les 25, 26, 31 octobre et 6 novembre 1901. En fait, la fédération, à des époques où les cours du charbon étaient particulièrement bas, avait décidé brusquement une ou deux journées de chômage. Elle imitait en cela l'exemple des patrons, qui, à plusieurs reprises, avaient brusquement prescrit un chômage pour faire hausser les cours. Le Banc du Roi présidé par le juge Bigham rendit sa sentence le 7 août 1902. Il niait la responsabilité de la fédération : « Les maîtres subirent un préjudice, mais il n'y avait aucune intention malicieuse de leur faire du tort ; les défendeurs n'en tirèrent aucun bénéfice personnel, et leur unique objet était l'intérêt des hommes qu'ils conseillaient. Dans ces conditions, je ne vois pas sur quoi est basée

la demande des plaignants ; car, toutes les fois que des ruptures de contrats ont donné lieu à des dommages-intérêts, on a considéré comme essentiel qu'il y eût l'élément actuel de malice actuelle, c'est-à-dire une intention frauduleuse actuelle de faire du tort aux plaignants. » Ainsi, la théorie de la responsabilité édictée par la Chambre des Lords devenait vaine, semblait-il, puisque les patrons ne pouvaient obtenir réparation qu'à condition de démontrer l'intention actuelle de nuire. La preuve de malice actuelle est en effet presque impossible à établir dans les conflits entre patrons et ouvriers <sup>1</sup>.

Cependant, l'affaire du syndicat des employés de chemins de fer et de la compagnie des chemins de fer de la vallée du Taff revint au fond devant le Banc du Roi. Et celui-ci, sous la présidence du juge Wills, le 19 décembre 1902, appliquait intégralement la théorie de la Chambre des Lords. Il confirmait purement et simplement le jugement du tribunal de première instance.

La jurisprudence est donc hésitante encore, lorsqu'il s'agit de résoudre la question de la responsabilité des syndicats ; mais on voit quelle théorie tend à prévaloir.

Si l'on considère l'élévation des dommages-intérêts réclamés, on ne s'étonnera pas de l'émotion produite par l'arrêt des Law-Lords au sein des trade-unions. M. Frédéric Harrison, qui fut un des promoteurs du

1. ALFASSA, *Les trade-unions en 1902*. (Musée social, Documents, mars 1905, p. 65 et s.)

bill de 1871 faisait paraître dans la « Positivist review » un article sous ce titre significatif : « La fin du Trade Unionisme. » Au congrès trade-unioniste qui se réunit au mois de septembre 1901 à Swansea, la décision de la Chambre des Lords fut vivement discutée <sup>1</sup>. Un amendement de M. Richard Bell, fut voté invitant le Comité parlementaire à obtenir le vote d'une loi qui ne permettrait pas de recouvrer les condamnations prononcées contre l'Union sur les fonds de mutualité <sup>2</sup>.

En outre, la nouvelle jurisprudence a poussé les Unions vers la politique. Elles ont décidé de constituer un Labour Party ou Parti du Travail, pour étudier et voter les lois intéressant le monde ouvrier. Et notamment, l'effort principal de ce parti devra tendre, d'après la résolution votée par le congrès des Trade-Unions à Londres en septembre 1902, à « rendre aux Unions le droit d'association conféré par l'acte de 1875, que leur a retiré l'arrêt des Lords <sup>3</sup>. »

1. JEAN LONGUET, *Le Congrès des trade-unions anglaises. (Mouvement socialiste*, 15 oct. 1902, p. 470.)

4. Le 8 mai 1903, la Chambre des Communes a été saisie en seconde lecture d'un important projet de loi sur les grèves, tendant notamment à « affranchir les associations ouvrières de toute responsabilité civile pour des actes qu'un individu isolé pourrait accomplir impunément » : Mais les députés ont ajourné la proposition et prescrit une enquête parlementaire préalable sur les conflits entre patrons et ouvriers. (*J. des Débats*, 19 mai 1903.)

3. Mentionnons la loi du 7 août 1896, qui s'efforce de prévenir et régler les conflits industriels, organise un « Board of Trade » qui a mission d'offrir ses offices pour concilier les parties, de faire une enquête et peut, sur la demande des deux parties, trancher le différend ou nommer un arbitre.

*Etats-Unis.* — Les législations des Etats-Unis doivent être rapprochées de la législation anglaise dont elles ont, semble-t-il, suivi l'exemple.

« Si les idées sur le droit de coalition, telles qu'elles résultaient des principes du droit commun anglais et qu'elles furent mises en pratique dans notre pays, dit un auteur américain, n'ont peut-être pas subi de modifications essentielles, elles sont cependant aujourd'hui beaucoup plus libérales qu'autrefois <sup>1</sup>. »

Jusque vers 1850, la théorie dominante, en l'absence de tout texte de loi, considérait la coalition et notamment la coalition ouvrière comme apportant un trouble à l'ordre public, constituant un complot punissable. En 1834 la Cour suprême condamnait en appel des cordonniers de Geneva (New-York) acquittés en première instance pour fait de coalition : « Les coalitions et les confédérations tendant à élever ou à abaisser le prix du travail ou d'un article quelconque de commerce intérieur ou extérieur sont des actes coupables, affirmait-elle. Ils peuvent être oppressifs en forçant le public à payer une marchandise au-dessus de sa valeur, ou, d'autre part, à forcer les ouvriers à donner leur travail pour moins qu'il ne vaut. Le salaire doit, en dehors de toute intervention officieuse et déplacée, être réglé par la demande des marchandises; mais on n'a pas le droit d'élever le prix de la marchandise ou du travail par la contrainte et l'artifice. »

Cette conception que la coalition est un complot,

1. CARROLL, D. WRIGHT, *L'évolution industrielle des Etats-Unis*. Traduit par F. Lepelletier (Paris 1901), p. 302.

« conspiracy », n'est pas encore, semble-t-il, complètement abandonnée. Elle explique le pouvoir que conservent les tribunaux d'équité d'intervenir dans une grève pour adresser des injonctions <sup>1</sup> : les tribunaux d'équité ordonnent à un individu ou à une foule, qui commet ou seulement menace de commettre un dommage irréparable, de s'abstenir. Dans les injonctions adressées aux grévistes ils entrent dans le détail des actes interdits ; et, s'il est passé outre, le délinquant est arrêté et poursuivi pour « mépris du tribunal. Les juges agissent ainsi, non en vertu d'une loi, mais au nom de l'équité. « Les tribunaux d'équité, dit le juge Story, ont toujours refusé d'établir aucune règle qui limite leur arbitraire (*discretion*) relativement aux cas où ils peuvent rendre des injonctions, et cette méthode est sage ; car il est impossible de prévoir toutes les exigences de la société pouvant rendre nécessaires leur aide et leur assistance pour protéger des droits ou redresser des torts. » Le 22 décembre 1893, le juge Jenkins <sup>2</sup> adressait aux ouvriers du Northern Pacific une injonction par laquelle il interdisait toute grève, et il répondait aux protestations de ces ouvriers que la grève doit toujours être interdite, parce qu'elle est toujours accompagnée de violences. « Si l'on n'empêche, par des mesures coercitives, l'employeur de se procurer des hommes qui remplacent ceux qui ont cessé de travailler, une grève

1. Le droit d'injonction est étudié dans la chronique du *Musée social* d'avril 1899, p. 98 et .

2. *Musée social*, avril 1899, p. 201.

n'est qu'une arme de paille. Une grève sans violence, c'est une tragédie d'Hamlet où le rôle d'Hamlet serait supprimé. Du moment où la violence entre dans le plan projeté, où elle est nécessaire à la coalition, la coalition qui, autrement, eût été légale, devient illégale. A mon sens, il faudrait plutôt définir la grève ainsi : un effort combiné des ouvriers pour forcer l'employeur à faire droit à leurs demandes en l'empêchant d'exploiter son industrie jusqu'à ce qu'il se soit soumis ».

Cependant une doctrine libérale apparut de bonne heure. Dès 1821, le juge Gibson, de Pensylvanie, exprimait l'idée que certaines coalitions peuvent être légitimes <sup>1</sup>.

Cette théorie triompha. En 1881, un juge de la Cour suprême dans le New-York déclare : « Il n'est pas possible de mettre en doute l'existence du droit qui appartient aux ouvriers de chercher, par tous les moyens possibles, à obtenir une augmentation de salaires, que tous les meetings et les coalitions qui ont ce but pour objet et qui ne comportent ni violences ni menaces, sont par là même légitimes, ne peuvent raisonnablement donner lieu à des poursuites et qu'on ne peut, en bonne justice, s'interposer dans leur fonctionnement. »

Cette théorie est celle qui prévaut dans divers Etats de l'ouest dont la législation ne contient pas de textes spéciaux relatifs aux coalitions.

Elle a inspiré également les législateurs qui, dans

<sup>1</sup> 1. CARROLL. D. WRIGHT, *op. cit.* p. 503.

de nombreux Etats, se sont efforcés depuis vingt ans de préciser l'étendue du droit de coalition,

Dans ces Etats, la législation se caractérise parce qu'elle édicte des peines contre certains actes commis en temps de coalition, lors même que ces actes ne seraient pas punissables s'il étaient commis par une seule personne, qu'elle emploie des termes extrêmement larges, laisse au juge un pouvoir d'appréciation très étendu <sup>1</sup>. Ainsi, dans le Michigan, un statut de 1882 érige en délit le fait de « *troubler ou molester un ouvrier* dans l'exercice pacifique de son travail ». Dans le New-York le Code pénal révisé en 1883 déclare coupables les personnes qui « *s'entendent pour empêcher par force, menace, intimidation, une autre personne d'exercer une profession licite ou de faire un acte licite* ». La législation de Pensylvanie (Digeste de 1885) accepte le principe de la liberté de coalition, mais prescrit « la poursuite et la punition en vertu des lois existantes, de toute personne qui, *par un moyen quelconque*, empêcherait ceux qui désirent travailler pour leur patron ou ceux qui désireraient s'engager à le faire ». Le Code pénal de Minnesota (1886) reproduit les dispositions du Code pénal de New-York. Une loi de 1888 du Connecticut réprime les « *menaces* » et « *moyens d'intimidation* ». Une loi de 1889 du Colorado réprime également l'emploi de « *moyens financiers* ». Seul le Maryland applique aux délits commis en temps de

1. Ces lois ont été réunies dans un recueil publié par le commissaire du travail des Etat-Unis : *Second special report of the commissioner of Labor Laws* (2<sup>e</sup> édit. 1896).

coalition les règles du droit commun. Il semble que cette décision soit plus logique ; car, si le droit de coalition est reconnu, les actes commis à l'occasion des coalitions ne devraient pas être réprimés plus sévèrement par le législateur en raison de l'existence d'une coalition<sup>1</sup>.

Certaines législations des Etats-Unis visent plus particulièrement une forme de coalition fréquente en Amérique, la coalition organisée en vue de « boycotter » un établissement industriel ou commercial. Le « boycott » est un interdit prononcé contre un établissement et en vertu duquel les membres de la coalition ne doivent avoir aucun rapport avec l'établissement pendant toute la durée de l'interdit. Il est prononcé et exécuté par des ouvriers, le plus souvent syndiqués, pour des motifs divers notamment en raison du renvoi d'ouvriers, du taux des salaires, de la durée de la journée de travail. Il est prohibé expressément par les lois de l'Illinois, du Wisconsin, du Colorado, du New-York, etc. De même de nombreux Etats, l'Illinois, l'Indiana, l'Iowa, le Missouri, le Minnesota, le Nevada, le Wisconsin, l'Alabama punissent expressément d'une amende la pratique du « blacklisting », c'est-à-dire la mise à l'index par un syndicat patronal d'une ou plusieurs personnes, employés ou entrepreneurs<sup>2</sup>.

Ces législations se rapprochent donc des législations

1. V l'étude de ces législations particulières dans Levasseur : *L'ouvrier américain* (Paris 1898, t. 1, p. 550 et s.).

2. LEVASSEUR, *op. cit.*, p. 545 et 548.

française et anglaise en ce que, si elles proclament la liberté de coalition, cependant elles n'appliquent pas aux membres d'une coalition les règles du droit commun. Elles n'envisagent pas, non plus que celles-ci, certaines questions importantes dont il appartient à la doctrine et à la jurisprudence de donner une solution <sup>1</sup>. Ainsi elles ne résolvent pas la question de savoir si les ouvriers sont passibles de dommages-intérêts lorsqu'ils se mettent en grève brusquement, sans respecter des délais de congé. Elles ne se prononcent pas sur la légitimité de la grève sympathique. Elles ne traitent point de la responsabilité des syndicats, contre lesquels nous ne croyons pas que la jurisprudence ait jamais prononcé une condamnation à des dommages-intérêts.

Mais ces législations diffèrent des législations française et anglaise en ce qu'elles prohibent dans les services publics les coalitions tendant à amener une cessation concertée de travail <sup>2</sup>. L'Etat de Delaware édicta le premier des mesures spéciales pour ces motifs indiqués dans la loi « que les grèves des mécaniciens et autres employés de chemins de fer, et l'abandon de leur machine et du train en un lieu qui n'était pas celui de la destination mettent souvent en danger la vie des voyageurs, et causent aux expéditeurs de fruits et autres marchandises de graves préjudices, par suite du retard et souvent de la perte de l'objet;

1. Ces questions ont été discutées par M. Stimson. V. STIMSON, *Handbook to the Labor Law of the United States*.

2. DESVEAUX. *Les coalitions dans le personnel des chemins de fer*.

que ces grèves sont devenues si fréquentes et si considérables, qu'il est nécessaire de protéger les droits et les intérêts du public par une législation spéciale...» En conséquence, la loi infligeait une amende de cent à cinq cents dollars et un emprisonnement de six mois au plus à tout mécanicien, conducteur ou employé qui se mettrait en grève.— De semblables prescriptions se trouvent dans les statuts de l'Illinois, du Kansas, du Maine, du Michigan, du New-Jersey, de la Pensylvanie et de plusieurs autres États — Ajoutons que le congrès des États-Unis décida qu'étant chargé d'assurer l'ordre général, il ne permettait pas que la circulation entre plusieurs États fût entravée par la mutinerie des employés, interdit les grèves des employés de chemins de fer, et déféra les grévistes aux cours fédérales par l'« interstate commerce act », voté en 1887 et amendé en 1889<sup>1</sup> — Ainsi, les employés de chemins de fer ont le droit de se réunir et de s'associer pour former des sociétés de secours mutuels, ou pour demander une augmentation de salaires; mais ils ne peuvent établir un concert pour quitter ensemble le travail.

Enfin, les législations des États-Unis se caractérisent parce qu'elles contiennent de nombreuses et remarquables dispositions tendant à favoriser l'arbitrage dans les conflits collectifs entre patrons et ouvriers — L'arbitrage obligatoire est une très rare exception. Il est adopté par la constitution du

1. CARBONNEL, *Les ouvriers de chemins de fer aux Etats-Unis*. (Musée social, avril 1899.)

Wyoming. « La législature, dit l'art. 5, doit établir des cours d'arbitrage qui auront le devoir d'entendre et de régler tous les différends et disputes entre syndicats ouvriers et entrepreneurs; ces différends devront leur être soumis de la manière que la loi règlera. L'appel des bureaux d'arbitrage obligatoire sera porté devant la Cour suprême de l'État. » Mais il ne semble pas que l'arbitrage obligatoire ait été encore appliqué en fait. — Dans d'autres États, l'arbitrage est volontaire et exercé par des bureaux locaux ou par des arbitres au choix des parties. C'est à ce système que se réfèrent les premières lois sur l'arbitrage et la conciliation. Le Maryland et le New-Jersey avaient organisé l'arbitrage dès 1878 et 1880; au Maryland, le juge de paix était chargé de trancher le différend sur la demande des parties ou de constituer, si celles-ci le préféraient, un bureau d'arbitrage de deux ou quatre personnes; dans le New-Jersey patrons et ouvriers pouvaient s'entendre pour désigner chacun un arbitre et les deux arbitres pouvaient en désigner un troisième. Aujourd'hui, les législations du Colorado, du Missouri, du North Dakota confèrent au commissaire du travail la mission d'arbitrer sur la demande des deux parties. La loi fédérale du 1<sup>er</sup> juin 1898, relative aux entrepreneurs et transports entre États et à leurs employés, organise un conseil de trois arbitres nommés pour chaque différend par les parties <sup>1</sup>. — Une tendance se manifeste dans les divers États: des bureaux d'États sont créés et chargés d'exercer l'arbitrage volontaire. Le

1. HURET, *Les grèves*, p. 335.

premier, l'État de Massachusetts votait une loi en ce sens le 2 juin 1886 (amendée en 1887, 1888, 1890) : cette loi a institué un bureau de trois membres nommés pour un an par le gouverneur de l'Etat, après avis du Conseil, et choisis un dans les associations de patrons, un dans les associations ouvrières, le troisième sur la recommandation des deux précédents. Dans l'Etat de New-York, les lois du 18 mai 1886 <sup>1</sup> et du 10 mars 1887 ont institué un conseil officiel d'arbitrage de trois personnes compétentes nommées pour un an par le gouverneur de l'État avec l'assentiment du Sénat et choisies deux dans les deux partis politiques qui ont eu le plus de voix aux dernières élections et une dans un syndicat ; ce conseil juge en appel les décisions des conseils locaux d'arbitres ; il peut juger en première instance et doit de sa propre autorité intervenir dans tout conflit, offrir sa médiation, faire une enquête. Le Michigan, le Montana, le New-Jersey, l'Ohio, la Louisiane, le Minnesota, le Connecticut possèdent aujourd'hui de semblables bureaux d'Etat <sup>2</sup>.

*Allemagne.* — En Allemagne, la loi du 21 juin 1869 abolit les corporations et posa le principe de la liberté de l'industrie <sup>3</sup>. L'article 152 de cette loi abroge toutes les prohibitions et dispositions pénales contre les coalitions et associations formées par les entrepreneurs d'industrie, les aides, les compagnons de métiers ou

1. HURET, *Les Grèves*, p. 544.

2. V. LEVASSEUR, *op. cit.* t. II, ch. VI. La conciliation et l'arbitrage.

3. MORISSEAUX, *La législation du travail*, t. I, 480.

les ouvriers de fabrique dans le but de modifier les conditions du travail ou le taux des salaires et ce texte proclame d'autre part le droit pour chacun de se retirer de semblables coalitions et associations à tout moment et en toute liberté. Enfin l'article 153 réprime toutes atteintes à la liberté, punit d'un emprisonnement de trois mois au maximum celui qui décide ou cherche à décider autrui, *par contrainte corporelle, par menaces, injures ou atteinte à la considération*, à prendre part aux coalitions et associations ou à leur donner suite, ou celui qui empêche ou cherche à empêcher autrui, par les mêmes moyens de se retirer de ces coalitions et associations. — Le gouvernement allemand proposa à deux reprises en 1891 et en 1899, à raison de la recrudescence des grèves, de renforcer cette législation répressive. Il proposait d'accroître les pénalités, prétendait édicter la peine de 5 ans de travaux forcés pour les menaces dans certains cas et visait expressément le « rattening » et le « picketing ». Mais les deux projets furent repoussés par le Reichstag<sup>1</sup>.

Ainsi, la loi allemande accepte le principe de la liberté des coalitions. Cependant la loi de 1869 apporte elle-même une dérogation : elle déclare illicites les grèves susceptibles d'entraver un service public.

Notons que les syndicats n'ont pas la personnalité civile, de telle sorte qu'ils ne sauraient être déclarés responsables.

Mentionnons enfin la loi du 28 juillet 1890 qui organise dans son titre III l'arbitrage volontaire.

1. *Economiste français*, 1899, II, 235.

*Autriche-Hongrie.* — Le droit de coalition n'est reconnu dans la petite industrie, ni par la législation autrichienne ni par la législation hongroise. La loi autrichienne du 15 mars 1883 <sup>1</sup>, complétée et modifiée par la loi du 23 février 1897 <sup>2</sup> et la loi hongroise du 21 mai 1884 <sup>3</sup>, qui organisèrent la corporation dans la petite industrie, ont interdit les ententes en vue de cesser le travail.

Dans la grande industrie les grèves sont permises implicitement. En effet la loi autrichienne du 7 avril 1870 (art. 3) ne punit les grévistes que lorsqu'ils ont usé d'intimidation ou violence pour entraver les patrons ou les ouvriers dans l'exercice de leur libre volonté. Et le Code pénal hongrois, promulgué en 1880 ne punit également que les auteurs de violences et « les membres d'un attroupement devant les ateliers pour empêcher » le commencement ou la continuation de travaux <sup>4</sup>.

*Belgique.* — La Belgique resta longtemps soumise aux dispositions insérées en 1810 dans le Code pénal français. En 1858, des pétitions furent déposées, grâce à l'initiative de M. de Molinari, devant les Assemblées

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 932.

2. *Ibid.*, 1898, p. 390.

3. *Ibid.*, 1885, p. 529.

4. DECRAIS, *Rapport sur les conditions du travail en Autriche-Hongrie*. M. Decrais fait remarquer que l'administration jouit de pouvoirs exorbitants qui lui permettent d'entraver l'exercice du droit de coalition. En Autriche elle peut interdire les assemblées et dissoudre les associations illégales (Loi du 10 novembre 1867), expulser du territoire le vagabond et l'ouvrier paresseux (Loi du 27 juillet 1871).

législatives réclamant la liberté de coalition. La loi du 31 mai 1866 fut votée et affirma le droit de coalition, Elle était à peu près calquée sur la loi française de 1864, mais elle édictait des peines moins sévères.

Après le vote de cette loi les coalitions et les grèves se multiplièrent. A partir de 1885, elles se formèrent dans un but politique afin d'obtenir le suffrage universel et furent accompagnées de scènes de violences ; la dynamite fut même employée comme moyen d'intimidation. Le gouvernement demanda au pouvoir législatif de modifier la loi du 31 mai 1866. Il obtint que la peine fût élevée et que l'énumération des faits délictueux fut complétée. La rédaction suivante<sup>1</sup> fut adoptée :

Sera punie d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1.000 francs, ou d'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions ou toute proscription quelconque, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler.

Il en sera de même de ceux qui auront porté atteinte à la liberté des maîtres ou des ouvriers, soit par des rassemblements près des établissements dans lesquels s'exerce le travail, ou près de la demeure de ceux qui le dirigent, soit en se livrant à des actes d'intimidation à l'adresse des ouvriers qui se rendent au travail ou en reviennent, soit en provoquant des explosions près des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou dans les localités habitées par les ouvriers, soit en détruisant les clôtures des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou des habi-

1. *Annuaire de législation étrangères*, 1895, p. 480.

tations ou terres occupées par les ouvriers, soit en détruisant ou rendant impropres à l'usage auxquels ils sont destinés les outils, instruments, appareils ou engins de travail ou d'industrie <sup>1</sup>.

*Italie.* — Le code pénal italien du 30 juin 1889 a uniformisé la législation pénale en Italie <sup>2</sup>. Nous reproduisons ici les dispositions de ce code relatives aux coalitions, parce qu'il est particulièrement intéressant de les rapprocher des règles posées par les lois successivement en vigueur en France.

Art. 165. — Quiconque, avec violence ou menace, restreint ou entrave de quelque manière que ce soit la liberté de l'industrie ou du commerce est puni de la détention, qui peut être portée à 20 mois et d'une amende de 100 à 3.000 liras.

Art. 166. — Quiconque, avec violence ou menace, cause ou fait durer une cessation ou suspension de travail pour imposer soit aux ouvriers, soit aux patrons ou entrepreneurs, une diminution ou une augmentation de salaire, ou des conventions différentes des accords précédemment adoptés, est puni de la détention, qui peut être portée à 20 mois.

Art. 167. — Quand les prévenus ont été les chefs des mouvements ou les promoteurs des faits prévus aux articles précédents, la peine est, à leur égard, de la détention de trois mois à trois ans et d'une amende de 500 à 5.000 liras.

*Pays-Bas.* — Les dispositions du Code pénal français restèrent en vigueur dans les Pays-Bas pour la réglementation des coalitions jusqu'au 12 avril 1872.

1. Consulter les études sur « *les atteintes à la liberté du travail* » de M. BODEUX (1898 et 1899) et de M. HALFLANTS (1902) dans la *Revue pratique de droit industriel*.

2. LACOURT, *Le Code pénal d'Italie et le décret réglementaire du 1<sup>er</sup> décembre 1889* (Paris 1890).

Une loi du 12 avril 1872 punit les atteintes à la liberté du travail (violences, enlèvement et détérioration d'outils, manœuvres dolosives ou menaces) d'une peine de 1 mois à 2 ans de prison et d'une amende de 25 à 500 florins, et les mêmes atteintes commises à l'aide d'injures ou de participation à un attroupeement, de 6 jours à 3 mois de prison et d'une amende de 8 à 200 florins <sup>1</sup>.

Ces dispositions furent abrogées en 1881, et les dispositions du droit commun s'appliquèrent aux délits de grève.

Mais, lors de la dernière grève des employés de chemins de fer (avril 1903), des dispositions particulières aux grèves furent votées :

Art. 284 *bis* du code pénal. — Quiconque oblige illégalement un autre à faire ou à ne pas faire quelque chose, ou entrave sa liberté par des manœuvres, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au maximum ou d'une amende de 100 florins au maximum.

Si le délit est commis par deux ou par plusieurs personnes à la suite d'un concert, la peine d'emprisonnement pourra être portée à 6 mois au maximum et celle de l'amende à 200 florins au maximum.

La condamnation pour un de ces délits pourra entraîner la perte des droits politiques.

Art. 358 *bis* — Tout fonctionnaire ou toute autre personne attachée définitivement ou temporairement à un service public ou au service des chemins de fer, qui, dans le but d'arrêter le service ou les communications, s'abstient ou refuse de remplir ses obligations sera puni d'un emprisonnement de trois mois au maximum et d'une amende de 300 florins au maximum.

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1875, p. 445.

Art. 358 *ter*. — Si deux ou plusieurs personnes se concertent pour commettre le délit prévu par l'article précédent, les coupables, ainsi que les meneurs ou instigateurs du concert, seront punis d'un emprisonnement de deux ans au maximum.

Art. 358 *quater*. — Si le but indiqué par l'article 358 *bis* a été atteint, la punition sera, dans le cas de l'article 358 *bis* de dix-huit mois au maximum, dans le cas de l'article 358 *ter* de quatre ans au maximum.

En outre, l'article 462 du Code pénal a été modifié. Il édicte contre les auteurs du « picketing » une amende de 100 florins au maximum avec prison spéciale pour les insolubles.

*Espagne*. — Les autres États européens répriment les délits dont les coalitions peuvent être l'occasion par l'application des règles du droit commun. Ces législations nous paraissent plus logiques que les précédentes. Il semble en effet qu'il y ait quelque contradiction à proclamer le droit de coalition et à voir dans la grève une sorte de circonstance aggravante.

En Espagne, les faits de violence ou menaces sont poursuivis selon le droit commun.

*Portugal*. — De même dans la législation portugaise le droit de coalition découle du silence de la loi. Les grèves sont licites. Le gouvernement peut user des pouvoirs que lui confère le Code pénal par les articles 277 et 278 qui protègent la liberté du travail et la propriété, mais aucun texte ne pose des règles particulières aux délits commis par les membres d'une coalition.

*Etats scandinaves.* — En Suède et en Norvège les grèves sont licites, mais certaines lois spéciales amoindrissent cependant le droit de coalition. Il est difficile en effet de concilier avec le droit de coalition ces dispositions de la loi du 18 juin 1864, par exemple : « Le patron doit veiller à ce que ses serviteurs observent la piété, l'ordre et les bonnes mœurs, il doit faire compléter leur instruction, il doit en traçant leur tâche consulter leur santé et leurs forces. De leur côté, les ouvriers sont tenus à l'obéissance et à la bonne volonté. »

### III

#### LÉGISLATIONS QUI ORGANISENT LES COALITIONS OUVRIÈRES

Certaines législations parmi les plus démocratiques se sont efforcées d'organiser les coalitions ouvrières et les grèves. Trop souvent, en effet, le droit de coalition que prétend exercer la majorité des ouvriers d'une corporation ou d'un atelier est rendu vain et inefficace dans le régime actuel par l'opposition de la minorité et il paraît équitable de rendre effectif ce droit que le législateur a consacré.

La Nouvelle-Zélande et la Suisse ont, les premières, réalisé ce progrès. Elles ont organisé les coalitions ouvrières, comme le projet de M. Millerand tente de le faire, par un système de votation annihilant les droits de la minorité, combiné avec l'arbitrage obligatoire.

*Nouvelle-Zélande.* — Les ouvriers sont organisés dans la Nouvelle-Zélande en de puissants groupements professionnels, en des syndicats dans lesquels la décision de la majorité fait loi de telle sorte que la tâche du législateur se trouvait simplifiée. La loi du 31 août 1894<sup>1</sup> est faite exclusivement pour les ouvriers syndiqués. Elle s'efforce d'ailleurs d'encourager le développement des syndicats. A cet effet, elle se montre particulièrement facile à reconnaître l'existence d'un syndicat : elle se contente d'un minimum de sept membres (cinq depuis la loi du 15 octobre 1895) et d'une déclaration<sup>2</sup>.

Ces associations votent et décident la grève. A la vérité, les ouvriers non syndiqués, qui peut-être travaillent à côté des ouvriers syndiqués, ne sont pas engagés par ce vote, de telle sorte que la grève ne sera peut-être pas générale dans l'atelier. Cependant, même dans ce cas, les droits des syndiqués sont sauvegardés parce que le patron ne peut pas rompre le contrat de travail et remplacer les grévistes par des ouvriers non syndiqués, si les grévistes manifestent la volonté de recourir à un arbitrage.

Après la déclaration de grève par le syndicat, l'arbitrage a lieu devant les tribunaux de conciliation institués par le législateur et d'après une procédure fixée par la loi.

1. HURET, *Les Grèves*, p. 357 et s.

2. Ajoutons que la Cour centrale d'arbitrage, se conformant à l'esprit de la loi de 1894, s'efforce d'encourager l'organisation syndicale ; dans ses décisions elle engage les patrons à donner la préférence aux ouvriers syndiqués.

En effet, des conseils locaux ont été institués dans chaque district industriel. Ils sont composés de quatre ou six membres élus, par moitié, par les unions professionnelles patronales et ouvrières du district votant séparément, et peuvent trancher tous les différends intéressant un syndicat ouvrier, lors même que le patron ne serait lié à aucune association patronale. Ils règlent les conflits industriels lorsqu'il y sont autorisés par les termes du contrat passé entre les contractants ou même sur l'invitation d'une seule des parties. Ils essaient d'arranger les conflits à l'amiable. Lorsqu'ils ne réussissent pas, ils rédigent un rapport et en renvoient l'affaire à la Cour centrale d'arbitrage.

La Cour centrale se compose de trois membres nommés par le gouverneur : l'un est présenté par les comités ou la majorité des comités des associations professionnelles ouvrières de la colonie; l'autre, par les comités ou la majorité des comités des associations professionnelles patronales; le troisième est de droit un juge de la Cour suprême choisi par le gouverneur et fait fonction de président. La Cour peut ordonner la comparution des témoins, la production des papiers et livres de commerce. Elle rend un jugement conforme à l'équité et à la conscience. Elle peut déclarer ses décisions valables pour deux années ou pour un laps de temps moins long. Ses sentences sont définitives : « elles ne peuvent être revues, cassées ou mises en question par aucune Cour de justice et pour quelque raison que ce soit ».

L'exécution de la sentence est assurée, parce que

la Cour peut condamner à des dommages-intérêts jusqu'à concurrence de 12.500 francs.

« Tous les biens du débiteur, dit l'article 8 de la loi du 5 novembre 1898, modifiant la loi de 1894 sur la conciliation et l'arbitrage dans l'industrie, (y compris, s'il s'agit d'une union ou trade-union industrielle, tous les biens détenus par les administrateurs pour le débiteur), pourront être saisis et exécutés pour le paiement de la dette résultant du jugement ; et, si le débiteur est une union professionnelle ou une trade-union et que ses biens soient insuffisants pour payer entièrement la dette, ses membres seront tenus de la différence.

Toutefois, aucun membre ne sera responsable pour plus de 250 fraacs en vertu de la présente sous-section.

— On remarquera que la loi de 1894 n'est pas applicable aux rapports entre l'Etat et ses ouvriers. Or l'Etat néo-zélandais emploie à lui seul presque autant d'ouvriers que tous les entrepreneurs de la colonie. Cette catégorie de salariés est particulièrement nombreuse depuis que l'Etat a repris ses chemins de fer et les fait administrer par un ministre. Quoique le gouvernement se montre très favorable à la cause ouvrière et assure à tous ses employés les avantages que les syndicats peuvent obtenir par l'arbitrage, ceux-ci s'inquiètent de cette exception. Leur congrès colonial de 1899 a réclamé le retour des travailleurs de la voie ferrée sous le régime commun <sup>1</sup>.

*Suisse.* — La loi fédérale suisse n'édicte contre les coalitions aucune pénalité par conséquent, les

1. METEN, *Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande*, p. 112.

coalitions patronales et ouvrières sont licites, et les faits de grève ne peuvent être réprimés que par application des règles du droit commun relatives aux violences et aux menaces.

De multiples tentatives ont été faites en vue d'organiser le droit de coalition : nous parlerons des propositions de loi sur les syndicats obligatoires et de la loi du canton de Genève du 10 avril 1900.

Entre les années 1885 et 1894, la question des syndicats obligatoires fut vivement agitée en Suisse. La création de ces syndicats eût assuré des rapports collectifs entre patrons et ouvriers, la discipline en cas de conflit parmi les patrons et parmi les ouvriers. Elle était inscrite au premier rang du programme du parti ouvrier suisse. Le 3 avril 1893, le congrès ouvrier réuni à Bienne par la Fédération suisse, dans lequel 111.496 membres étaient représentés par 309 délégués, votait, en effet, à l'unanimité le vœu suivant présenté par MM. Favon et Reimann <sup>1</sup> :

« Toute loi sur les arts et métiers qui n'aura pas pour base les syndicats obligatoires doit être considérée comme impuissante à atteindre son but.

1° Les syndicats obligatoires, dans chaque profession, doivent comprendre deux groupes distincts : celui des patrons et celui des ouvriers.

Ces groupes s'entendent pour régler tout ce qui concerne l'intérêt de la profession, entre autres :

- a) Les conditions de l'apprentissage ;
- b) La journée normale ;
- c) Les conditions du salaire.

1. FAVON, *Organisations professionnelles, Syndicats obligatoires*, p. 7.

2° Les syndicats obligatoires devront être organisés dans chaque commune ou chaque district, où existent des éléments professionnels suffisants.

3° Chaque patron et chaque ouvrier exerçant une profession syndiquée fait de droit partie du syndicat.

4° Les décisions prises par le syndicat ont force de loi pour tous les patrons et tous les ouvriers exerçant dans le district ou dans la commune la profession syndiquée.

5° Il est institué une fédération cantonale des syndicats obligatoires, dans chaque canton. Elle a pour organe une commission composée de délégués en nombre égal de chaque syndicat de patrons et d'ouvriers. Elle prononce sur les réclamations qui s'élèvent dans le canton, contre les décisions d'un syndicat, et tranche les conflits qui se produisent entre les syndicats des patrons et des ouvriers d'une profession.

6° Il est institué une fédération suisse de tous les syndicats obligatoires existant dans les cantons. Elle a pour organe une commission composée de délégués patrons et ouvriers en nombre égal des fédérations cantonales. Elle prononce sur les réclamations qui s'élèvent contre les décisions d'une commission cantonale, et tranche les conflits qui se produisent entre des commissions cantonales.

7° Le gouvernement fédéral et les gouvernements cantonaux ont le droit de se faire représenter par des membres ayant voix consultative dans la commission fédérale et dans les commissions cantonales. »

Cependant, ni la législation fédérale, ni les législations cantonales n'ont institué de syndicats obligatoires, quoique de nombreuses propositions en ce sens aient été faites<sup>1</sup>. En effet le Conseil fédéral déclarait dans le message du 3 juin 1871 qu'une révision constitutionnelle était l'indispensable préliminaire de l'introduc-

1. JAY, *L'organisation du travail*. (*Revue d'économie politique*, 1894, p. 528 et s.)

tion des syndicats obligatoires : « Notre conviction intime et inébranlable est qu'une législation, soit fédérale, soit cantonale, qui reconnaît et favorise des syndicats professionnels obligatoires, qui les nantit de pleins pouvoirs de vaste portée, qui protège leurs prescriptions coercitives (par exemple au sujet des tarifs minima pour les salaires et les prix de marchandises) se mettrait en contradiction avec le principe constitutionnel de la liberté du commerce et de l'industrie. » Or le peuple suisse se prononça par le référendum du 4 mars 1894 contre l'introduction dans la Constitution d'un article 34 *ter* ainsi rédigé : « La Confédération a le droit de statuer des prescriptions uniformes dans le domaine des arts et métiers. » Il avait été reconnu que le texte nouveau n'excluait pas « la possibilité d'instituer à un moment donné les syndicats obligatoires ». Ce vote entravait l'institution des syndicats obligatoires.

D'autres propositions de loi intéressant le droit de coalition ont été votées par les conseils cantonaux. Nous voulons parler plus particulièrement de la loi genevoise du 10 avril 1900 « fixant le mode d'établissement des tarifs d'usage entre ouvriers et patrons et réglant les comptes relatifs aux conditions de leurs engagements »<sup>1</sup>. Nous trouvons dans cette loi, en même temps qu'une réglementation collective des conditions du travail, une tentative intéressante d'organisation du droit de grève.

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1901, p. 393. — HURET, *Les grèves*, p. 323.

Les syndicats ne comptent pas dans la Suisse, comme en Nouvelle-Zélande, la presque totalité des ouvriers, de telle sorte que le législateur genevois a dû se préoccuper de grouper tout d'abord les ouvriers. Il les a groupés de façon à créer des rapports collectifs entre patrons et ouvriers, lors même que les ouvriers ne sont pas syndiqués : dans chaque corps de métier, des tarifs sont fixés, des conditions d'engagement sont établies, qui valent à défaut de conventions spéciales. Ces tarifs et conditions sont déterminés par des contrats collectifs passés entre les associations ouvrières et patronales. En l'absence d'association soit patronale, soit ouvrière, le Conseil d'État, sur la demande écrite du cinquième des électeurs prud'hommes de la profession inscrite au tableau, ouvriers ou patrons, convoque les réunions plénières des intéressés : ces assemblées nomment de part et d'autre et au bulletin secret des représentants en nombre égal, soit sept patrons et sept ouvriers, à défaut d'entente sur un chiffre inférieur ; les décisions des représentants ainsi nommés sont prises à la majorité des trois quarts ; elles demeureront en vigueur pour la durée stipulée, qui ne pourra excéder cinq ans, et se renouvelleront tacitement d'année en année.

Cette organisation du travail permet l'organisation des coalitions. En effet, les différends collectifs seront réglés par la même procédure, grâce à ce système de votes et à l'arbitrage.

Tel est le sens général de la loi dont nous devons analyser rapidement les principales dispositions relatives au droit de coalition. Pendant la durée d'un

tarif en vigueur, aucune suspension générale du travail ne pourra être édictée ni par les patrons ni par les ouvriers dans le but de modifier ce tarif. L'art. 18 décide même que tout appel à une suspension partielle ou générale du travail, en violation d'un tarif existant ou en contravention aux dispositions de la loi sera puni de peines de police, sans préjudice des peines prévues à l'art. 106 du Code pénal et de toutes autres sanctions civiles ou pénales prévues par les lois existantes. Mais à l'expiration du délai convenu, chacune des parties peut dénoncer le tarif, et l'ancien tarif ne sera réadopté ou un nouveau tarif ne sera élaboré que grâce à l'accord des parties, en vertu de décisions prises par les représentants à la majorité des trois quarts des membres délégués. A défaut d'accord entre les intéressés, une tentative de conciliation sera faite, et, s'il y a lieu, un arbitrage sera prononcé. La tentative de conciliation a lieu à la requête de l'une ou de l'autre des parties par devant le Conseil d'Etat : celui-ci délègue un ou plusieurs de ses membres, puis le ou les délégués du Conseil d'Etat convoquent les représentants des associations patronales et ouvrières ou les délégués nommés par le corps de métier dont les membres ne sont pas réunis en association. Si la conciliation n'a pas lieu, un procès-verbal de non-conciliation est dressé, dont un exemplaire est remis d'office à la commission centrale des prud'hommes. Celle-ci doit se réunir dans les six jours de la réception du procès-verbal de non-conciliation. Elle convoquera à son tour les délégués patronaux et ouvriers. A la réunion con-

voquée, les membres présents statueront comme arbitres à la majorité et au bulletin secret sur les prétentions des parties.

Vu :

*Le Professeur Président de la Thèse,*

JULES CABOUAT.

Vu

*Le Doyen de la Faculté,*

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Université de Caen,*

E. ZEVORT.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## LE DROIT DE COALITION

---

|                                                                                                                                           | Pages      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>PREMIÈRE PARTIE. — Histoire de la législation française.</b>                                                                           |            |
| De la prohibition à la liberté . . . . .                                                                                                  | 3          |
| CHAPITRE I. — LA PROHIBITION DES COALITIONS . . . .                                                                                       | 3          |
| CHAPITRE II. — LA LIBERTÉ DES COALITIONS . . . . .                                                                                        | 42         |
| <b>DEUXIÈME PARTIE. — Du droit de coalition dans le régime actuel de liberté . . . . .</b>                                                | <b>59</b>  |
| CHAPITRE I. — DE LA COALITION AU POINT DE VUE DU DROIT PÉNAL . . . . .                                                                    | 61         |
| CHAPITRE II. — DU DROIT DE COALITION ET DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES . . . . .                                                          | 88         |
| CHAPITRE III. — DU DROIT DE COALITION ET DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE . . . . .                                                             | 110        |
| CHAPITRE IV. — DES DROITS ET OBLIGATIONS DES SYNDICATS . . . . .                                                                          | 135        |
| CHAPITRE V. — DES DROITS ET OBLIGATIONS DES TIERS .                                                                                       | 160        |
| APPENDICE. — LE DROIT DE COALITION DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DE L'ÉTAT . . . . .                                                           | 179        |
| <b>TROISIÈME PARTIE. — Les réformes législatives et les projets de loi tendant à organiser l'exercice du droit de coalition . . . . .</b> | <b>183</b> |
| CHAPITRE UNIQUE . . . . .                                                                                                                 | 183        |
| <b>QUATRIÈME PARTIE. — L'évolution du droit de coalition dans les législations étrangères . . . . .</b>                                   | <b>217</b> |
| CHAPITRE UNIQUE . . . . .                                                                                                                 | 217        |









